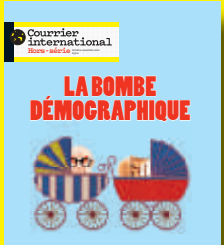




**FORUM EXPAT
LES NOUVELLES
DESTINATIONS**

**CHEZ VOTRE MARCHAND
DE JOURNAUX, NOTRE
NOUVEAU HORS-SÉRIE**



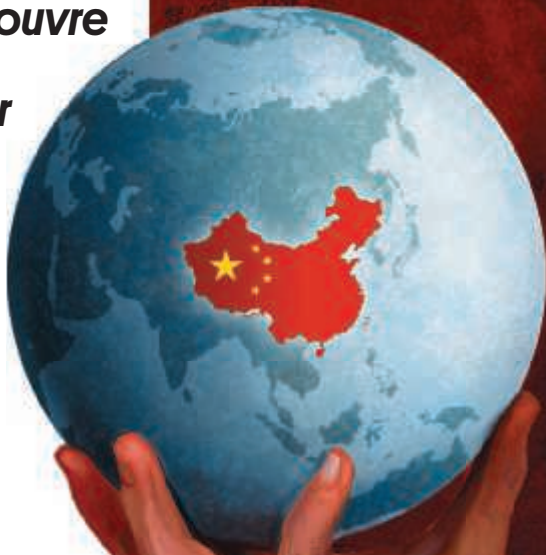
**Courrier
international**

N° 1667 du 13 au 19 octobre 2022
courrierinternational.com
France : 4,50 €

Algerie 5,30 DA, Allemagne 5,70 €,
Andorre 5,30 €, Canada 7,95 \$ CAN,
DOM 5,10 €, Espagne 5,40 €,
Grande-Bretagne 4,70 €, Grèce 5,40 €,
Italie 5,40 €, Japon 8,50 ¥,
Maroc 43 DH, Pays-Bas 5,40 €,
Portugal cont. 5,40 €, Sénégal
3400 F CFA, Suisse 6,80 CHF,
TOM 850 XPF, Tunisie 770 DT,
Afrique CFA autres 3500 F CFA.

CHINE L'EMPRISE DE XI JINPING

*Le 20^e Congrès
du Parti communiste
chinois, qui s'ouvre
le 16 octobre,
doit consacrer
la mainmise
de Xi Jinping
sur un pays
fragilisé
par la crise
économique
et la stratégie
"zéro Covid".*



M 03183 - 1667 - F: 4,50 €





**AVEC LE PRÊT
À IMPACT POSITIF,
PLUS VOUS LIMITEZ
VOS ÉMISSIONS DE CO₂,
PLUS LE TAUX
DE VOTRE PRÊT BAISSE**

Société Générale, reconnue Banque de l'année pour le développement durable par *International Financing Review*, vous accompagne dans la transformation durable de votre PME. Le taux d'intérêt du prêt à impact positif diminue avec l'amélioration de vos pratiques en matière de Responsabilité Sociale et Environnementale. Les émissions de CO₂ sont un des 21 critères qui vous sont proposés et qui sont évalués par notre partenaire EcoVadis.

**C'EST VOUS
L'AVENIR**  **SOCIÉTÉ
GÉNÉRALE**



LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

Chine : l'emprise de Xi Jinping

Réuni à partir du dimanche 16 octobre, le 20^e Congrès du Parti communiste chinois (PCC), qui se tient tous les cinq ans, devrait consacrer la mainmise totale de Xi Jinping sur le pays en lui accordant un troisième mandat de secrétaire général du PCC. Le numéro 1 chinois "pourrait même se voir attribuer le titre honorifique de lingxiu ["grand leader"], dont le seul autre détenteur à ce jour est Mao Zedong", écrit le magazine en ligne **The Diplomat**. "Grand leader", certes, mais de quelle Chine? C'est la question que nous nous posons dans ce dossier. Au moment où s'ouvre le congrès, le géant asiatique paraît pour le moins fragilisé. La bulle de l'immobilier a fini par éclater,

et les nuages s'accumulent sur l'économie. La croissance ralentit (elle devrait atteindre 3,3 % cette année, alors que 5 % étaient initialement envisagés). "Pour la première fois depuis trente ans, la croissance économique chinoise sera inférieure à celle des autres pays en développement d'Asie", relève le journal économique **Hong Kong Economic Times**. La stratégie "zéro Covid" et la multiplication des confinements stricts n'ont pas aidé. Mi-septembre, explique *The Diplomat*, citant le magazine *Caixin*, "33 métropoles chinoises (soit 65 millions de personnes) étaient soumises à une forme ou une autre de confinement". Outre un effet direct sur l'économie, comme on a pu le voir à Shanghai, c'est le retentissement social de cette politique que l'on commence à mesurer. Un peu partout dans le pays, la fronde monte contre des mesures jugées trop strictes. À Shanghai comme à Chengdu ou dans le Xinjiang, des pénuries de nourriture

et de médicaments ont été enregistrées. Et la vague de chaleur de cet été, "qui a provoqué des pénuries d'énergie, perturbé le trafic fluvial et la production industrielle, et diminué les rendements agricoles", toujours selon *The Diplomat*, n'a rien arrangé. Or la sécurité alimentaire est au cœur des préoccupations du régime de Pékin, comme l'explique très bien un article du **Mainichi Shimbun** que nous avons traduit du japonais dans ce dossier. Blé, soja, maïs... : malgré son vaste territoire, la Chine est contrainte d'importer massivement, en raison notamment de la diminution de sa population rurale, décrypte le quotidien japonais. Cela la met à la merci d'une situation géopolitique instable comme la guerre en Ukraine. C'est là tout le paradoxe du pays. Depuis l'apparition du Covid en 2020, la Chine s'est refermée, repliée sur elle-même. En même temps, elle a plus que jamais besoin du reste du monde. Elle achète des terres arables à tout-va,

partout, explique la **Nikkei Asia**; de l'Asie centrale à l'Amérique du Sud en passant par l'Afrique, elle continue aussi d'investir dans son grand projet des nouvelles routes de la soie. "Pour la première fois, elle est devenue le plus grand créancier officiel du monde", souligne **The Wall Street Journal**. Une évolution qui n'est pourtant pas sans risque, au vu de l'endettement de certains pays vis-à-vis de Pékin. Comment Xi Jinping peut-il faire face à ces défis? La Chine, avec 1,4 milliard d'habitants, peut-elle parvenir vraiment à l'autosuffisance alimentaire? La stratégie "zéro Covid" est-elle tenable à long terme? C'est à toutes ces questions que nous tentons de répondre ici. Avec un éclairage historique publié dans le **FTChinese** sur le débat autour de la "politique de la porte fermée" sous les dynasties Ming et Qing. Ou comment comprendre le présent en regardant le passé. Un article dense mais passionnant, traduit du chinois. À lire aussi dans ce numéro,

notre dossier consacré à l'expatriation à l'occasion du 10^e salon Forum Expat organisé par *Courrier international*, le 20 octobre. La pandémie a bouleversé nos vies et nos projets de départ à l'étranger. Depuis deux ans, nous avons appris à vivre avec les contraintes sanitaires, tandis qu'un peu partout les frontières s'ouvrent à nouveau et que les restrictions sont allégées. Partir vivre à l'étranger, pour ses études, son travail ou simplement pour découvrir un pays est redevenu possible, et est même plus que jamais nécessaire pour s'ouvrir aux autres, rappelle **The Times**, à Londres. Parmi les destinations qui ont le vent en poupe : l'Asie, mais aussi... la Sardaigne, sans parler du Canada ou du Portugal. Bonne lecture.

En couverture :
Chine : dessin de **Joe Cummings** paru dans le **Financial Times**, Londres. Forum Expat : dessin de **Falco**, Cuba.



Sommaire

FORUM EXPAT p.40

LES NOUVELLES DESTINATIONS

Partir vivre à l'étranger pour ses études, son travail ou simplement pour découvrir un pays est redevenu possible. Retrouvez dans ce dossier informations et témoignages pour bien préparer votre séjour, avant le 10^e salon Forum Expat, le 20 octobre.



FALCO, CUBA

UKRAINE p.6

L'escalade

Après le sabotage du pont de Crimée, Moscou a choisi de réagir en ciblant à nouveau les civils. La Russie jette toutes ses forces dans le conflit. Mais malgré les destructions, les Ukrainiens sont galvanisés par leurs contre-offensives.

IRAN p.16

Tôt au tard, le barrage cédera

Le mouvement contestataire ne semble pas pour l'instant menacer le pouvoir. Mais le régime ne pourra pas tenir indéfiniment, estime **The Spectator**.



PHOTO CAMILLE MILLERAND/DIVERGENCES

360° Annie Ernaux, à l'unanimité

La décision de l'Académie des Nobel de récompenser l'écrivaine française a été applaudie dans la presse. Le critique littéraire du **Los Angeles Times** explique pourquoi il trouve ce choix "enthusiasmant".

LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

- Bloomberg.com** (bloomberg.com) New York, en ligne. **The Diplomat** (the-diplomat.com) Washington, en ligne.
- The Economist** Londres, hebdomadaire.
- Il Foglio** Milan, quotidien.
- Frankfurter Allgemeine Zeitung** Francfort, quotidien.
- FTChinese** (ftchinese.com) Londres, en ligne.
- The Guardian** Londres, quotidien.
- Heti Villagzdasag** Budapest, hebdomadaire.
- Interia** (interia.pl) Cracovie, en ligne.
- Kapital** Sofia, hebdomadaire.
- Lianhe Zaobao** Singapour, quotidien.
- Los Angeles Times** Los Angeles, quotidien.
- Mainichi Shimbun** Tokyo, quotidien.
- The New York Times** New York, quotidien.
- Nezavissimaïa Gazeta** Moscou, quotidien.
- El País** Madrid, quotidien.
- The Spectator** Londres, hebdomadaire.
- Le Temps** Genève, quotidien.
- The Times** Londres, quotidien.
- The Wall Street Journal** New York, quotidien.
- Die Welt** Berlin, quotidien.



SOMMAIRE

7 jours dans le monde

6. Guerre en Ukraine. L'escalade
14. Controverse. La Pologne a-t-elle raison de demander des réparations de guerre à l'Allemagne ?

D'un continent à l'autre

16. Iran. Tôt ou tard, le barrage cédera
18. France. Le système de santé est KO debout
20. Sahel. L'inquiétante montée du sentiment antifrançais
22. États-Unis. Le spleen des bibliothécaires

À la une

24. Xi Jinping, l'homme fort d'un pays affaibli

Transversales

34. Économie. Adani et Ambani, deux patrons au coude-à-coude
36. Sciences. L'avenir du vin se joue en Allemagne
38. Techno. L'Europe adopte le chargeur universel
39. Signaux. Des céréales à tout faire

Expat

40. Les nouvelles destinations

360°

48. Littérature. Annie Ernaux, à l'unanimité
54. Photographie. Le monde disparu de Wolfgang Tillmans
56. Cinéma. Tollywood, l'autre capitale du cinéma indien
58. Histoire. "Cacator cave malum"



SUR NOTRE SITE

La France vue de l'étranger. Une rentrée parlementaire sous pression

Inflation, pénurie de carburant, craintes de coupures d'électricité... La grogne sociale monte en France. Est-ce l'occasion pour la gauche, et pour Jean-Luc Mélenchon en particulier, d'un retour en force? se demande **Politico**.

Législation. Boire et chasser en même temps? La question taraude aussi la Suisse

Le rapport du Sénat sur la consommation d'alcool pendant la chasse a fait beaucoup de bruit dans l'Hexagone le mois dernier. De l'autre côté des Alpes, deux cantons suisses ont déjà décidé de prendre des mesures. Mais, s'interroge **Le Temps**, des interdictions sont-elles vraiment applicables?

Cartes sur table. Fin de vie et euthanasie : où en est-on ailleurs dans le monde?

Le sujet est au cœur de débats en France et dans de nombreux pays, y compris ceux qui autorisent déjà une forme d'euthanasie ou de suicide assisté. Tour d'horizon en vidéo, dans ce nouvel épisode de notre série "Cartes sur table".

L'horoscope de Rob Breznsny Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

En 2100, il y aura 10 milliards d'humains sur Terre. Comment gérer le vieillissement de la population et les déséquilibres géographiques et économiques? Faut-il encore faire des enfants? Les réponses de la presse étrangère.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



Japon: le laboratoire du monde

Courrier international

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

1 AN (52 numéros) au prix de 129 € au lieu de 218,80 €*

1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de 159 € au lieu de 269,80 €*

Monsieur Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/ours2022>
ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

* Prix de vente au numéro. Pour l'étranger, nous consulter. Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : www.courrierinternational.com/leg-co. Vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles communiquées à l'occasion de la souscription de votre abonnement pour les besoins de votre commande et de la relation client. Sauf opposition de votre part, votre adresse postale pourra être utilisée pour des actions marketing de la part de Courrier international ou de ses partenaires.
 Je m'oppose à l'utilisation de mon adresse postale à des fins marketing. Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles>, ou écrivez à notre délégué à la protection des données, 67-69 avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris ou dpo@groupelemonde.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la CNIL.

Courrier international

Avantages abonnés :

Rendez-vous sur [courrierinternational.com](https://www.courrierinternational.com)

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site Internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier 📧

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique :

(32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com

États-Unis/Canada :

(1) 800 363 1310 - expressmag@expressmag.com

Suisse :

(41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch

Courrier international

Édité par Courrier international SA, société anonyme avec
directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €
Actionnaire : La Société éditrice du Monde
Président du directoire, directeur de la publication :
François-Xavier Devaux
Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard
Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président
Dépôt légal Octobre 2022. Commission paritaire n° 0727 c 82101.
ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com
Directrice de la rédaction Claire Carrard (16 58) Rédactrice en chef Virginie Lepetit (16 12) Rédacteurs en chef adjoints Raymond Clarinard (16 77), Claire Pomarès (web), Matthieu Recarte Responsable du numérique Joffrey Ricome Direction artistique Sophie-Anne Delhomme (16 31), Conception graphique Javier Errea Comunicación
ÉDITION Anouk Delpoit (16 98), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (17 30) 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 17 48) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Marie Daoudal (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Beniamino Morante (Italie, 19 72), Hélène Bienvenu (Pologne), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 16 93) AMÉRIQUES Bélangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chauveau (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole Dieterich (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandjak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corées) MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abirama (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechai (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Bousson (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360° Marie Bèlœil (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74) HISTOIRE Mélanie Lifschitz (16 96)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondel (éditeur web), Antoine Cuny-Le Callet, Gabriel Hassan (éditeur web, 16 32), Carole Lyon (éditeur web, 17 36), Hoda Saliby (éditeur web, 16 35), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 16 65), Louise Dugeai (développement web) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majourat (16 42)
TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Lifschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan), Leslie Talaga (anglais, espagnol)
RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Françoise Hérod, Julie Martin, Anne Romefort

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable), WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Errichello (chef de service, 17 17), Benjamin Fernandez, Jonnathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé ICNOCARTOGRAPHIE Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation) MAQUETTE Alice Andersen (chef de service, 16 37), Denis Scudeller, Gilles de Obaldia CARTEOGRAPHIE Thierry Gauthé (16 70) INFOGRAPHIE Catherine Doutey (16 66)

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08), Alizée Marchal (17 38)

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45 35) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Maury, 45330 Malesherbes
ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Jean-Baptiste Bour, Emmanuel Bour, Enzo Cailleton, Cécile Chemel, Anne-Françoise Cochet, Frédéric Dalléas, Elisabetta Di Matteo, Mona Guichard, Lucie Hoarau, Servan Le Janne, Maëlys Sour, Isabelle Taudière, Maddalena de Vio, Yuta Yagishita

PUBLICITÉ Mpublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 Présidentielle Laurence Bonicalzi Bridier, Directrice générale adjointe, Marketing & Études Élisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), Directeur délégué, directeur de Marque Courrier international Steeve Dablin (01 57 28 38 84) Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech & Monétisation Sébastien Noël (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) Directeur délégué, pôle Agences François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 30 21) Directeur délégué, pôle Opérations spéciales Steeve Dablin (steeve.dablin@mpublicite.fr, 38 84)

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellán (16 06) Lucie Madalena (gestion) Droits Blandine Mosnat (16 52) Comptabilité 01 48 88 4 551 Directeur de la diffusion et de la production Xavier Loth Directrice des ventes Sabine Gude Responsable commerciale internationale Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) Chef de produits Valentin Moreau (01 57 28 33 99) Communication et promotion Brigitte Billiard, Christiane Montillet MARKETING Sophie Gerbaud (directrice, 16 18), Véronique Lallemand (16 91), Véronique Saudemont (17 39), Kevin Jolivet (16 89), Martine Prévot (16 49), Mynn-May Vang, Anthony Pittavino

Modifications de services ventes au numéro, réassortissements 0805 05 01 47 Service clients Abonnements Courrier International, Service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9 Tél. 03 21 13 04 31 Fax 01 57 67 44 96 (du lundi au samedi de 9h à 18h) Courriel abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 129 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com> Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in Aug and in Dec), by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals postage paid at Secaucus, NJ and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o ExpressMag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H1E 7K1, Canada.



Certifié PEFC

Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.
[pefc-france.org](https://www.pefc-france.org)

Origine du papier : UK, Allemagne, 100 % de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Europhosphors : Ptot - 0,0083 kg/tonne de papier. Papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Ouvrage imprimé à 100 % avec des encres conformes à la norme Blue Angel.

FAIRE ATTENTION À SA CONSOMMATION D'ÉNERGIE, ÇA PEUT PARAÎTRE COMPLIQUÉ. AVEC *Ma Conso*, C'EST TOUT DE SUITE PLUS SIMPLE.

Cet hiver, ENGIE vous aide à réduire votre consommation d'énergie avec des outils simples et pratiques. MA CONSO* vous permet de suivre en kWh et en € votre consommation pour la comprendre et mieux la maîtriser, directement sur l'appli ENGIE. Plus d'infos sur particuliers.engie.fr



L'énergie est notre avenir, économisons-la!

*Ma conso : service soumis à l'ouverture d'un espace client ENGIE. Les économies d'énergie réalisées vont toutefois dépendre de vos habitudes de consommation au sein de votre foyer. Ma conso vous permet de réaliser en moyenne 7,7% d'économies d'énergie estimés sur une période de 12 mois (cf. ADEME. Investissements d'avenir & TBH Alliance). Voir conditions et détails du service sur particuliers.engie.fr

ENGIE : SA AU CAPITAL DE 2435285 011 € - RCS NANTERRE 542 107 651.





7 jours dans
le monde

Guerre en Ukraine. L'escalade

Le 8 octobre, le pont de Crimée a été endommagé par une explosion. Après cet affront, Vladimir Poutine a décidé de frapper fort. Un déluge de feu s'est abattu sur l'Ukraine. Et le Kremlin pourrait monter encore de plusieurs crans dans la violence, redoute *The Times*.



—*The Times* Londres

Avec ses frappes [du 10 octobre] contre une bonne dizaine de villes d'Ukraine, Vladimir Poutine a tué des dizaines de civils, mis hors services les réseaux d'électricité et d'eau et promis que le pire restait à venir, tout en assurant s'en prendre à des cibles militaires. À Kiev ont ainsi été frappés, entre autres sites civils très identifiables, l'opéra national, une grande université, un parc apprécié des enfants, des hôtels fréquentés par les étrangers, une église de premier plan et le consulat d'Allemagne. Cette offensive était la riposte aux dégâts infligés samedi [8 octobre] au très stratégique pont de Kertch, ou pont de Crimée, qui relie la Russie à la péninsule annexée. Le président russe y a vu un acte terroriste ordonné par les forces spéciales ukrainiennes.

En réalité, Poutine se raccroche à toutes les branches pour tenter d'infléchir le cours de cette guerre, qui dure depuis huit mois et dont rien n'indique qu'il puisse la gagner. En s'attachant de plus en plus à faire passer les autorités de Kiev pour des terroristes, il espère transformer son "opération spéciale" en "opération antiterroriste". Et l'exercice n'est pas seulement rhétorique : il lui permettrait d'élargir ses pouvoirs et de monter encore de plusieurs crans dans la violence.

La réunion du conseil de sécurité de Poutine a donné une idée de ce que prépare le Kremlin. La Biélorussie s'y est déclarée prête à mettre en place un groupement interarmes conjoint avec la Russie. Certains des missiles tombés sur la capitale ukrainienne ont été tirés du territoire biélorusse, et le maître du Kremlin a promis

de monter en gamme en y stationnant également des Iskander-M. Ces missiles auraient à leur portée non seulement des positions ukrainiennes, mais aussi des pays membres de l'Otan comme la Pologne et les États baltes. Et le déploiement d'un important contingent à la frontière entre la Biélorussie et l'Ukraine aurait pour effet, à tout le moins, de détourner des troupes ukrainiennes du combat contre les Russes dans le sud et l'est du pays. La Biélorussie a par ailleurs proposé de mettre ses forces de sécurité à la disposition de Poutine.

Et il semble bien que le président russe prête une oreille de plus en plus attentive aux tenants de la ligne dure. L'ancien commandant de l'armée de l'air Sergueï Sourovikine a ainsi été nommé à la tête des forces d'invasion de l'Ukraine : son rôle dans les bombardements des villes en Syrie lui a valu le titre de héros de la Fédération de Russie, et son implication dans la destruction d'Alep en particulier le surnom de "général Armageddon". Tout porte à croire qu'il pourrait de nouveau mettre à profit ses talents meurtriers contre Kiev pour tenter de briser sa résistance. Présenter la guerre comme une opération antiterroriste pourrait aussi permettre d'élargir le spectre de la mobilisation.

Poutine intensifie le conflit par d'autres moyens. La Russie nie toute participation au sabotage [le 8 octobre] de la fibre

optique du réseau ferré allemand, mais Berlin soupçonne clairement un acte de malveillance d'un "régime hostile". L'île danoise de Bornholm s'est retrouvée sans électricité [le 10 octobre] après la destruction de câbles sous-marins. Ce sont autant d'exemples qui témoignent du goût de Poutine pour la guerre hybride. Kiev a raison de s'inquiéter. Si la capitale a échappé aux bombardements depuis les premières semaines du conflit, elle semble de nouveau être une cible de premier plan. Le président russe mise sur le fait que la résistance ukrainienne repose en grande partie sur l'autorité de Volodymyr Zelensky et sur son bastion de Kiev.

Renforcer les défenses aériennes de la capitale est par conséquent prioritaire pour les soutiens occidentaux de Zelensky. Le Royaume-Uni a été très impliqué dans l'entraînement de l'armée ukrainienne et doit, en coopération avec les alliés de l'Otan, veiller à ce que ces forces conservent l'agilité nécessaire pour affronter une nouvelle offensive russe. Sur le front financier, des sanctions secondaires doivent être imposées à ceux qui continuent de tirer profit du pétrole russe au rabais ou qui tentent de rémunérer Moscou indirectement.

Dans le même temps, le régime russe doit être relégué au rang de paria. Même les alliés sur lesquels la Russie peut habituellement compter commencent à faire des choix éthiques. Le Kazakhstan, le Kirghizistan et l'Arménie refusent de participer en ce mois d'octobre aux manœuvres militaires conjointes avec la Russie. C'est tout à leur honneur. À mesure que s'amplifie la barbarie de cette guerre, tout contact avec l'Affreux M. Poutine devrait être impensable. —

Poutine se raccroche à toutes les branches pour tenter d'infléchir le cours de cette guerre.

Publié le 11 octobre

**Dernière
minute**

Le G7 réitère son appui à Kiev

●●● Après deux journées de bombardements russes sur l'ensemble de l'Ukraine, les pays du G7 ont réitéré, le 11 octobre, leur soutien à Kiev. "Pour aussi longtemps qu'il le faudra", selon les termes d'un communiqué rendu public à l'issue d'une rencontre en visioconférence avec le président Volodymyr Zelensky et repris par **Bloomberg**. Le groupe, qui rassemble l'Allemagne, le Canada, les États-Unis, la France, l'Italie, le Japon et le Royaume-Uni, a à nouveau menacé la Russie "de graves conséquences" si elle venait à utiliser des armes chimiques, biologiques ou nucléaires, selon **The New York Times**. Estimant que Vladimir Poutine avait encore les moyens d'une "escalade" et qu'il cherchait à entraîner la Biélorussie dans la guerre, le président ukrainien, cité par **The Guardian**, a appelé à durcir les sanctions contre Moscou et à renforcer l'aide militaire à l'Ukraine : "Je vous demande de renforcer l'effort général pour aider financièrement à la création d'un bouclier aérien pour l'Ukraine."

← Dessin de Del Rosso, Italie.

Sergueï Sourovikine, le “général Armageddon”

Portrait. La nomination à la tête des troupes russes en Ukraine de Sergueï Sourovikine, connu pour ses faits d’armes “non conventionnels” en Syrie, a été saluée par les faucons du régime.

L’explosion sur le pont de Crimée ? Le “général Armageddon s’occupe de la réponse”, écrivait, comme pour rassurer ses lecteurs, le quotidien populaire **Moskovski Komsomolets** la veille de la pluie de missiles qui s’est abattue sur l’Ukraine le 10 octobre. C’est ainsi que ce tabloïd appelle le nouveau commandant de l’“opération spéciale” en Ukraine, le général d’armée Sergueï Sourovikine, nommé il y a une semaine et qui semble d’ores et déjà imprimer sa marque sur la conduite de la guerre. “Ces salves massives sur les infrastructures civiles, c’est sa façon de travailler, son style”, a commenté Andriy Youssov, patron du service de renseignement de l’armée ukrainienne, cité par le site **Oukraïnska Pravda**.

Âgé de 55 ans, Sourovikine est l’un des généraux les plus gradés de Russie. Il doit son surnom de “général Armageddon” à ses exploits en Syrie, où il a commandé le détachement russe venu en aide au régime

de Bachar El-Assad. “Ses pairs l’appelaient ainsi pour sa capacité à agir de manière non conventionnelle et brutale”, raconte laconiquement le correspondant militaire d’un autre journal populaire russe, **Komsomolskaïa Pravda**. “Il est dénué de tout sentiment”, confirme une source proche du Kremlin au journal d’opposition **Meduza**, installé en Lettonie. Dans un rapport de 2020, l’ONG Human Rights Watch a mis en cause le général Sourovikine dans plusieurs attaques contre des zones résidentielles, des bombardements à l’arme chimique et des frappes aériennes sur des hôpitaux en Syrie.

Sourovikine veut dire “sévère” en russe, et c’est effectivement comme un dur à cuire que le nouveau patron des troupes russes en Ukraine aime se présenter. Il était présent sur de nombreux théâtres de guerre : l’Afghanistan, la Tchétchénie, le Tadjikistan, la Syrie et maintenant l’Ukraine. Sa nomination a été saluée par les plus sévères critiques de

l’armée. “Notre armée en Ukraine est désormais entre de bonnes mains”, a aussitôt réagi le leader tchétchène Ramzan Kadyrov. “Il est le commandant le plus compétent de l’armée russe”, a enchéri Evgueni Prigojine, patron du groupe de mercenaires Wagner.

La carrière de Sourovikine est aussi ponctuée par de nombreux scandales et zones d’ombre, ne manque pas de relever **Radio Svoboda**. Son premier fait d’armes semble être la mort de trois manifestants lors du putsch de 1991. Chargé de la répression des militants pro-Eltsine, il aurait foncé sur la foule à bord de son blindé – ce qui lui a valu de passer sept mois en détention préventive avant que l’accusation soit levée faute de preuves. En 1995, il est de nouveau dans le box des accusés, cette fois-ci pour une sombre affaire de pistolet de service revendu au marché noir. Verdict : un an de prison conditionnelle.

Puis d’autres casseroles viennent s’ajouter dans les années 2000 : de caractère sanguin, Sourovikine en vient régulièrement aux mains avec ses subalternes, ce qui mène l’un d’eux, le colonel Andreï Chtokal, à se tirer une balle dans la tête dans son bureau. À cela s’ajoutent les accusations de violation des droits de l’homme, notamment en Tchétchénie et en Syrie, mais, comme le note **Svoboda**, tout cela n’a jamais empêché son ascension vers les sommets de la hiérarchie militaire. Bien au contraire.

— **Courrier international**

Vu d’Ukraine

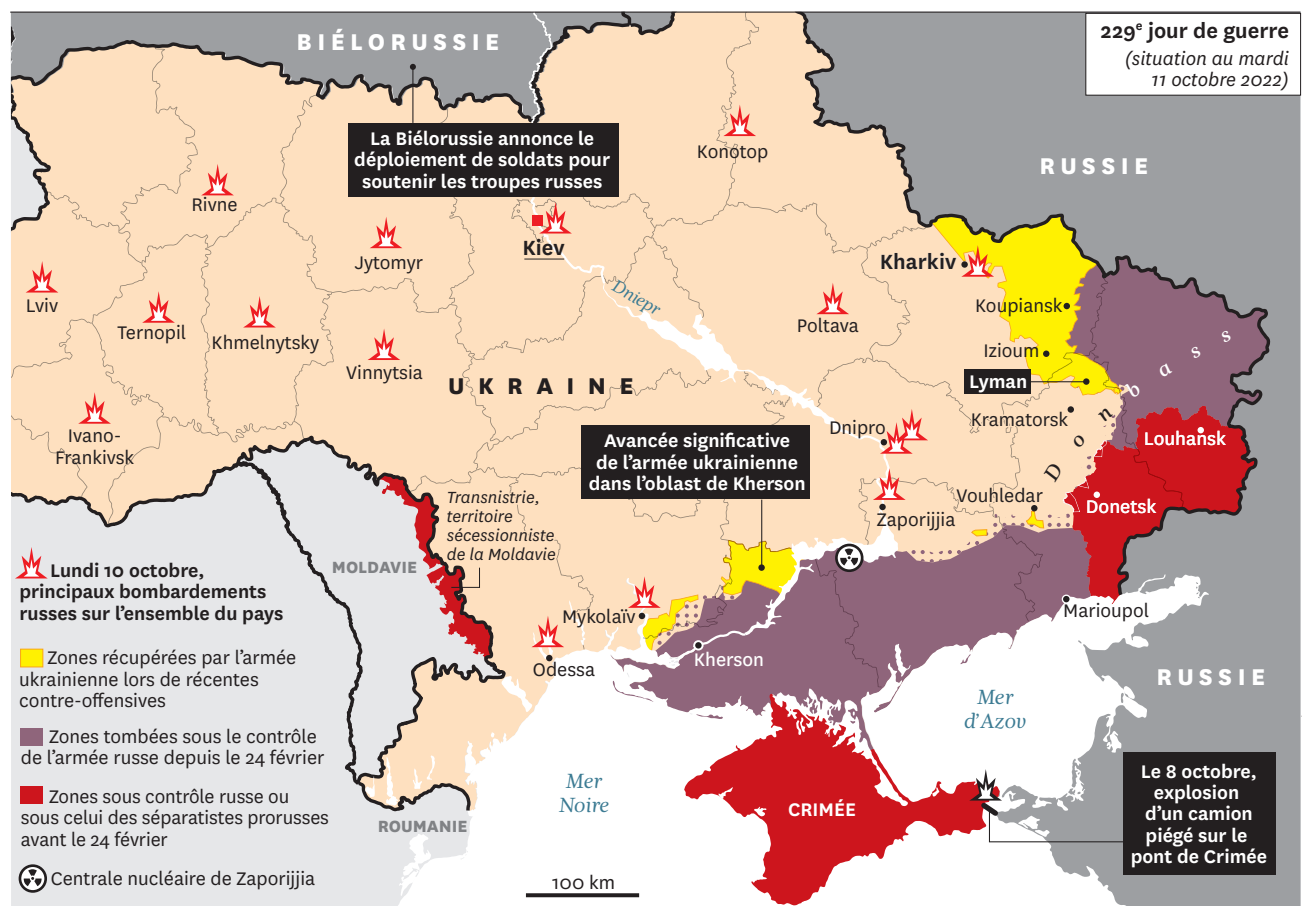
Tout sauf des représailles

●●● Les missiles et les drones kamikazes russes qui se sont abattus sur des grandes villes d’Ukraine ne sont pas qu’une riposte à la destruction partielle du pont de Crimée, estiment certains médias du pays. C’est la mise en œuvre de la stratégie de guerre totale du Kremlin.

Le matin du 10 octobre, à partir de 8 heures, “le pays agresseur, la Russie, a lancé des frappes massives sur plusieurs régions d’Ukraine”, annonce le site **Obozrevatel**. Or, relève le quotidien de Lviv **Vissoki Zamok**, “les frappes de missiles sur la capitale et les infrastructures étaient planifiées par les Russes depuis début octobre”. Le quotidien ajoute : “Le 8 octobre, sept bombardiers stratégiques Tu-160 équipés de missiles de croisière Kh-101 ont été transférés sur la base aérienne d’Engels [en Russie]. Six navires embarquant 40 missiles Kalibr se trouvaient déjà au large de Sébastopol.”

Pour l’éditorialiste et politiste ukrainien Vitaliy Portnykov, c’est la preuve que ces frappes, dont le bilan s’élevait, au 11 octobre, à au moins 23 tués et 105 blessés dans la population civile, ne découlent pas d’un coup de sang du Kremlin. Portnykov s’interroge dans un billet publié sur le site de la chaîne télévisée **Espresso** : “Imaginons qu’il n’y ait eu aucune explosion sur le pont de Crimée, que Poutine n’ait pas subi cette humiliation visible, que se passerait-il ? Poutine ne tirerait pas sur les villes ukrainiennes, et, maintenant, ces dernières ne subiraient pas de frappes ? Non, il continuerait à tirer, et tout cela se serait produit, peut-être sous un autre prétexte.” Portnykov invite à “voir plus loin” : “Le président de la Fédération de Russie n’a d’autre possibilité que de poursuivre les opérations militaires sur le territoire de l’Ukraine. Vladimir Poutine ne va pas dévier de son but manifeste [...], le démantèlement de l’État ukrainien, le rattachement de tous les territoires ukrainiens à la Fédération de Russie, la destruction et l’expulsion de ces territoires de tout ce qui est considéré comme ukrainien.” “Le peuple ukrainien n’a donc pas le choix, conclut-il. Ou il fait la guerre à la Russie, ou il capitule, au prix de la disparition de son propre État.”

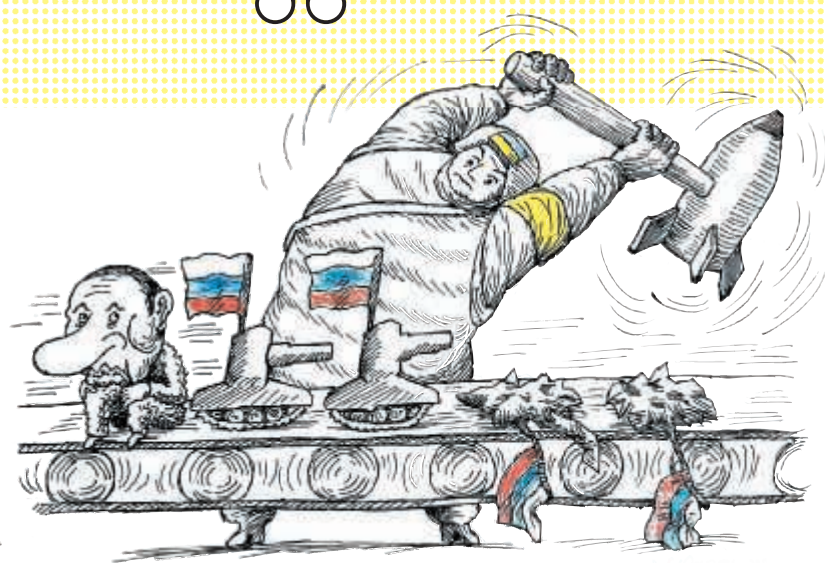
— **Courrier international**



COURRIER INTERNATIONAL D’APRÈS L’INSTITUTE FOR THE STUDY OF WAR (ISW), LE MONDE, LIVEJAMAP



✍ Dessin de Kazanevsky,
Ukraine.



Zaporijjia, place stratégique

Vu de Bulgarie. Les contre-offensives ukrainiennes amorcent une opération plus vaste, visant à reprendre Marioupol et à scinder l'armée russe en deux, affirme cet hebdomadaire.

—**Kapital** (extraits) Sofia

Les forces armées ukrainiennes mènent actuellement une contre-offensive de plus en plus efficace contre les troupes d'occupation russes. Cependant, tout porte à croire que les choses sérieuses n'ont pas encore commencé.

Après avoir presque entièrement chassé l'armée ennemie de la région de Kharkiv et lui avoir infligé une deuxième défaite humiliante près de la ville stratégique de Lyman, les Ukrainiens ont rapidement exploité les fissures du front sud à l'autre bout du pays.

La contre-attaque à grande échelle qui a débuté [le 3 octobre] le long du Dniepr, dans le nord de la région de Kherson, a fait battre en retraite un important groupe de l'armée russe, dont les commandants craignaient de se retrouver encerclés. Selon diverses estimations non officielles, il s'agit de 15 000 à 20 000 hommes, soit 3 à 4 fois plus que ceux qui étaient menacés de siège à Lyman et ont été contraints de fuir sous une pluie d'obus de l'artillerie ukrainienne.

L'évolution actuelle de l'opération de Kherson, qui est passée de manœuvres dilatoires à une véritable contre-offensive, peut s'avérer n'être que la partie émergée de l'iceberg et le début d'une attaque massive sur une nouvelle voie qui pourrait renverser le cours de la guerre. Nous parlons d'une attaque sur la ligne de contact dans la région de Zaporijjia, le seul front relativement calme en Ukraine depuis le printemps. Si elle était menée à bien, une telle offensive couperait le lien terrestre entre la Crimée et la Russie continentale, établi après la chute de Marioupol. C'est là que se trouve actuellement l'essentiel de la logistique des forces d'occupation, en particulier le réseau ferroviaire ukrainien qui constitue

désormais l'épine dorsale de l'approvisionnement militaire russe dans les territoires occupés du sud.

Un tel scénario serait un coup dévastateur pour la campagne militaire de Poutine, car il diviserait ses troupes en deux. Cela le priverait de la possibilité de déplacer rapidement des renforts et des ressources entre Kherson au sud et Donetsk/Louhansk à l'est.

La seule option pour transférer des hommes et du matériel entre les deux moitiés de l'armée resterait le fameux pont de Kertch, sur la mer d'Azov, qui relie la Crimée occupée et la région russe de Krasnodar [mais ce pont a été en partie détruit le 8 octobre].

L'idée d'une troisième contre-offensive ukrainienne à Zaporijjia a été lancée par Mike Martin, analyste au département des études de défense du King's College de Londres. "Voici comment je pense que la guerre va se terminer", a-t-il écrit sur Twitter.

Selon M. Martin, l'armée de Kiev a désormais la possibilité d'utiliser ses forces de réserve pour lancer une attaque surprise en direction de Marioupol, la ville portuaire clé de la mer d'Azov que les Russes ont pratiquement rasée de la surface de la terre.

Abstraction faite de la nature symbolique de la prise éventuelle de Marioupol, une opération ukrainienne le long de cet axe serait la plus logique. Il s'agit de la route la plus courte entre le front de Zaporijjia et la côte de la mer d'Azov (un peu moins de 100 kilomètres), et elle couperait, dans la région de Volnovakha, l'une des principales liaisons ferroviaires vers la capitale régionale occupée de Donetsk.

—**Momtchil Milev**
Publié le 6 octobre

Il faut se préparer à deux mois de repli

Vu de Russie. Bien avant la destruction du pont de Crimée et l'annonce du déploiement de troupes communes avec la Biélorussie, cet éditorial assurait que les 200 000 réservistes russes ne seraient pas aptes à combattre avant décembre.

—**Nezavissimaïa Gazeta** (extraits)
Moscou

Malgré l'afflux de réservistes mobilisés pour la zone de guerre, la situation sur les fronts de l'opération spéciale en Ukraine reste extrêmement difficile pour l'armée russe et ses alliés. Les forces armées ukrainiennes poursuivent leur offensive active dans la région de Kherson, ainsi qu'en direction de Louhansk et de Kharkiv, tandis que le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a mis en application la décision du Conseil de défense et de sécurité nationale ukrainien de refuser toute négociation avec le président russe, Vladimir Poutine.

Les États-Unis s'apprentent à livrer à l'Ukraine du matériel militaire, dont quatre lance-roquettes multiple Himars supplémentaires pour un total de 625 millions de dollars. L'Union européenne, de son côté, va verser à Kiev une aide financière de 5 milliards d'euros et a l'intention de continuer à former les troupes et les officiers ukrainiens. Comme l'a indiqué le vice-président de la Commission

Cela sachant que les forces armées ukrainiennes ont déjà 26 lance-roquettes à leur actif : 16 Himars et 10 M270 de fabrication également américaine, fournis par la Grande-Bretagne et l'Allemagne."

"Les appétits de Kiev sont aiguisés, et CNN affirme que l'Ukraine a demandé aux États-Unis des missiles balistiques sol-sol MGM-140 ATACMS, dotés d'une portée de 300 kilomètres. Elle prétend qu'elle fera valider par Washington les cibles qu'elle voudra atteindre. Les États-Unis réfléchissent à cette proposition. De fait, les Américains seraient alors partie prenante du conflit", prévient l'expert.

Le ministre de la Défense russe, Sergueï Choïgou, a déclaré que les effectifs armés russes ont été renforcés dès le 4 octobre

par 200 000 réservistes [sur les 300 000 prévus à terme] qui vont désormais être formés au sein de 80 casernes et 6 centres d'enseignement. Regrettant une fois de plus que la mobilisation ait été si tardive, Igor Strelkov, ancien ministre de la Défense de la République populaire [autoproclamée] de Donetsk, y est allé de son pronostic : "On ne pourra pas rattraper les mois perdus. Durant les prochaines semaines, nous ne pourrions qu'adopter une stratégie défensive en nous terrant dans les territoires sous notre contrôle. Il faudra attendre que les nouvelles forces (issues de la mobilisation) soient opérationnelles."

Andrei Gouroulev, ancien commandant de la 58^e armée et député Russie unie à la Douma, estime que "les nouvelles divisions ont besoin d'un mois de préparation. D'ici au 1^{er} novembre, nous aurons donc formé ces troupes, mais il faudra encore de vingt à vingt-cinq jours pour acheminer ces régiments vers le front." "Ces forces nouvelles atteindront donc le front vers le 1^{er} décembre, au mieux", prédit le député.

Les experts sont donc unanimes : les unités formées par les réservistes fraîchement mobilisés ne pourront se distinguer sur le terrain qu'au début de l'hiver. Il est possible que les forces ukrainiennes parviennent à occuper de nouveaux territoires russes d'ici là. Avec l'aide que les États-Unis et d'autres nations sont toujours prêts à apporter à l'Ukraine.

—**Vladimir Moukhine**
Publié le 4 octobre



ÉDITO

"Nous ne pourrions qu'adopter une stratégie défensive."

Igor Strelkov, EX-MINISTRE DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE DONETSK

européenne, Valdis Dombrovskis, une partie des subsides sera versée dès la mi-octobre, le reste en novembre ou en décembre. Notons que récemment le président américain, Joe Biden, a obtenu une rallonge budgétaire de 12 milliards de dollars d'aide à l'Ukraine, dont 4,5 milliards destinés au budget ukrainien.

"Le conflit en Ukraine va durer longtemps semble-t-il, car les États-Unis vont continuer à équiper l'armée ukrainienne en matériel et munitions, note l'expert militaire Nikolai Choulguine, colonel en retraite. La semaine dernière, les autorités américaines ont décidé de fabriquer dans leurs usines 18 lance-roquettes Himars supplémentaires pour l'Ukraine, pour un budget de 1,1 milliard de dollars. Les premières livraisons devraient avoir lieu dès 2023.

Du 11 au 19 octobre
**La semaine
Android
par Orange**

**Jusqu'à 200€ de remise
sans forfait et sans engagement**



Google Pixel 6a

DAS tête : 0,99 W/kg
DAS tronc : 1,31 W/kg
DAS membres : 2,99 W/kg



**OPPO
Reno8 5G**

DAS tête : 0,960 W/kg
DAS tronc : 1,288 W/kg
DAS membres : 2,756 W/kg



xiaomi 11T | 5G

DAS tête : 0,554 W/kg
DAS tronc : 0,954 W/kg
DAS membres : 1,930 W/kg



**SAMSUNG
Galaxy
Z Flip4**

DAS tête : 1,151 W/kg
DAS tronc : 1,198 W/kg
DAS membres : 2,75 W/kg



Les applis Google, les essayer c'est déjà les aimer.

5G : accessible en France métropolitaine avec offre et équipement compatibles, uniquement dans les zones déployées, réseau 5G en déploiement progressif. Débit maximum théorique de connexion en réception jusqu'à 2,1Gbits/s dans les zones couvertes en 3,5GHz avec agrégation des 4 bandes de fréquence 4G et jusqu'à 615GHz pour les zones couvertes par la bande 2100MHz utilisée pour la 4G. Couverture détaillée sur reseaux.orange.fr

Kit mains-libres recommandé. Offres soumises à conditions, réservées aux particuliers, valables en France métropolitaine du 11/10 au 19/10/2022.

Google est une marque Google LLC.



✓ À Lyman, en Ukraine, le 2 octobre.
Photo Nicole Tung/The New York Times

Le chaos de la reconquête

Le 2 octobre, l'armée ukrainienne reprenait Lyman, ville stratégique de l'est du pays. Ce journaliste hongrois, présent sur place, raconte les dégâts de l'occupation russe.



—Heti Vilagzdasag (extraits)
Budapest

Sur la route jonchée de chars détruits et de voitures calcinées, un sentiment étrange m'anime en découvrant cet affreux monument de béton, dont les lettres démesurées criblées de balles indiquent seulement l'entrée de la région de Donetsk. Malgré le rattachement à la Russie de l'oblast de Donetsk et de trois autres régions ukrainiennes, décrété quelques jours plus tôt dans la liesse par Poutine, les piliers de béton de l'édifice sont toujours bleu et jaune. Un drapeau ukrainien a même été accroché pour que tous les passants comprennent bien le message.

Au lendemain de l'annexion, les forces ukrainiennes ont reconquis Lyman, nœud de transports, ouvrant la route vers les parties de la région aux mains des Russes et les coupant d'importantes routes de renfort. Je suis arrivé si tôt dans la région de Lyman que le secteur était encore interdit à la circulation et n'ai pu y accéder qu'avec une escorte militaire.

"Il y avait 5 000 Russes dans le secteur, dont 2 000 à Lyman. Nous les avons repoussés, mais beaucoup se planquent dans la forêt. C'est un coin dangereux, avec un tas de mines", m'explique Serhiy Cherevaty,

porte-parole de l'armée ukrainienne dans l'est du pays. Faute de déminage, des panneaux d'avertissement ont été placés à tête de mort contrastent avec le paysage idyllique. Dans les champs, les cercles formés par les missiles fascinaient ceux qui croient aux ovnis.

Nous arrivons dans des bois paisibles.



REPORTAGE

Des postes de tir, des bunkers et des cantines militaires apparaissent au milieu des rais de lumière traversant les feuillages. Les traces d'un camp entier se dévoilent : tentes, réfectoire d'extérieur couvert

d'une bâche, tables, assiettes, verres et boîtes de conserve. Comme si les soldats venaient de se lever d'un bond pour fuir.

Nous traversons ensuite des villages dépeuplés, dont les habitants semblent s'être volatilisés de leurs habitations, pourtant intactes. Puis une suite de destructions : une maison au toit à moitié effondré, une cabane en torchis dont il ne reste que les murs, au milieu d'un jardin de fleurs, une villa éventrée par des trous béants donnant sur le salon. Autour d'un terrain de jeux, des arbres

Autour d'un terrain de jeux, des arbres carbonisés rappellent un film d'horreur.

carbonisés rappellent un film d'horreur. Peu de ponts franchissant la rivière Donets doivent être encore debout, car nous effectuons un grand détour pour nous rapprocher de Lyman. Mes accompagnateurs me regardent si sévèrement en appréhendant le pont où nous arrivons que je n'ose même pas sortir mon appareil photo. "Notre opération prendrait une semaine de plus si l'ennemi détruisait l'un de nos ponts", m'explique un officier pendant que nous marchons pour faciliter l'avancée de la voiture.

Dans le village de Drobisheve, je rencontre une vieille dame vêtue d'un long manteau bleu et d'un bonnet noir. "J'étais effrayée, bien sûr", raconte-t-elle d'une voix aiguë et tremblante sur la place

"Il y a encore des Russes dans le coin. Ils s'habillent en civil pour essayer de fuir incognito."

Un habitant de Lyman

centrale, dévastée par les bombes. "Je suis à peine sortie. J'ai vécu plusieurs mois dans la cave. Nous cuisinions dans la rue. Après, un peu de marche et je retournais à la cave", explique-t-elle avec une sérénité déconcertante. "Les Russes distribuaient de la nourriture à la mairie", précise la dame en montrant l'imposant bâtiment de briques en ruine juste derrière elle. "Seules les personnes âgées vivent encore ici. Les jeunes ont fui à l'étranger ou dans les villes au début du conflit. Ceux qui avaient de l'argent ou une voiture sont tous partis."

La route mène vers un bois, où nous tombons sur un convoi de voitures brûlées. "Ils venaient de Drobisheve. Des Russes qui fuyaient avec des voitures civiles. Peut-être qu'ils n'avaient plus d'essence", raconte Serhiy lorsque nous descendons pour que je regarde de plus près. "Les Russes ont croisé l'une de nos unités. Nos gars les ont tués", termine sèchement le militaire.

Des uniformes, des munitions, des sacs de couchage et un jeu de cartes gisent sur l'asphalte huilé. Une odeur pestilentielle se dégage. "Nous avons descendu 8-10 types", ajoute un officier en pointant la zone entre les arbres. Imprudemment, je suis son doigt et constate l'origine de la puanteur. Un cadavre étendu par terre, dont on ne voit que les jambes et le torse. Subitement, je comprends qu'il n'a plus de tête et me précipite abasourdi vers la voiture.

Dans le centre de Lyman, des soldats cagoulés, casqués et lourdement armés triturant leurs téléphones autour d'une antenne Starlink. Sur la place principale, une file silencieuse de personnes âgées attend des vivres. Lyman n'a presque pas été touchée par rapport au reste

du secteur. "Les affrontements se déroulaient aux portes de la ville", clame un homme d'âge mûr à lunettes, observant la foule de loin. "Les Russes ont peut-être senti qu'ils n'avaient aucune chance. Ils sont restés quatre mois et sont partis en un jour et demi." L'occupation? "Beaucoup n'avaient aucun problème avec les Russes, mais davantage de gens soutenaient l'Ukraine. Seuls quelques prorusses sont partis avec eux. La plupart n'ont pas bougé d'ici."

Je saisis rapidement ce que signifie être "prorusse" à Lyman. "Je viens de recevoir ce pain", témoigne un homme au visage émacié et rasé en me présentant sa récolte. "Les Russes nous donnaient à manger. Nous n'avons fait que survivre." Il affirme ne rien savoir au sujet de la violence des occupants. "Je ne connais personne que les Russes auraient maltraité. Pour moi, peu importe, je veux juste la paix et que les tirs s'arrêtent." "Gloire à l'Ukraine!" lui dis-je en guise d'au revoir. Décontenancé, l'homme hausse les épaules et s'éloigne avec son pain.

Un gars avec une casquette de la Nasa raconte l'autre facette de l'occupation. "Les Russes nous traitaient comme des chiens. Ils m'ont enfermé deux jours pour un regard de travers. Après, je ne sortais plus, parce que j'avais peur qu'ils m'embarquent de nouveau", explique-t-il, bouleversé. Alors que le garçon bavarde, un bruit de mitraillette claque entre les maisons. "Il y a encore des Russes dans le coin. Ils s'habillent en civil pour essayer de fuir incognito. Tu ne peux pas rester ici", m'intime l'un de mes accompagnateurs en me ramenant vers notre véhicule.

Sur le chemin du retour, nous croisons des convois militaires. L'opération suit son cours. Selon l'officier assis à côté de moi, les Ukrainiens ont percé le front de quarante kilomètres environ. À ce moment-là, je pense aux soldats russes cachés dans les bois environnants, dont certains viennent probablement d'être enrôlés contre leur volonté.

—András Földes
Publié le 6 octobre



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Reportages, analyses, points de vue ukrainiens, russes... Suivez au quotidien sur notre site Internet toute l'actualité de la guerre en Ukraine.

8 JOURS / 8 SITES CULTURELS D'ÉGYPTE ET DE JORDANIE

CROISIÈRE EN MER ROUGE

AQABA, Wadi Rum et Pétra⁽¹⁾ • SHARM EL SHEIKH • HURGHADA, Louxor et la Vallée des Rois⁽¹⁾



PÉTRA, AD DEIR

200€ DE REMISE⁽²⁾ ou 50% DE REMISE sur le supplément cabine individuelle⁽²⁾

Vol A/R au départ de Paris inclus • Pension complète avec boissons incluses à bord

DE NOVEMBRE 2022 À MARS 2023 • 8 JOURS / 7 NUITS à partir de 1 645^{€ TTC⁽³⁾}/pers.



Une croisière au gré des flots de la mer Rouge, le long de la péninsule du Sinai, est la promesse d'un voyage hors du commun. Embarquez pour un voyage fascinant à la découverte de 8 sites culturels majeurs entre Égypte et Jordanie, deux pays d'une richesse inouïe. Berceau de la civilisation, c'est le périple rêvé de tout voyageur.

Lieu de passage des peuples bâtisseurs durant des millénaires, la Jordanie est une destination culturelle de premier ordre. Quant au "cadeau du Nil" décrit par Hérodote, il embrase l'imagination des voyageurs, tout comme les grands noms qui ont fait son Histoire: de Néfertiti à Cléopâtre, de Toutankhamon à Ramsès II, en passant par les dieux Isis et Osiris.

À bord, participez à nos conférences pour en apprendre davantage sur la terre des Pharaons et ses quarante siècles d'Histoire!



Renseignements et réservations dans
votre agence de voyages habituelle ou
au **0825 333 777⁽⁴⁾** et sur **www.croisieurope.com**

Retrouvez plus d'informations
en flashant ce code:



NOBEL DE LA PAIX

“Une condamnation de tout ce que Poutine représente”

Le comité Nobel a eu raison de “temporiser” en couronnant “des militants ukrainiens, biélorusse et russes des droits humains et des droits civiques”, estime cette éditorialiste.



← Dessin de Chappatte paru dans Le Temps, Genève.

—Bloomberg.com (extraits)
New York

Nous ne savons pas ce qui s’est dit lors des délibérations secrètes, mais les membres du comité Nobel ont dû songer à décerner leur prix de la Paix à Volodymyr Zelensky. Ils auraient recueilli un large consensus : le président ukrainien a été en tête du sondage mené auprès des lecteurs du magazine *Time* pour désigner la personne la plus influente de l’année.

Ils ont eu raison de couronner des militants ukrainiens, biélorusse et russes des droits de l’homme et des droits civiques. Ce prix n’est “contre personne”, souligne Berit Reiss-Andersen, la présidente du comité Nobel. Et pourtant, le jour même des 70 ans de Vladimir Poutine, ce prix est manifestement une condamnation de tout ce qu’il représente.

Il y avait des raisons de temporiser. Comme l’a affirmé avec gravité le président Joe Biden, le monde n’a jamais été aussi près d’une guerre nucléaire depuis la crise des missiles de Cuba de 1962. Et si l’attribution de ce prix à Zelensky avait incité Poutine à commettre l’irréparable pour gagner la guerre ?

Le prix de l’année dernière avait été remis à deux journalistes, la Philippine Maria Ressa et le Russe Dmitri Mouratov. Il récompensait le combat en faveur de la liberté d’expression. Cette année, le comité

Nobel met en avant le rôle essentiel de la mémoire collective et de la transparence. Un leadership éclairé est fondamental, mais construire des démocraties pacifiques sur la durée exige de rétablir la confiance et de panser les blessures sur le terrain – ce à quoi ont œuvré les nobélisés de cette année.

Le défenseur biélorusse des droits humains Ales Bialiatki, l’un des lauréats de ce Nobel de la paix, se bat depuis près de trente ans pour promouvoir la liberté et la démocratie, et aussi pour soutenir les prisonniers politiques. Le choix des deux autres lauréats souligne l’importance de la mémoire historique, une chose que Poutine s’acharne à fouler aux pieds. L’ONG russe Memorial est née pendant la glasnost pour enquêter sur les crimes de la période soviétique. L’organisation ukrainienne de défense des droits humains le Centre pour les libertés civiles est également un élément important de cette triade.

Il est facile de se montrer cynique à l’égard du prix Nobel de la paix. Et pourtant, il faut lui reconnaître ce mérite : avec ce prix, le comité rappelle que dans les pays opprimés et les pays en guerre, ce sont les efforts de justice et de transparence et les initiatives visant à restaurer la cohésion de la société civile qui garantissent une paix durable.

—Therese Raphael
Publié le 7 octobre

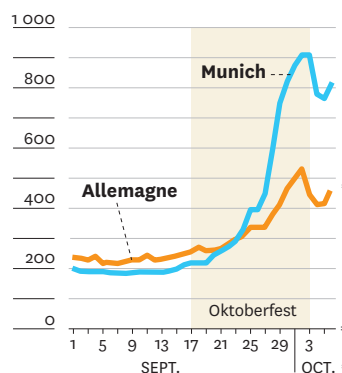
Bruno Latour n’est plus

FRANCE — Il était tout à la fois sociologue, anthropologue et philosophe : Bruno Latour aura marqué par son enseignement et ses ouvrages presque tous les domaines du savoir. Décédé dans la nuit du 8 au 9 octobre à l’âge de 75 ans, celui que l’hebdomadaire allemand *Die Zeit* présente comme “l’un des grands porteurs d’innovations dans le champ des sciences sociales” était surtout devenu un “penseur clé” de l’écologie et du changement climatique, selon la *Süddeutsche Zeitung*. D’abord sociologue des sciences, Bruno Latour en était venu à plaider pour une relation radicalement nouvelle entre l’homme et la planète, explique le *NRC Handelsblad*. Pour le quotidien néerlandais, l’ambition suprême de ce “penseur de l’anthropocène” aura été de “nous apprendre à devenir des Terriens”, résume le *NRC Handelsblad*.

Gueule de bois covidée

ALLEMAGNE — À Munich, la Fête de la bière, première édition depuis le début de la pandémie de Covid-19, a fermé ses portes le 3 octobre. Mais la capitale bavaroise souffre depuis d’une “gueule de bois covidée”, selon l’expression de la *Süddeutsche Zeitung*. “Le nombre de cas de Covid-19 augmente dans toute l’Allemagne, normal, c’est l’automne”, concède le quotidien du sud du pays, graphique à l’appui. Mais l’Oktoberfest semble avoir amplifié la propagation

Taux d’incidence du Covid-19
(nombre de cas pour 100 000 personnes)



Note : baisse enregistrée le 3 octobre en raison de signalements tardifs de contaminations.

de la maladie. “Le taux d’incidence était [le 4 octobre] de 414 pour l’ensemble du pays et de 634 pour la Bavière.” Et de fait, dans les hôpitaux de la ville, “le taux d’occupation des lits normaux a atteint presque le niveau de celui de la vague de Covid du printemps”.

Tuerie dans une garderie



THAÏLANDE — Sur les photos, des familles en pleurs, des bouquets de fleurs et des offrandes.

“Après le massacre”, titre sobriement le *Bangkok Post* le 8 octobre, deux jours après une tuerie de masse commise par un ancien policier dans la province de Nong Bua Lam Phu, dans le nord-est du royaume. L’homme, âgé de 37 ans, a fait irruption dans une garderie, où il a tué 22 enfants et deux adultes. En quittant l’endroit, il a encore tué. De retour chez lui, il a mis fin à ses jours après avoir abattu son épouse et leur fils. Au total, sans compter le meurtrier, 36 personnes ont perdu la vie. L’homme était probablement sous l’emprise de la drogue. Pour le *Bangkok Post*, ce drame met en lumière “deux problèmes systémiques qui exigent une action urgente : la possession généralisée d’armes à feu et le difficile accès aux services de santé mentale pour les forces de l’ordre”.

Des Jeux d’hiver en plein désert

ARABIE SAOUDITE — “Victoire tout schuss pour le royaume dans son pari d’accueillir les Jeux d’hiver asiatiques” de 2029, titre le 5 octobre le quotidien saoudien *Arab News*. “L’événement se tiendra dans le nouveau complexe de Trojena, dans la mégacité futuriste de Neom”, projet phare du prince héritier Mohammed ben Salmane. Trojena est situé sur des montagnes avec des températures “au-dessous de zéro” et les chutes de neige sont régulières, souligne le journal. Ce qui ne sera pas suffisant pour se passer de canons à neige. Ni pour faire taire les nombreuses critiques que le choix du Conseil olympique d’Asie a suscitées.



Cela ne suffit pas
d'être un leader*..

*Un des acteurs majeurs.
Source : classement Interbrand 2021.



CONTROVERSE

La Pologne a-t-elle raison de demander des réparations de guerre à l'Allemagne ?

Le 1^{er} septembre, Varsovie a réclamé une compensation financière pour le préjudice causé par la Seconde Guerre mondiale, estimé à 1300 milliards d'euros. Le 5 octobre, la ministre des Affaires étrangères allemande a fermement écarté l'idée.

OUI

Il y va de la justice

—**Interia** (extraits) Cracovie

Imaginez un conglomérat qui a construit de nombreuses usines. Ces usines constituent sa richesse. Mais l'un de ses concurrents ne l'entend pas ainsi. Il engage des voyous et se met à détruire usine après usine. Il fait tout sauter, il terrorise, il tue. Ce groupe ne serait-il pas en droit de demander réparation pour ce comportement voyou ? Et dans le cas d'un État ? Y a-t-il une différence ? Une fois la guerre terminée, les pertes devraient-elles être oubliées ?

La question des réparations de guerre que Varsovie demande à Berlin, comme chaque sujet politique d'importance, divise les Polonais. Les uns vont penser que poser la question relève de la bourde. Ils feront valoir que c'est un pas vers un antagonisme inutile avec l'Allemagne – une puissance européenne qui influe comme aucune autre sur la politique de l'Union européenne. Cette frange de personnes inquiètes attendra avec impatience les élections législatives de l'an prochain, au cours desquelles elle votera avec force contre Jaroslaw Kaczynski [président de Droit et Justice (PiS), parti conservateur au pouvoir depuis 2015].

L'autre partie de la société polonaise applaudira le PiS. Après tout, depuis le début (et même avant 2015), il avait promis de mener une politique étrangère différente de ses prédécesseurs. Et qu'il ferait moins cas des "convenances" et de la nécessité que la ligne Berlin-Varsovie soit "agréable et cordiale".

En réalité, nous avons là deux points de vue. Est-ce que la Pologne est en droit de demander à l'Allemagne des indemnités

pour les dommages causés lors de la guerre ? Et est-ce que cela a du sens, [demandé] par ce gouvernement précisément et dans le contexte géopolitique actuel ? Est-ce que les réparations pour des crimes de guerre constituent un moyen judicieux pour compenser les dégâts et recouvrer un sentiment de justice mis à mal par l'injustice de la guerre ? Corrigez-moi si je me trompe, mais j'ai l'impression que la majorité d'entre vous dirait que les victimes ont droit à des réparations.

Regardons aussi du côté de notre frontière orientale. Depuis plus de six mois a lieu une guerre. Fort heureusement, ce n'est pas un conflit aussi total que l'agression allemande contre l'Europe en 1939-1945. Récemment, des travaux visant à estimer l'ampleur de la destruction du potentiel économique et social de l'Ukraine ont été réalisés. Il s'agit notamment de la destruction des infrastructures énergétiques et industrielles, des bâtiments démolis par les frappes aériennes et de la crise économique ainsi provoquée.

Les estimations les plus prudentes chiffrent les pertes pour le gouvernement à 270 milliards de dollars entre 2022 et 2026. Et encore, ils n'incluent que les coûts du ralentissement du développement économique causé par la guerre. Il faudrait pourtant y inclure la différence entre les pertes d'aujourd'hui et le développement économique potentiel de l'économie ukrainienne si l'Ukraine avait eu la chance de se développer en paix depuis 2014. Ce sont donc des centaines de milliards qu'il conviendrait d'ajouter. Ces pertes devraient-elles être oubliées une fois la guerre terminée ? Devraient-elles devenir caduques avec le temps qui passe ?

Ce sont des questions cruciales. Qui ne concernent pas seulement la guerre en Ukraine. Mais aussi l'autre, plus ancienne, qui a été beaucoup plus terrifiante.

—**Rafal Wos**

Publié le 6 septembre

NON

Un débat qui ne mène à rien

—**Die Welt** Berlin

Il ne faut sans doute y voir que le fruit du hasard : le lendemain du jour où le gouvernement fédéral s'est enfin entendu sur le versement de 28 millions d'euros de dédommagement avec les ayants droit des victimes des attentats terroristes commis pendant les Jeux olympiques de 1972 à Munich, le PiS, le parti conservateur au pouvoir en Pologne, publie une "étude" longtemps tenue secrète. Laquelle évalue à la somme actuelle de 1300 milliards d'euros les dommages causés à la Pologne par la guerre de l'Allemagne hitlérienne. En ce qui concerne l'argent destiné aux ayants droit des victimes de Munich, il s'agit de dédommagements individuels, dans le cas du document polonais, de réparations. C'est une différence essentielle.

Trois points au moins viennent contredire les revendications polonaises, qui n'ont certes pas encore été formulées de façon officielle, mais qui n'en paraissent pas moins transparentes : premièrement, jamais encore des réparations n'ont eu de conséquences positives – que ce soit après la guerre franco-prussienne de 1870-1871 ou après la Première Guerre mondiale, en 1918. Au contraire, elles ne font qu'attiser de nouveaux ressentiments.

C'est pourquoi les alliés occidentaux, vainqueurs, ont été bien avisés de renoncer dans les faits à des réparations, tandis que, à leur place, les États-Unis accordaient des crédits afin de rendre possible la reconstruction d'un État allemand pacifique (dans un premier temps à l'ouest).

Deuxièmement, à la différence des dédommagements individuels, les réparations ont toujours un caractère double : d'un côté, il s'agit de compenser des pertes financières, mais de l'autre, d'humilier l'adversaire battu. Les pertes subies par la Pologne du fait de la guerre d'Hitler sont monstrueuses – mais comment les comparer aux cessions territoriales qui ont suivi 1945 ?

Ce débat ne mène à rien, car on peut toujours trouver dans le passé des événements plus anciens qui sont autant d'arguments en défaveur des réparations. Par exemple, Staline a spolié la Pologne de ses territoires orientaux en 1945, et il l'a "dédommagée" en lui donnant en contrepartie des territoires situés dans l'est de l'Allemagne. Mais ces territoires orientaux qu'elle a perdus en 1945, elle-même les avait conquis lors d'une guerre sanglante contre les bolcheviques russes en 1919-1920.

Avec cette rhétorique antiallemande, le PiS compte surtout mobiliser son propre électeurat.

Troisièmement, l'objectif de cette "étude" n'a rien de secret : ce n'est pas du tout l'Allemagne qu'elle vise. En fait, avec cette rhétorique antiallemande, le PiS compte surtout mobiliser son propre électeurat. Ce qui est aussi classique qu'à courte vue : c'est une politique erronée. Car entre États, ce qu'il faut, c'est rendre possible un avenir commun. La Pologne a besoin de l'Allemagne comme partenaire, et ce précisément pour relever les terribles défis liés à la guerre d'agression de Poutine contre l'Ukraine et ses conséquences politiques prévisibles. Ce que tout le monde sait en Pologne, d'ailleurs – tout le monde, sauf les nationalistes.

—**Sven Felix Kellerhoff**


Publié le 1^{er} septembre





Assurance et Banque

... si nous ne nous engageons pas pour ceux laissés de côté.

 Afin que le plus grand nombre soit protégé quels que soient son état de santé, son sexe, ses revenus ou sa situation géographique, nous avons créé des solutions d'assurance spécifiques pour répondre aux besoins de 12 millions de personnes d'ici à 2023.

Tous nos engagements sur [axa.com](https://www.axa.com)

Know You Can*

***La confiance est une force.**

AXA. Siège social : 25 avenue Matignon 75008 Paris.

d'un
continent
à l'autre.

moyen-
orient



France	18
Afrique	20
Amériques	22

Iran. Tôt ou tard, le barrage cédera

Si le pouvoir ne semble pas pour l'instant menacé et que le mouvement contestataire souffre de quelques failles, dont l'absence d'une organisation centralisée, le régime ne pourra pas tenir indéfiniment, explique ce professeur d'histoire contemporaine dans *The Spectator*.



✓ Ali Khamenei.
Dessin de Ramsés,
Cuba.

—The Spectator Londres

Les dirigeants de l'Iran campent sur leurs positions. Le guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, s'est dit attristé par l'homicide de Mahsa Amini – morte en septembre après avoir été interpellée par la police des mœurs. Nul n'a été surpris qu'il impute les manifestations qui ont suivi à des agitateurs étrangers. Selon Khamenei, ces manifestants ne sont pas de "vrais Iraniens", une déclaration inquiétante qui n'est pas sans rappeler ses larmes de crocodile en 2009, versées avant qu'il ne déclenche une répression meurtrière contre la contestation.

Des centaines de personnes sont mortes pendant ces manifestations et lors des suivantes, en 2017 et 2019, quand les forces de sécurité ont riposté contre des citoyens iraniens qui étaient descendus dans la rue. Malheureusement, il semble très probable que des actes tout aussi terribles se reproduisent en 2022. Cette réaction de l'État fonctionne peut-être à court terme, mais ses effets faiblissent au fil du temps.

Le régime ne pourra pas tenir indéfiniment en multipliant les actes de violence arbitraire. Loin de dompter la société,

cette méthode n'a fait qu'exalter l'insoumission des Iraniens. En résumé, le régime confond pouvoir et autorité.

Les hauts responsables iraniens s'accrochent au fait que les manifestations ne semblent pas avoir d'organisation centralisée ou de chef de file. Pour eux, la révolution de 1979 est un modèle de soulèvement réussi, car un meneur – en la personne de Ruhollah Khomeyni – s'était clairement démarqué à l'époque. Aucune figure comparable n'a pour l'instant émergé au sein du mouvement actuel.

Mais les hommes au pouvoir feraient mieux d'éviter la désinvolture : les mouvements contestataires iraniens ont souvent gagné en coordination et en cohérence au fil de leur expansion, et les leaders apparaissent dans cette effervescence.

Évolution rapide. Les événements actuels à Téhéran et dans d'autres villes iraniennes sont plus à rapprocher du mouvement qui a mené à la révolution constitutionnelle persane de 1906 : cette contestation sociale et politique, qui était motivée par des idées, a abouti à de grandes transformations et notamment à la création d'un Parlement.

Les manifestants ont un avantage crucial sur le régime : une abondance d'idées politiques novatrices sur la société civile, la démocratie et les changements dont a besoin l'Iran. Les réseaux sociaux sont aussi mis à contribution pour exprimer ces idées. Grâce à Internet, même accessible par intermittence, des vidéos ont pu être publiées et largement diffusées, ce qui a encouragé davantage de personnes à descendre dans la rue. Ces publications ont été vues dans le monde entier, attirant l'attention des médias occidentaux.

Certes, le régime iranien n'est pas pour l'instant menacé par ces manifestations, mais la situation pourrait évoluer rapidement. Le régime craint plus que tout le risque de désobéissance et de défection au sein des forces de sécurité, mais aussi des luttes intestines chez les élites ou des grèves paralysantes dans tout le pays. Quelques signes laissent justement présager des grèves, mais, à ce jour, la police semble parfaitement aux ordres

du pouvoir politique. Cela ne signifie pas pour autant que la sérénité règne chez les mollahs. Un tour d'horizon de la presse iranienne porte à croire que l'inquiétude gagne le régime.

La colère en Iran prend une ampleur que les dirigeants du pays ne peuvent ignorer. Après tout, il est sûrement rageant pour les autorités de voir les écolières brûler leur voile et non le drapeau américain. Tant pis pour la "rééducation" publique. Parallèlement, les dirigeants ont du mal à mobiliser les traditionnelles foules prorégime qui apparaissent souvent dans l'espace public quand commencent des manifestations.

La crainte de l'inconnu et la peur des représailles sont deux moteurs essentiels du régime. Cette idée est renforcée par la conviction idéologique qui repose sur le culte du guide suprême, [l'ayatollah] Khamenei. Le chah croyait en Dieu, grommellent les Iraniens sur un ton narquois, et redoutait ainsi les conséquences de ses actes. Mais

ces gens-là ne croient en rien à part en leur propre survie, ce qui fait d'eux un dangereux ennemi pour ceux qui veulent transformer le pays : les dirigeants feront tout pour se protéger, quelles que soient les répercussions à long terme.

L'Iran, à cause de l'incompétence de ses dirigeants, est au bord du soulèvement révolutionnaire depuis déjà quelque temps. Le fait que le pays n'ait pas encore basculé est, à de nombreux égards, le résultat d'un fragile équilibre de la terreur : la peur de l'inconnu, la peur que la situation empire et la peur des représailles.

Cette situation n'est pas tenable. Tôt ou tard, le barrage cédera. On dit que le changement est progressif jusqu'au jour où il est soudain et total. Rares sont les fois où la classe dirigeante iranienne a fait preuve de compassion. Le jour venu, qu'elle ne s'attende pas à autre chose en retour.

—Ali Ansari
Publié le 13 octobre

Le doigt d'honneur des lycéennes à Khamenei

●●● La quatrième semaine de manifestations en Iran a été marquée par le ralliement des lycéennes au mouvement de contestation et par des gestes de défiance toujours aussi inédits. L'image d'écolières, cheveux découverts, lançant un doigt d'honneur au portrait du guide suprême de la République islamique, Ali Khamenei, a stupéfié et retenu l'attention générale en Iran et dans le monde. D'autres écolières ont piétiné dans une classe le portrait de Khamenei et de l'ancien guide de la révolution iranienne Ruhollah Khomeyni, selon des vidéos circulant sur les réseaux sociaux. Dans plusieurs villes du pays, des adolescentes, en première ligne, ont manifesté leur colère et le rejet du voile et de la dictature. "Mort aux bassidjis" (une milice du régime) et "Nous ne voulons pas de la République

islamique", ont-elles scandé, relate l'ONG Iran Human Rights (IHR) dans une série de vidéos relayées sur Twitter. Le samedi 8 octobre, c'est un autre coup d'éclat qui a pris les autorités au dépourvu : le journal de la télévision d'État a été piraté en plein discours du guide suprême, un portrait d'Ali Khamenei en feu s'affichant sur l'écran avec un message en gras : "Le sang de notre jeunesse coule de tes griffes", rapporte **Al-Jazeera**. En parallèle, et sur les campus de plusieurs villes du pays, les manifestations estudiantines se sont poursuivies malgré la vague d'arrestations et les violences ayant eu lieu début octobre à l'université Sharif. Selon IHR, au moins 185 personnes sont mortes durant la répression des manifestants depuis le 16 septembre.

De trop faibles signes d'ouverture

Face au développement de la contestation, les autorités sont contraintes de donner des signes d'apaisement. Une démarche qui ne convainc pas la rue alors que la répression, elle, ne faiblit pas.

A lors que l'ampleur des manifestations s'est quelque peu tassée dans la rue, la révolte iranienne a d'ores et déjà contraint le pouvoir à amorcer un début d'ouverture. L'appel au dialogue par une partie des dirigeants, la libération de certains détenus et l'accueil sur les plateaux télévisés de réformateurs et de personnalités critiques du pouvoir se conjuguent désormais à des débats dans les universités sur la prochaine étape du mouvement.

Mais ce début d'ouverture reste embryonnaire et fragile, alors que le guide suprême, Ali Khamenei, et l'aile dure continuent d'évoquer un complot ourdi par les "ennemis de la nation" et que de nouvelles arrestations ont lieu parmi les militants.

Dans une première démarche assez symbolique, les autorités ont ainsi instauré la "Maison du dialogue" au sein de l'université [publique] de Téhéran, où la première réunion s'est tenue avec la participation de 90 professeurs, a rapporté le 4 octobre le quotidien **Hamshahri**.

Parmi les personnalités invitées à prendre la parole figuraient plusieurs réformateurs écartés par le régime, à l'instar de l'ancien chef de la diplomatie Javad Zarif [ministre de 2013 à 2021 sous le mandat du président réformateur Hassan Rohani], qui a critiqué l'arrestation des étudiants et loué le peuple pour sa "résistance aux agissements injustes" des autorités.

"Il est certain que la foi religieuse ne peut être imposée aux gens", a souligné de son côté l'imam chargé de la prière du vendredi à Téhéran, Mohammad Hassan Aboutorabifard, tandis que l'ancien chef du Parlement

Gholamali Haddadadel, proche du guide suprême, a suggéré un "débat rationnel" autour du hidjab durant les prochaines réunions qui auront lieu à la Maison du dialogue.

D'autres débats ont été organisés à la télévision d'État, où plusieurs professeurs d'université limogés par les autorités ont été invités à prendre la parole, à l'instar de Mohammad Fazeli.

Le quotidien **Hamshahri**, publication de la municipalité de Téhéran, a loué dimanche 9 octobre l'audiovisuel public d'avoir donné de l'espace à des "voix différentes".

"Avec la recrudescence des manifestations contre la mort de Mahsa Amini et leur propagation à d'autres villes du pays, les portes de la télévision d'État se sont soudainement ouvertes aux réformateurs rejetés depuis plus de dix ans par le pouvoir", a constaté de son côté le journal réformiste **Shargh**, avant de souligner : "Relayer la voix de la partie silencieuse de la société, qui est la majorité, est essentiel pour restaurer la confiance du peuple dans le système."

"Les débats récents sur divers sujets entre partisans et opposants ainsi que l'expansion de la liberté d'expression ont rendu la population plus optimiste", s'est félicité de son côté le journal **Jamejam**, organe de la télévision d'État.

L'appel au dialogue n'a pas, en revanche, été favorablement accueilli par la rue et les militants. Ainsi, **Hamshahri** a publié

"Il est certain que la foi religieuse ne peut être imposée aux gens."

L'imam Mohammad Hassan Aboutorabifard

une vidéo montrant un adjoint au doyen de l'université Ferdowsi de Mechhed, principale ville sainte du pays et épice de la contestation, qui tente d'engager un dialogue avec les étudiants, qui à leur tour le huent.

"Le peuple a perdu confiance dans le système", a reconnu le religieux Ali Saïdi, un responsable du cabinet du guide suprême Ali Khamenei, cité par le journal réformateur **Etemad**. "Les gens ont du mal à croire [...], leur confiance a été endommagée", a-t-il ajouté.

Dimanche, le journal modéré **Eteleat** a annoncé la libération des étudiants de plusieurs universités de Téhéran, indiquant que les responsables universitaires tentent d'obtenir auprès des autorités la relaxe d'autres étudiants détenus.

Le pouvoir avait annoncé l'arrestation de plus de 1 500 personnes depuis le début des manifestations le 16 septembre. Cité le 5 octobre par le journal **Shahrara**, une autorité judiciaire a affirmé que "près de la moitié des détenus" avaient été libérés.

Concomitamment, les autorités continuent de réprimer le mouvement de contestation et de procéder à de nouvelles arrestations. Selon le journal **Javan**, le chef de la police nationale, Hossein Ashtari, a averti les "émeutiers" que "la sécurité était la ligne jaune" à ne pas franchir : "Nous ne permettrons pas que certaines personnes, dirigées par les États-Unis et Israël, perturbent la sécurité et le confort de la population."

"Désormais, les personnes arrêtées sur les lieux des émeutes ne seront pas libérées avant d'être jugées. Leurs procès se dérouleront rapidement et des peines très dissuasives seront prononcées à leur égard", a mis en garde de son côté le vice-ministre de l'Intérieur, cité par le journal **Shargh**.

Le journal modéré **Jomhour Eslami** a ainsi appelé les autorités à "ne pas répéter les erreurs du passé" afin d'empêcher "une nouvelle explosion du stock de poudre à canon constitué pendant des décennies de mauvaise gestion". "Le calme relatif actuel n'est pas une victoire" pour la République islamique, a ajouté le quotidien, appelant l'État à des "changements fondamentaux".

—**Courrier international**





france

Santé. Le système est KO debout

Jadis qualifiée de meilleur système du monde, la santé française est aujourd'hui un modèle grippé. Ce journaliste allemand recense les causes de ce malaise et les réformes possibles.



—Frankfurter Allgemeine Zeitung (extraits) Francfort

La protestation a été radicale cet été : grève des médecins urgentistes ; urgences du CHU de Toulouse ou du centre hospitalier de Laval ouvertes uniquement pour les cas extrêmes ; grève de l'ensemble des urgences du département du Vaucluse en juillet, avec démission collective des chefs de service. À Montauban, les patients sont filtrés par interphone faute de personnel. Le syndicat Samu-Urgences de France constate que 120 établissements ne fonctionnent que de façon limitée.

La pandémie de Covid-19 a aggravé drastiquement les problèmes du système de santé français et en a fait prendre conscience à la population. Tout le monde s'accorde désormais à penser qu'une réforme s'impose.

Le président Macron avait, en cas de réélection, promis d'intensifier la prévention, de simplifier la gestion des hôpitaux et de rendre les urgences plus accessibles. On attend encore un projet concret, comme pour l'éducation. La Première ministre Elisabeth Borne souhaite réunir les parties concernées. Le sujet se trouve au cœur du programme du Conseil national de la fondation. Un groupe de travail multipartite de quarante députés de l'Assemblée nationale planche également sur la question.

Ce sont les urgences qui concentrent l'attention médiatique. Les hôpitaux ne sont pourtant pas sous-financés : la France y consacre 1487 euros par habitant, contre seulement 1264 euros pour l'Allemagne. Le personnel hospitalier représente 1750 personnes pour 100 000 habitants en France, contre 1213 en Allemagne, d'après une étude réalisée en 2020 par le groupe de

réflexion Ifrap à partir des chiffres d'Eurostat de 2017. Or il y a en France bien moins de lits disponibles qu'en Allemagne – 598 contre 800 pour 100 000 habitants. Moralité : l'hôpital français est cher mais inefficace. Le rapport s'inverse pour les médecins et les infirmières de ville : ils sont moins nombreux en France et les dépenses moins élevées.

De fait, l'offre de soins de ville est très insuffisante – on parle de *déserts médicaux**. Selon un rapport officiel présenté au Sénat le 29 mars, ce problème concerne près d'un tiers de la population, et pas nécessairement à la campagne. C'est l'Île-de-France qui, avec 62,4 %, présente le taux le plus élevé de personnes touchées par l'insuffisance de l'offre de soins ou de l'accès aux soins.

Renouvellement limité. Concrètement, cela signifie que les patients n'ont pas de médecin traitant – c'est le cas de 6 millions de personnes, soit 11 % de la population. Ils doivent attendre des mois avant d'obtenir un rendez-vous, en particulier avec un spécialiste. Il est important d'avoir une proximité géographique avec une offre de santé de base (urgences, maternité) dans ce pays où les transports publics de proximité sont peu développés. Les patients présentant un problème aigu vont souvent aux urgences dans l'espoir d'être traités ou envoyés dans un autre service.

Cette situation s'explique par plusieurs raisons. L'évolution démographique se traduit en France comme ailleurs par un vieillissement de la population. Le nombre de patients augmente et, dans le même temps, le personnel de santé diminue : les médecins baby-boomers prennent leur retraite et on n'a pas formé assez de personnes pour leur succéder, essentiellement parce que les universités et les CHU n'avaient pas les capacités pour cela. Peut-être aussi n'avait-on pas pensé que les besoins seraient si grands. Les calculs régissant le nombre de places d'étudiants, jadis centralisés et actuellement confus, reposaient sur des considérations erronées.

La vie des jeunes médecins constitue un autre facteur explicatif. Après leur formation, ils s'installent en général dans la ville où ils ont fait leurs études ou à proximité. Rares sont ceux qui veulent encore s'établir au fin fond de la province. De plus, la profession se féminise : comme les Français font relativement beaucoup d'enfants [par rapport aux Allemands] et souhaitent passer du temps avec eux, même s'ils ont la possibilité de les faire garder, nombre de médecins femmes ne travaillent pas le mercredi – jour de fermeture des écoles maternelles et primaires. L'organisation familiale repose sur les épaules de ces mères actives. De plus, les femmes médecins n'enfilent plus

la blouse du médecin de famille désintéressé qui travaille soixante-dix heures par semaine – celui-ci a en général une conjointe qui le décharge. Résultat : les médecins travaillent moins longtemps.

Enfin, le mode de fonctionnement des cabinets français contribue probablement à la crise. Nombre d'entre eux se passent d'assistant médical, lequel n'est d'ailleurs pas obligatoire ; c'est une secrétaire, quand il y en a une, qui s'occupe des tâches subalternes. Les cabinets sont plus petits [qu'en Allemagne], même si la tendance est depuis quelques années aux cabinets collectifs. Ceux-ci sont aussi plus petits et travaillent avec moins de personnel qu'en Allemagne. Les tâches administratives ont fortement augmenté, comme partout, au cours des dernières années, il s'agit souvent de paperasserie pour la maîtrise des coûts. Les patients attendent de leur médecin qu'il prenne le temps. Les praticiens consacrent en général dix à quinze minutes à chaque patient, certains vont jusqu'à vingt. Ce n'est pas très rentable vu la faiblesse relative du taux de remboursement de l'Assurance maladie, et nombre de médecins possédant une qualification supplémentaire pratiquent un dépassement d'honoraires, qui est remboursé par les mutuelles. C'est ce qu'on appelle le *secteur II**.

Entretemps, on évoque toute une série de mesures pour lutter contre le problème. Comme d'habitude en France, on discute de mesures centralisées, par exemple une limitation de la liberté d'installation, ou l'obligation pour les médecins débutants de travailler plusieurs années dans une zone où l'offre de santé est insuffisante, une solution qui a les faveurs des députés de gauche de la commission parlementaire qui planche sur le dossier. Chose curieuse, les obligations sont jusqu'à présent restées au stade des hypothèses, contrairement

Un tiers du pays souffre d'une offre de soins insuffisante. Et 6 millions de Français n'ont pas de médecin traitant.

à ce qui se passe en Allemagne, où la liberté d'établissement est limitée par les besoins. Cela s'explique probablement par le travail des groupes d'intérêts mais pas seulement : pendant leur longue formation – six ans d'études à l'université et trois à cinq ans de formation à l'hôpital, plus deux années supplémentaires pour le secteur II –, les jeunes médecins ont dû travailler dur pour un maigre salaire ; le risque de suicide est trois fois plus élevé chez les jeunes en formation que dans la population de référence, d'après une étude de la Fondation Jean-Jaurès. Il ne faut pas trop tirer sur la corde : si les

✎ Dessin de Sondron paru dans L'Avenir, Namur.

contraintes sont trop importantes et la rémunération trop faible, les candidats risquent de fuir.

La carotte plutôt que le bâton. Depuis quelques années, les communes rurales tentent par tous les moyens d'attirer les médecins : aide à l'installation (mise à disposition de locaux, aide financière), signature d'un contrat à durée indéterminée, mise à disposition de personnel, exemption d'impôts. On crée souvent des structures collectives pour répartir les charges – d'où la tendance aux cabinets collectifs. Ces tentatives se traduisent parfois par des échecs qui permettent de comprendre les graves problèmes qu'elles posent.

La généraliste Aurianne Ravaud s'est ainsi vu refuser sans raison le renouvellement de son bail à la maison de santé de Labastide-Murat (Lot). Peut-être était-ce parce qu'elle s'était opposée au refus de la municipalité de continuer à en financer le secrétariat. À Auvers-sur-Oise (Val-d'Oise), la maire a résilié la convention d'occupation des locaux de cinq généralistes et urgentistes d'un centre médical parce que les patients avaient du mal à obtenir un rendez-vous – à la suite d'un départ en retraite, d'un congé maternité et d'un déménagement. Pendant la pandémie, on a en outre parlé de médecins exerçant dans des déserts médicaux qui ont été réquisitionnés les jours fériés sans qu'on tienne compte de leur situation personnelle. Des cas comme ceux-la remplissent les revues médicales et la presse régionale.

Incitations financières. Les raisons sont toujours les mêmes : les communes mettent à disposition moyens, locaux et personnel et attendent en contrepartie un certain "service". Sauf que les médecins concernés ne sont en général pas des salariés mais des médecins libéraux, qui ont toute latitude pour leurs décisions entrepreneuriales – et a fortiori médicales. Bref, le financement public conduit à une ingérence des bailleurs de fonds. Les médecins s'engagent et se retrouvent dans une dépendance qu'ils ne voulaient pas et qui est objectivement nuisible.

La classe politique et l'administration semblent prendre conscience du problème. Le Haut Conseil pour l'avenir de l'Assurance maladie a, dans un rapport du 6 septembre, proposé des réformes pour le travail des médecins généralistes : par exemple les décharger de tâches administratives mais aussi de tâches médicales simples qui pourront être effectuées par des infirmières (dépistage du cancer) ou des kinésithérapeutes (entorses). Le rapport recommande avant tout de prolonger la durée de leur vie active et de pousser, par des incitations financières, les médecins

Mettre en place une offre de santé de base étendue serait le meilleur moyen de soulager les hôpitaux.

exerçant en ville à travailler occasionnellement dans une zone où l'offre de santé est insuffisante. Cette proposition semble plus prometteuse que de favoriser des installations définitives, qui créent une dépendance toxique.

Enfin, il y a une question de mentalité. En 2000, l'Organisation mondiale de la santé avait reconnu que la France était le pays ayant les meilleurs services médicaux de base du monde, à la grande fierté de sa population. Aujourd'hui, le pays a besoin d'une restructuration et en est conscient. Les Français pensent malgré tout avoir droit à des soins complets effectués par des médecins désintéressés travaillant pour rien. Cette idée se traduit par une conception paradoxale des médecins : d'un côté, on les pense capables de trouver la solution à tous les problèmes, de l'autre on s'en prend à eux dès qu'ils ne donnent pas satisfaction. Certains patients arrivent avec une véritable liste et deviennent agressifs quand le médecin met fin à la consultation – qui coûte 25 euros chez un généraliste [conventionné en secteur 1] – au bout de trois bobos, qui sont comptés comme un seul. Certains n'arrivent pas à comprendre qu'une bonne prise en charge a des limites et un prix. Un changement du mode de facturation pourrait aider.

Si les mentalités changeaient, des mesures pratiques pourraient améliorer la situation. Simplification de la gestion administrative, transfert des tâches médicales simples – c'est faisable dans les cabinets et les hôpitaux. Les hôpitaux ont besoin d'une restructuration, la prévention de davantage d'argent (elle représentait moins de 2 % du PIB, contre 3,1 % en moyenne dans l'UE en 2019). Le meilleur moyen de soulager les hôpitaux, c'est de mettre en place une offre de santé de base étendue. Il faudra procéder à petits pas pour que ça marche. Les interventions massives sont plutôt nuisibles, on l'a vu. Les innovations techniques comme la télé-médecine, sur laquelle mise fortement Macron, peuvent aider en l'absence d'autres possibilités, et les systèmes de prise de rendez-vous sur Internet comme Doctolib améliorent effectivement l'obtention de rendez-vous. Il ne faut cependant pas en attendre des miracles. Il semble plus judicieux de mettre en place des incitations intelligentes et de trouver un équilibre entre la contrainte et le soutien.

— Niklas Bender

Publié le 26 septembre

* En français dans le texte.



LA PLUS BELLE DES LEÇONS DE VIE



afrique

Sahel. L'inquiétante montée du sentiment antifrçais

Le putsch du 30 septembre au Burkina Faso a révélé un rejet de la France, qui ne s'exprime pas que dans ce pays. Pourquoi une telle colère ?



La France, dégage!" Ces slogans à la cote dans les pays sahé-liens. Au Burkina Faso, il a accompagné le coup d'État du 30 septembre. La colère des manifestants sortis soutenir le nouveau chef de la junte, le capitaine Ibrahim Traoré, s'est traduite aussi par l'attaque de symboles français. Ce slogan a encore résonné le 4 octobre, lors de l'arrivée d'une mission de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) à Ouagadougou. "Sur des pancartes, banderoles et affiches [que les manifestants] brandissent, des slogans hostiles à la France", tandis que "les drapeaux russe et burkinabè sont portés en triomphe", narre le quotidien gouvernemental **Sidwaya**.

Interrogé par le quotidien local, un commerçant affirme : "Personne ne nous a payés pour sortir. On a même laissé notre

travail pour venir. On se bat pour notre avenir." "La Cedeao est un émissaire de la France", lâche un autre manifestant.

Pas limité à une déferlante de trolls au service de la lutte informationnelle russe, ce ressentiment contre l'ancienne puissance coloniale puise dans divers registres. Dans le cas présent, le président en exercice de la Cedeao, le Bissau-Guinéen Umaro Sissoco Embaló, a donné "du grain à moudre aux anti-Français", note **L'Option**. La veille de cette mission auprès des putschistes burkinabè, il avait été reçu en audience à l'Élysée, rappelle le site d'information sénégalais.

"La France ne donne-t-elle pas alors des verges pour se faire fouetter?" interrogeait déjà **Le Pays** lors de la visite d'Emmanuel Macron en Guinée-Bissau le 28 juillet.

"Que cherche Jupiter en rencontrant le nouveau patron de la Cedeao? Beaucoup d'Africains n'avaient-ils pas accusé la France d'être derrière les lourdes sanctions infligées au Mali par l'instance sous-régionale?"

Outre cette séquence diplomatique qui "passe mal", selon **L'Option**, la présence militaire française constitue un ferment majeur du rejet. L'opération Serval, lancée en 2013 au Mali, est devenue un an plus tard l'opération Barkhane, mobilisant quelque 5000 hommes, jusqu'à la réarticulation du dispositif cet été,

avec une réduction des effectifs de moitié. En appui aux armées nationales, les forces françaises luttent contre les groupes armés terroristes affiliés à Al-Qaïda et à l'État islamique, qui se sont propagés du Mali vers ses voisins

directs (Burkina Faso, Niger), et plus récemment vers les pays côtiers (Côte d'Ivoire, Ghana, Togo, Bénin).

"On se souvient, comme si c'était hier, de François Hollande, accueilli en héros place de l'Indépendance par une foule de Bamakois en liesse, leur affirmant tout de go, le 2 février 2013: 'Nous avons gagné cette guerre', [et de] l'extase lyrique du président intérimaire malien d'alors, Dioncounda Traoré, qui l'avait submergé de propos laudateurs: 'Merci pour la déroute des démolisseurs'", relatait le quotidien burkinabè **L'Observateur Paalga** lors de l'annonce, le 16 février, du départ du Mali de la force Barkhane. "Hélas, la suite des événements donna tort et à François Hollande et à Dioncounda Traoré!" poursuit-il. Aujourd'hui, "les attaques quasi quotidiennes, les

La France est très régulièrement accusée d'armer ou de former des djihadistes.

meurtres, les incendies, les enlèvements, les vols et les déplacements de populations qui vont avec ont vite fait d'occulter les chants de victoire de 2013." "Pire, ils ont fait des forces Barkhane l'arroseur arrosé, le pompier accusé de pyromanie, l'allié devenu l'envahisseur."

Un "envahisseur", voire "pratiquement une force d'occupation", estime **Wakat Séra** à propos de l'opération Barkhane. D'autant qu'au fil de cet enlèvement au Sahel elle est "accusée, à tort ou à raison, d'entretenir le terrorisme au Mali, pour en piller les richesses". Ces accusations, récurrentes, selon lesquelles les forces françaises armeraient ou formeraient des djihadistes débordent largement du Mali. Étayées par une marée de fausses informations, elles relèvent d'une logique qui convoque la surpuissance supposée des forces françaises. Aux yeux de certains pans de la population, "si la France n'arrive pas à venir à bout du terrorisme, c'est qu'elle ne joue pas franc jeu", résume en substance **Le Pays** dans un autre article.

Autre point de fracture régulièrement mis en avant par les médias ouest-africains: le "deux poids, deux mesures" de la France. Paris allant au bras de fer avec la

junte au pouvoir au Mali – qualifiée d'"illégitime" par le ministre des Affaires étrangères en son temps Jean-Yves Le Drian – mais se montrant plus silencieux quant à la situation du Tchad. Au lendemain de la mort d'Idriss Déby Itno, tué au front le 20 avril 2021, son fils Mahamat a été proclamé président de la République. Et la période de transition, avec le transfert du pouvoir aux civils, a été prolongée de deux ans le 1^{er} octobre, comme l'explique **Burkina24**. "Macron, Parly et Le Drian [...] ruent de façon inconsidérée dans les brancards à la tête du client", raillait le site d'information nigérien **Mourya** dans un éditorial consacré au "couple infernal" franco-malien. "[Pourtant, ils] bichonnent le fils Déby, qui a hérité du trône de son défunt père, et [...] savent être si accommodants avec certaines démocraties de leur pré carré tels le Cameroun, le Gabon ou le Congo." Et de dénoncer au passage "une certaine condescendance" des autorités françaises.

Au-delà de ce désamour consommé, les médias burkinabè demeurent prudents quant au "chant des sirènes moscovites", selon la formule de **L'Observateur Paalga**. "Mon capitaine, gare à la tentation avec Moscou", affichait-il en une le 6 octobre. "S'il s'agit d'envoyer une milice privée chèrement rétribuée, avec les résultats mitigés qu'on connaît... On voit comment Bamako peine à payer Wagner. On peut dire tout ce qu'on veut de la France, mais combien de ses soldats sont tombés dans la zone sahélo-saharienne?"

— **Courrier international**



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

En Afrique de l'Ouest, la Russie ne cache même plus son jeu

Au-delà du Burkina Faso, c'est toute la région qui est désormais l'enjeu d'une bataille d'influence entre la Russie et la France, estime le site guinéen **Le Djely**.

CHEZ E.LECLERC, AVEC PLUS DE 60 MÉTIERS VOUS AVEZ FORCÉMENT LE BON CV, MÊME SI VOUS N'EN AVEZ PAS.

Comptables, libraires, agents de voyage, préparateurs de commandes, juristes, chargés de communication digitale, responsables qualité... ce sont plus de 60 métiers différents qui se mettent en mouvement chaque jour dans nos magasins. Pour découvrir celui qui vous ressemble, rendez-vous sur www.recrutement.leclerc



E.Leclerc 

www.mouvement.leclerc



amériques

—The Guardian (extraits)
Londres

Si Jason Kuhl a appris une chose depuis qu'il a décroché son diplôme de bibliothéconomie, il y a vingt-trois ans, c'est que la réalité du métier recoupe rarement les fantasmes. "Quand vous dites que vous êtes bibliothécaire, les gens s'imaginent que vous passez votre journée à lire et à recommander des livres", raconte-t-il. À la tête de la bibliothèque du comté de Saint Charles, dans le Missouri, il consacre en réalité l'essentiel de son temps à des tâches administratives et à plancher sur la gestion à long terme. Dans sa bibliothèque ont lieu des cours de patchwork, des séminaires sur la santé mentale ou encore des séances de lecture à haute voix pour les chiens.

Cet été, Jason Kuhl avait pour projet, avec des collègues, de lancer un bibliobus qui circulerait à travers plusieurs sites de la ville, dont trois écoles. Et puis, fin août, est entrée en vigueur une loi prévoyant des poursuites en cas de mise à disposition de contenus choquants dans les écoles. Il a donc été décidé que le bibliobus n'irait pas à la rencontre des écoliers. "C'est une loi toute nouvelle dont on n'a pas encore pu éprouver les effets, souligne le bibliothécaire, visiblement ébranlé. Le jeu n'en valait pas la chandelle."

Tout est parti du projet de loi 775, proposé au Sénat local pour lutter contre le trafic et l'exploitation sexuelle des enfants. L'idée d'utiliser ce texte contre les livres est venue du républicain Rick Brattin, membre du Sénat du Missouri et militant opposé aux droits des homosexuels.

Collectifs de parents. Sollicitée pour donner des exemples de contenus "obscènes", l'équipe du sénateur Brattin cite *Le bleu ne va pas à tous les garçons* [De Saxus, 2021], un ouvrage salué par la critique, où l'auteur, George M. Johnson, fait le récit de son enfance et de son adolescence de jeune Noir queer en Virginie et dans le New Jersey, ou encore *Fun Home* [Denoël Graphic, 2006], le roman graphique d'Alison Bechdel sur son homosexualité et celle de son père. La nouvelle loi, à la formulation nébuleuse, rend tout contrevenant passible d'un an de prison et de 2 000 dollars



États-Unis. Le spleen des bibliothécaires

Exigences de censure, menaces, harcèlement... Outre-Atlantique, les bibliothécaires se retrouvent au cœur des "guerres culturelles" et ne peuvent plus exercer leur métier dans des conditions normales.

d'amende. "Nous ne savons pas ce qui va être interprété comme un contenu choquant en matière sexuelle, déplore Jason Kuhl. Soyons clairs, on a l'impression d'un grand retour en arrière. Nous sommes dans une culture de la peur."

Des collectifs de parents conservateurs, nés à l'occasion de l'opposition au masque durant la

pandémie de Covid-19 et rapidement reconvertis dans le combat contre la "théorie critique de la race", se mettent aujourd'hui à passer au crible des livres, en particulier ceux écrits par des auteurs queers et noirs, pour exiger leur retrait des rayonnages des bibliothèques. Surfant sur ce mouvement, des personnalités politiques

imaginent des lois qui, sous le couvert de la protection des enfants contre l'endoctrinement et les prédictions, s'en prennent directement à des ouvrages – et rendent la vie impossible aux directeurs d'école et de bibliothèque.

Pour bien des bibliothécaires, le stress est devenu écrasant. Ils sont nombreux, quand ils ne

démisionnent pas, à se plaindre d'insomnies et à passer leurs comptes sur les réseaux sociaux en mode privé pour se mettre à l'abri des déferlements de colère et des manœuvres de harcèlement ou d'humiliation.

Selon l'"Urban Library Trauma Study 2022" [une enquête sur les traumatismes au travail des bibliothécaires], plus de deux tiers des professionnels du secteur disent avoir été exposés à des comportements violents ou agressifs de la part des usagers de bibliothèques.

Mise à l'index. De son côté, l'American Library Association a recensé 729 tentatives de censure en 2021, visant quelque 1 597 titres en bibliothèque. C'est plus du double des chiffres habituels, et rien que de janvier à août de cette année, cette organisation professionnelle a déjà dénombré 681 signalements, portant sur 1 651 ouvrages. L'année 2022 s'annonce donc comme une année de censure "sans précédent" aux États-Unis.

La multiplication de ces tentatives de censure à travers tout le pays s'explique par le fait que les appels des militants de la mise à l'index sont de plus en plus audibles. Le site Internet des Moms for Liberty ["Les mères pour la liberté"], un de ces collectifs de parents apparus durant la pandémie, propose ainsi un manuel détaillé de l'anathème de livres, sous le titre "Un guide pour protéger votre enfant".

Emily Maikisch, membre de Moms for Liberty, est aussi à l'origine du site BookLooks.org, où les parents retrouvent des évaluations d'ouvrages prétendument choquants, assorties d'extraits faciles à copier-coller à envoyer par e-mail à leur directeur d'école. Parmi les titres bénéficiant d'une mini-recension figurent *Abattoir 5*, de Kurt Vonnegut [Seuil, 1971] ("cet ouvrage contient des scènes de violence, notamment de cruauté animale, des scènes tendancieuses à caractère sexuel, notamment de bestialité [sic], du nu, des propos orduriers, des remarques incendiaires sur la religion"), et *Lolita*, de Nabokov [Gallimard, 1959] ("contient des scènes à caractère sexuel, notamment pédophile, du nu, et des propos orduriers sans gravité").

↓ Dessin de Bromley paru dans le Financial Times, Londres.

Et le combat contre les livres d'auteurs issus des communautés noire et LGBTQI n'est pas seulement le fait de Moms for Liberty, No Left Turn in Education ["Pas de virage à gauche dans l'éducation"] et d'autres collectifs de parents conservateurs. Des groupuscules d'extrême droite embrassent aussi la cause, à l'image des Proud Boys, qui vont désormais faire intrusion dans des ateliers comme les Drag Queen Story Hours [séances de lecture pour enfants animées par des drag queens en bibliothèque], faisant redouter de dangereux dérapages aux usagers et aux bibliothécaires.

"Il y a énormément de colère refoulée, et la peur s'est installée", estime Natalie Brant, documentaliste à la librairie d'État de Salem, dans l'Oregon. Elle-même constate une hausse de la fréquentation de la part de membre du mouvement Sovereign Citizens ["Citoyens souverains"], des militants anti-État qui baignent dans les théories complotistes. Ils sollicitent souvent des quantités colossales de documents sur l'histoire du droit, afin de mieux contester les lois. "Ils viennent avec des demandes de documentation pour alimenter un dossier en vue de poursuites judiciaires, ou parfois avec le seul objectif d'assommer leurs interlocuteurs de sollicitations chronophages, épuisantes, propres à semer le chaos, explique la documentaliste. Je suis de plus en plus angoissée, mais je m'inquiète plus encore pour mes collègues. Nous avons reçu récemment une formation pour réagir en cas d'attaque à main armée."

"Le niveau de stress est au plus haut, renchérit Jesse O'Dunne, bibliothécaire jeunesse à Seattle. Il y a une rhétorique du 'méchant bibliothécaire' qui gagne du terrain. Les conservateurs nous dépeignent comme des militants actifs de la théorie critique de la race."

La pandémie, rappelle Jesse O'Dunne, avait déjà mis à rude épreuve les bibliothécaires, qui travaillaient en première ligne au péril de leur santé, et étaient de surcroît confrontés à une forte fréquentation d'usagers cherchant de l'aide face à leur détresse psychologique. "Il y a dans notre métier une dimension sociale à laquelle nous ne sommes pas formés", fait-il remarquer.

Pas plus qu'ils ne sont formés pour faire face au raz-de-marée de

militants de la censure. "Pendant mes études de bibliothécaire, j'ai eu des cours sur la liberté de pensée, les politiques du livre, mais c'est essentiellement théorique", reconnaît Conrado Saldivar, président de l'Association des bibliothèques du Wyoming. "Ces cours ne nous apprennent pas à gérer les répercussions psychologiques lorsque nous participons à un événement public qui est filmé, ou face à un usager qui vient avec une liste d'ouvrages en main pour prendre en photo les passages prétendument inappropriés ou choquants."

Certains bibliothécaires choisissent de riposter. En Louisiane, Christopher Achee et ses collègues interdisent depuis peu toute photo ou vidéo dans leur bibliothèque, sauf autorisation expresse de l'équipe. "La situation n'est sans doute pas près de s'améliorer", juge-t-il cependant, en citant les manœuvres délétères des militants de Citizens for a New Louisiana ["Citoyens pour une nouvelle Louisiane"]. "Mais je n'ai pas l'intention de chercher du travail ailleurs."

Peur, tristesse, stress. Carolyn Foote, bibliothécaire scolaire au Texas, a pris sa retraite en mars 2021 avec le projet de voyager avec son mari. Mais la flambée de tentatives de censure dans son État en a décidé autrement. "Les autorités scolaires locales faisaient retirer les livres par centaines. En vingt-neuf ans de carrière, je n'avais vu que trois livres signalés."

Alors, avec trois autres personnes, elle a créé Freedom Fighters ["Les combattants pour la liberté de lire"], un groupe de soutien pour bibliothécaires en détresse. Le compte Twitter de l'organisation, fort de 12 000 abonnés, partage des articles d'actualité sur les attaques contre les bibliothèques et les bibliothécaires, mais aussi des ressources, comme des conseils pour aborder une réunion houleuse. Les tweets recevant le plus de likes sont ceux où Freedom Fighters affiche son soutien à toute la profession : "C'est lundi pour nos amis enseignants et bibliothécaires, soutien à tous! ♥♥♥"

"Il y a tellement de peur, de tristesse, de stress chez les bibliothécaires, conclut Carolyn Foote. Nous ne laisserons personne les rabaisser."

—Lauren Mechling
Publié le 20 septembre

David Van Reybrouck



"L'un des premiers, dans sa discipline, à entremêler avec brio analyse historique, témoignages recueillis sur le terrain et récit littéraire."

Courrier international

"Une fresque historique fascinante sur l'Indonésie, fine broderie d'archives et de témoignages. Un superbe exercice de style."

Olivier Pascal-Moussellard, *Télérama*

"Une enquête novatrice sur le rôle moteur de l'Indonésie dans le démantèlement des empires coloniaux européens."

Luc de Barochez, *Le Point*

"Un ouvrage magistral qui se lit comme un thriller."

Véronique Kiesel, *Le Soir*

ACTES SUD

à la une

Le leader chinois devrait sortir conforté du 20^e Congrès du Parti communiste, qui s'ouvre le 16 octobre, et obtenir un troisième mandat. Même s'il apparaît plus fort que jamais, le pays est ébranlé par la crise économique et par les protestations contre la politique "zéro Covid". Comment faire face aux menaces sur la sécurité alimentaire? Comment répondre à la tentation de la fermeture? La presse asiatique s'interroge sur l'avenir de la Chine.

XI JINPING **L'HOMME FORT** **D'UN PAYS AFFAIBLI**



➤ Dessin de Ferguson
paru dans le Financial
Times, Londres.

Malgré les tempêtes, le “grand leader” maintient son emprise

Le Congrès du Parti communiste chinois s’ouvre le 16 octobre dans un climat de fortes incertitudes. Si le secrétaire général ne semble pas vraiment contesté, la situation économique et sanitaire du pays inquiète.

20° CONGRÈS, MODE D’EMPLOI

Le 16 octobre, 2296 délégués de tout le pays se retrouvent à Pékin pour assister au 20° Congrès du Parti communiste chinois, qui devrait durer une semaine environ. Réuni à l’automne tous les cinq ans, le conclave rythme les ascensions des dirigeants et de leurs futurs successeurs : élection du Comité central, des 25 membres du Bureau politique et des 7 membres de son Comité permanent. Cette année, une modification des statuts est attendue. Pendant ce temps, tout ce que Pékin compte de dissidents est assigné à résidence ou emmené “en voyage” en province. Le 7 octobre, une centaine de personnes, pour avoir utilisé des VPN et contourné la censure, ont vu leur accès à des serveurs refusé.

—The Diplomat (extraits) Washington

Les rumeurs fusent depuis déjà quelque temps à l’approche du 20° Congrès du Parti communiste chinois (PCC). Le Premier ministre sortant, Li Keqiang, pourrait prendre la suite de Xi Jinping au poste de secrétaire général du Parti communiste, prétendait à la fin août le journal taïwanais *Lienhepao*. Puis selon certains commentateurs, Xi Jinping perdrait le soutien des vieux responsables du parti, trois vétérans ayant mis en garde contre le culte de la personnalité et la centralisation du pouvoir. D’autres signes faisaient entrevoir une fracture entre Xi et Li, après l’université d’été de Beidaihe, en août. [En septembre, des rumeurs de coup d’État contre Xi Jinping ont également circulé à l’étranger avant d’être infirmées.]

La suprématie de Xi Jinping, qui domine les médias, a été rappelée par l’annonce de la date du congrès à venir [d’habitude longtemps tenue secrète], qui a réitéré ses grandes orientations stratégiques telles que la “prospérité commune” [lire p.28] et la “renaissance nationale”. L’agence de presse officielle *Xinhua* a indiqué que les statuts du PCC seraient à nouveau amendés. Xi Jinping pourrait même se voir attribuer le titre honorifique de *lingxiu* [“grand leader”], dont le seul autre détenteur est à ce jour Mao Zedong.

Pénuries. La reconduction de Xi Jinping prise pour un fait acquis dissimule des défis nationaux et internationaux dont le dirigeant chinois se serait bien passé en cette année de congrès.

Sur le front géopolitique, le soutien tacite de la Chine à l’invasion russe de l’Ukraine laisse le pays dans une position délicate. Les échos de son sommet avec Vladimir Poutine [à Samarcande en septembre] portent à croire que leur partenariat “sans limite” demeure intact, bien que Xi Jinping se dise préoccupé. Inquiet que l’Occident se soit coordonné pour imposer des sanctions à Moscou, le gouvernement chinois cherche à accélérer son autosuffisance dans des domaines cruciaux, en particulier énergétiques, technologiques et alimentaires.

Ces initiatives ont toutefois été entravées par une série de phénomènes climatiques extrêmes qui ont frappé de nombreuses régions de la Chine pendant l’été. Dès juin, une canicule historique

a touché presque tout le sud et l’est du territoire, ce qui a provoqué une grave sécheresse le long du fleuve Yangtsé. La vague de chaleur a causé des pénuries d’énergie, perturbé le trafic fluvial et la production industrielle, et diminué les rendements agricoles. La Chine devra peut-être doper les importations de certains biens essentiels, alors que Xi Jinping a appelé les Chinois à “tenir fermement leurs bols de riz à deux mains”.

Le mauvais temps exacerbe les difficultés économiques existantes, en particulier la crise de liquidités qui touche le secteur immobilier. En juillet, des manifestations ont éclaté dans plusieurs villes, dont Zhengzhou [capitale du Henan], où des propriétaires ont refusé de régler des échéances hypothécaires pour des biens inachevés. Pour atténuer la crise, les autorités locales en viennent à assouplir les règles relatives aux transactions immobilières et certains gouvernements régionaux achètent des parcelles pour sauver financièrement des villes et des provinces.

L’autre tempête que doit affronter l’économie chinoise est la politique “zéro Covid” de Xi Jinping. En date du 13 septembre, 33 métropoles chinoises (soit 65 millions de personnes) étaient soumises à une forme ou une autre de confinement, selon le média *Caixin* [depuis, les 22 millions d’habitants du Xinjiang ont été confinés et des confinements sporadiques se poursuivent dans tout le pays, notamment au Tibet et en Mongolie-Intérieure]. Mais aucune leçon n’a été tirée du confinement de Shanghai, dans la mesure où des habitants du Xinjiang et du Sichuan ont dit manquer de nourriture et de soins hospitaliers.

Dans la culture chinoise traditionnelle, les catastrophes naturelles sont de mauvais augure et sont associées à une perte de légitimité du dirigeant, dite “mandat céleste”.

Aucun événement de cette ampleur n’a pour l’instant eu lieu sous la présidence de Xi Jinping, qui semble tenir bon face aux ouragans internationaux et nationaux. À ce jour, aucun conflit, confinement ou phénomène climatique n’a entraîné un bilan humain ou économique assez grave pour le menacer. Nul doute que le président chinois veille à éviter toute crise supplémentaire, naturelle ou humaine, au cours des derniers jours qui le séparent du 20° Congrès.

—Dan Macklin

Publié le 17 septembre



Contexte

Avant la succession, les condamnations

●●● L'ambiance est pesante avant l'ouverture du 20^e Congrès du Parti communiste chinois (PCC). Le conclave a été précédé en septembre d'une série de condamnations à de très lourdes peines pour corruption : trois très hauts responsables de la sécurité publique et de la justice ont été condamnés à mort avec deux ans de sursis (ils échapperont à la peine de mort si leur coopération avec les autorités est jugée satisfaisante). Ce 20^e Congrès marquera la fin du deuxième mandat de secrétaire général de Xi Jinping, mais débouchera sur l'annonce d'un nouveau mandat, grâce aux modifications introduites en 2018 dans la Constitution, qui autorisent plus de deux mandats présidentiels successifs. Xi, dont la contribution théorique est déjà célébrée (et introduite dans les textes fondamentaux), pourrait se voir décerner le titre honorifique de *lingxiu*, ou "grand leader", selon le site **Nikkei Asia**. Dans l'histoire du PCC, ce titre a seulement été attribué à Mao Zedong. Peu de choses ont filtré concernant les préparatifs du congrès. Des rumeurs circulent sur les personnes qui pourraient monter ou descendre dans la hiérarchie, en fonction de leur contribution. Au sommet, on cite parmi les politiques potentiellement promus Hu Chunhua, vice-Premier ministre, Wang Yang, président de la Conférence consultative politique du peuple chinois, ou encore Li Qiang, secrétaire du parti de Shanghai. Mais le doute demeure quant à l'identité de celui qui succédera à Li Keqiang au poste de Premier ministre, en mars.



DANS NOS ARCHIVES

courrierinternational.com



Au début de juin, nous décryptons les tensions autour de Taïwan dans un long dossier. La guerre en Ukraine a modifié les stratégies autour de l'île : face aux prétentions de Pékin, Washington a décidé de muscler son discours, tandis que Taipei s'inspire de la résistance ukrainienne.

À la une



"SAMARCANDE 2022, LA PERCÉE POUR LES ROUTES DE LA SOIE"

"Avec la construction de la liaison ferroviaire Chine-Kirghizistan-Ouzbékistan, la voie terrestre renaît", écrit le magazine hongkongais **Yazhou Zhoukan** à sa une le 26 septembre. L'hebdomadaire pro-Pékin illustre son propos par un tracé de la liaison de chemin de fer qui, une fois achevée, sera un maillon de la plus courte voie de transport de marchandises entre la Chine et l'Europe en passant par le Moyen-Orient.

LA FRONDE MONTE CONTRE LA POLITIQUE "ZÉRO COVID"

Après la mort de 27 personnes cas contacts dans l'accident d'un bus qui les conduisait vers un lieu de confinement, de nombreux Chinois appellent à s'opposer à la politique sanitaire très stricte du régime.

Dès que l'on prend un peu de recul sur la politique "zéro Covid", son absurdité est complètement mise à nu. Trop de tragédies le montrent", écrit Deng Yuwen dans le média en ligne hongkongais **Duan Chuanmei (The Initium)**. Installé depuis peu aux États-Unis, ce chroniqueur indépendant, ex-éditeur de la revue *Xuexi Shibao* de l'école centrale du Parti communiste chinois, ajoute : "[Cette politique] n'a été qualifiée de 'bonne' que du fait de l'insistance de Xi Jinping."

Des interrogations sur la pertinence de la politique sanitaire apparaissent également à l'intérieur de l'empire du Milieu. Le 24 septembre, sur **Weibo**, Hu Xijin, ancien rédacteur en chef du journal nationaliste *Huanqiu Shibao*, invitait les épidémiologistes à exprimer davantage leurs doutes. "Que se passe-t-il dans certaines petites villes et villes moyennes où le confinement peut durer plus d'un mois? Est-ce le prix à payer pour contrôler l'épidémie? Si l'épidémie continue, cela signifie-t-il qu'il est inévitable que nous soyons régulièrement en confinement ou semi-confinement de grande envergure?"

La radio **Australian Broadcasting Corporation (ABC)** rappelle que "des reportages ont fait état de pénuries de nourriture, de médicaments et de services médicaux" dans de nombreuses villes, comme à Shanghai, à Chengdu (Sichuan), à Shenzhen, au Xinjiang. "Même si la colère de la population, jusqu'à présent, n'a pas suffi à contraindre le gouvernement à mettre fin à la politique "zéro Covid", elle continue de croître", affirme ABC.

Si le confinement de deux mois à Shanghai a eu un écho international, des petites villes comme Ruili, dans le Yunnan, dans le sud-ouest du pays (qui a subi neuf périodes de confinement en deux ans), ou Dandong, dans la province du Liaoning, dans le Nord-Est (où le confinement a duré plusieurs mois), ont du mal à faire entendre leur détresse.

L'indignation des Chinois a atteint son comble le 18 septembre, après un accident de bus qui a causé la mort de 27 passagers. Le véhicule transférait 47 habitants cas contacts de Guiyang vers un lieu de confinement situé à 260 kilomètres de la capitale du Guizhou, rappelle le magazine économique **Caixin**. Bien que la majorité de la presse chinoise soit restée silencieuse, les réactions des internautes ont été houleuses. Sur **WeChat**, Gao Yu, rédacteur en chef adjoint de **Caixin**, se laisse emporter par sa colère, notant

qu'aucun habitant de Guiyang n'est mort d'Omicron. Gao appelle à "s'opposer résolument aux tests PCR universels, à la politique "zéro Covid", et à la fermeture du pays".

Des internautes, comme lui, veulent réveiller la majorité silencieuse. Le site sino-américain **China Digital Times** cite certains des commentaires : "Nous tous sommes dans ce sinistre bus"; "Qu'est-ce qui vous fait penser qu'un jour vous ne serez pas dans ce bus matinal?"

Avant le 20^e Congrès du Parti communiste chinois, qui débutera le 16 octobre, un signe laisse présager un changement de politique, selon plusieurs médias. Le 26 septembre, lors de l'inauguration de l'Institut de virologie de Shanghai, le virologue Guan Yi, étiqueté comme une figure "anti politique zéro Covid", a été nommé premier directeur de l'institut. Le journal singapourien **Lianhe Zaobao** rappelle que Guan Yi "avait disparu de l'espace public" en novembre 2021 après avoir donné une interview à la télévision hongkongaise Phoenix TV, en appelant à "ne pas faire massivement des tests PCR à tout bout de champ". La réapparition du virologue est-elle le signe que le temps est venu d'assouplir la politique "zéro Covid"?

— Courrier international



→ Propagande. Dessin de **Schot**, Pays-Bas.

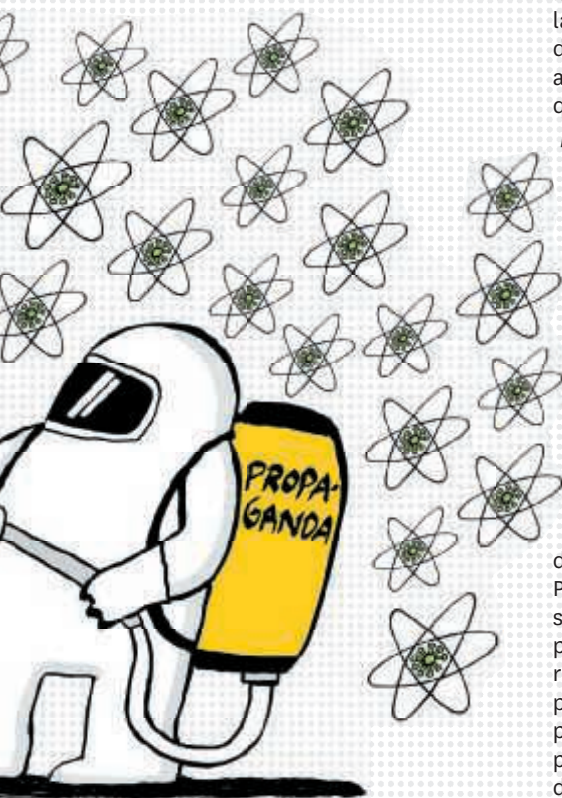
Nouvelles routes de la soie : le frein de la dette

●●● L'initiative chinoise des nouvelles routes de la soie, lancée en 2013 par Xi Jinping alors en visite au Kazakhstan, a impressionné par l'ampleur de ses ambitions et de ses investissements dans des projets de construction d'infrastructures et de développement sur tous les continents. En une décennie, selon le ministère des Affaires étrangères chinois, la Chine a déboursé environ 1 000 milliards de dollars en prêts et investissements dans 150 pays, indique le **Wall Street Journal**, ajoutant : "Pour la première fois, la Chine est devenue le plus grand créancier officiel du monde." Aujourd'hui, l'initiative marque pourtant le pas, affirme le quotidien américain. Le ralentissement de l'économie mondiale, mais aussi l'endettement de certains pays vis-à-vis de Pékin, conduit les dirigeants chinois à recalibrer leurs prêts, en particulier aux pays à faible revenu. Près de 60 % de la dette vis-à-vis de la Chine est aujourd'hui le fait de pays en difficulté financière, contre 5 % en 2010. Pékin s'est préoccupé des moyens de restructurer la dette, et en 2020 la Chine s'est rapprochée du Cadre commun pour le traitement de la dette du G20. La Chine est ainsi devenue coprésidente du comité des créanciers de la Zambie, avec la France.

Pour le *Wall Street Journal*, malgré les difficultés du dispositif, "un retrait total des routes de la soie est improbable", car Xi Jinping "croit au rôle que ce programme peut jouer dans la promotion de la Chine sur la scène internationale". Pour l'heure, au Laos ou en Asie centrale, de nouveaux réseaux de chemins de fer vont continuer de développer le maillage des transports des pays voisins vers la Chine, et réciproquement.

Des succès diplomatiques

●●● Après s'être entretenu avec un grand nombre de dirigeants asiatiques et moyen-orientaux lors de la réunion de l'Organisation de coopération de Shanghai à Samarcande, à la mi-septembre, Xi Jinping devrait rencontrer les leaders des plus grandes économies du monde au G20 de Bali à la mi-novembre. Un tête-à-tête avec le président américain Joe Biden est même possible, indique un spécialiste de la Chine dans le **Straits Times**. À Samarcande, il a fait connaître à Vladimir Poutine ses "préoccupations" face au conflit en Ukraine, en retrait par rapport à l'amitié "sans limites" jurée entre les deux pays au début de l'année. Un sommet Chine-pays arabes pourrait même avoir lieu en fin d'année en Arabie saoudite, selon le quotidien singapourien – ce qui montrerait que la question ouïgoure "n'est plus un obstacle au développement des liens de la Chine avec les pays islamiques". Anticipant ces avancées, la Chine a réfuté le contenu du rapport du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme publié le 31 août, qui concluait à des "crimes internationaux pouvant constituer des crimes contre l'humanité" commis par les autorités chinoises au Xinjiang. De plus, le 6 octobre, elle a remporté un "important succès diplomatique", écrit le journal suisse **La Liberté**, en empêchant tout débat sur ce rapport au Conseil des droits de l'homme, à Genève. Pékin multiplie enfin les efforts pour écarter les velléités de soutien à Taïwan, étant allé jusqu'à réaliser d'impressionnantes manœuvres militaires autour de l'île début août, au moment de la visite de Nancy Pelosi, la présidente de la Chambre des représentants, à Washington. Pourtant, les experts américains estiment, selon **Forbes**, que Pékin n'a pas de projet précis pour parvenir à la "réunification" revendiquée, largement compromise par le fait que les Taïwanais ne se sentent pas proches de Pékin. Et que le tour pris à Hong Kong par le modèle "un pays, deux systèmes" en a dissuadé plus d'un.

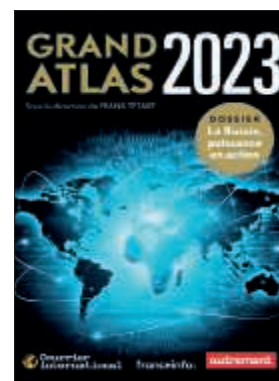


NOTRE SÉLECTION

Pour commander, scannez le code QR



Ou sinon rendez-vous sur notre site : <https://abo.courrierinternational.com/vpc>



19,90€*

Collection dirigée par Frank Tétart Format

Grand Atlas 2023

Le Grand Atlas 2023 fait le point sur l'actualité géopolitique mondiale. Les 50 thèmes abordent les enjeux politiques de l'année, les conflits en cours et les défis de la mondialisation. En plus, un dossier spécial pour fêter les 10 ans.

- Format : 20 x 29,5 cm
- 144 pages

L'agenda 2023

La rédaction de *Courrier international* à imaginé pour vous un agenda original.

- Septembre 2022 à décembre 2023
- Format : 145 mm x 210 mm
- Une double page par semaine
- Couverture rigide
- Ruban marque-page

9,90€*



Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 31/12/2022 * Frais de port en sus en fonction du produit. Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande. Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : <https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>

Tous devront apprendre à passer l'hiver

Les difficultés économiques de la Chine, qui ont leur propre logique, ne sont pas pour autant déconnectées de la situation économique mondiale, écrit cette journaliste de Singapour. Le pessimisme est partout.

—Lianhe Zaobao (extraits) Singapour

Dans un document à diffusion interne [paru le 23 août], Ren Zhengfei, le fondateur de la société chinoise Huawei, s'est montré plutôt pessimiste, en prédisant qu'un redressement de l'économie mondiale ne pourrait pas avoir lieu avant trois ou cinq ans. Il a donc demandé aux employés de Huawei de ne plus se faire d'illusions, ajoutant qu'il était de son devoir d'"informer tout un chacun de ces vents glacials", qui ont non seulement soufflé sur Huawei, mais aussi sur l'ensemble du marché boursier chinois.

La révélation [par les médias économiques chinois] des propos de M. Ren a fait plonger les trois principaux indices boursiers chinois le 24 août, les valeurs liées aux semi-conducteurs et à l'électronique grand public étant durement touchées.

Rien ne prouve que ce sont ces déclarations qui ont provoqué cet effondrement boursier, car Huawei n'est pas une entreprise cotée en Bourse, mais Ren Zhengfei n'a pas uniquement parlé de son entreprise. Il a prévenu que les dix prochaines années risquaient d'être une période très douloureuse de l'histoire, avec la poursuite du déclin de l'économie mondiale, sans grande chance d'amélioration à court terme. Aucune région du monde ne devrait être épargnée.

Rivalité croissante. Ren Zhengfei a certes toujours été très conscient de la crise, et ce d'autant plus depuis qu'en mai 2019 Huawei a été placé sur liste noire par le ministère du Commerce américain [de l'administration Trump] pour le contrôle des exportations. Néanmoins, sa dernière mise en garde se fonde sur des éléments plus concrets que par le passé : elle tient compte de la dégringolade du bénéfice net de Huawei, qui a reculé de pas moins de 51,9 % en glissement annuel au premier semestre, ce qui pour beaucoup de gens commence à sentir la grande réduction d'effectif.

Depuis le début de l'année, on a appris que plusieurs grandes entreprises technologiques chinoises (Alibaba, Tencent, JD.com et iQiyi) avaient procédé à des licenciements, dans des proportions allant de 10 à 30 % du personnel. Par ailleurs, les secteurs de l'immobilier, de

la cyberfinance et de l'éducation, qui ont fait l'objet d'opérations de restructuration au cours des années précédentes, sont encore en phase de redressement. Enfin, les confinements pour cause d'épidémie, qui ont touché, au cours du premier semestre, des bastions de l'économie chinoise comme Shanghai, ont porté un rude coup à la confiance des consommateurs et à l'économie chinoise. Au milieu de ce florilège de mauvaises nouvelles, les propos de Ren Zhengfei ont simplement fait l'effet d'une nouvelle douche froide sur le marché, déjà fragile.

Ce ne sont pas seulement l'état de l'économie chinoise et les problèmes nationaux qui inquiètent, mais aussi la rivalité croissante entre la Chine et les États-Unis, la situation géopolitique de concurrence, et la guerre en Europe qui s'éternise. Tous ces éléments sont susceptibles de peser sur l'économie mondiale, et, par contrecoup, sur la Chine, les deux s'influençant mutuellement.

Les États-Unis cherchent à créer une alliance sur le marché des puces électroniques dans le but d'évincer la Chine.

Le 9 août, le président américain Joe Biden a promulgué une loi prévoyant 280 milliards de dollars d'aides pour le secteur scientifique et l'industrie des puces électroniques (le Chips and Science Act), dont 52,7 milliards de dollars (51,5 milliards d'euros) de subventions et de crédits d'impôt pour les entreprises fabriquant des puces aux États-Unis même. Une enveloppe de 200 milliards de dollars est dégagée pour la recherche dans des domaines clés tels que l'intelligence artificielle, la robotique et l'informatique quantique. Le projet de loi sur les puces interdit aux entreprises bénéficiaires d'étendre leurs activités de fabrication en Chine. L'intention du projet de loi de cibler la Chine et de faire pression sur les fabricants de puces électroniques taiwanais et sud-coréens pour qu'ils n'agrandissent pas leur production en Chine est on ne peut plus claire.

Les États-Unis cherchent à créer une alliance sur le marché des puces électroniques (la Chip

Le mot

PROSPÉRITÉ COMMUNE

"Promouvoir fermement la prospérité commune" : le discours du président chinois est calibré pour faire rêver. C'est aussi l'un des axes les plus stables de sa politique. Le 17 août 2021, lors d'une réunion de la direction du Parti communiste chinois, Xi Jinping promet d'attaquer les inégalités qui ont causé dans certains pays la "division", l'"effondrement de la classe moyenne" et la "prolifération du populisme". D'ici au milieu du siècle, assure Xi, l'écart entre le revenu des personnes et leur niveau réel de consommation sera réduit. Pour cela, Pékin veut coordonner la répartition des richesses, mais aussi "la redistribution et la troisième distribution", rapporte le *Xinjing Bao*. Ce dernier concept revient à encourager les dons de la part de groupes ou d'individus à revenus élevés.



Quadruple Alliance ou Chip4) avec Taïwan, le Japon et la Corée du Sud, dans le but, de l'avis de la plupart des analystes, d'évincer la Chine de la chaîne d'approvisionnement mondiale. La Chine se voit ainsi "prise à la gorge", et cela devrait perdurer jusqu'à ce qu'elle soit en mesure de produire des puces sophistiquées de manière entièrement autonome.

Il faut également prendre en compte le contexte de récession mondiale. Nombreux sont les responsables politiques ou personnalités de différents pays à avoir fait part de leur pessimisme quant à l'avenir de l'économie mondiale. Ainsi, le président français Emmanuel Macron a alerté sur "la fin de l'abondance", en affirmant que "ce que nous sommes en train de vivre est plutôt de l'ordre d'une grande bascule".

Autosuffisance. Lors de la fête nationale [le 9 août], le Premier ministre singapourien, Lee Hsien Loong, a également souligné combien l'environnement économique mondial avait fondamentalement changé. Selon lui, l'époque est révolue où la mondialisation et la libéralisation des échanges se développaient à un rythme effréné, et où les exportations chinoises parvenaient à maintenir les prix mondiaux à un niveau stable en réduisant les coûts de production mondiaux. On observe au contraire une tendance au ralentissement de la croissance et des exportations chinoises, et au relèvement des barrières



LA BULLE IMMOBILIÈRE A FINI PAR ÉCLATER

Les ventes de terrains et d'appartements sont en chute libre et dans les grandes villes, de nombreux projets sont à l'arrêt. Résultat : les gouvernements locaux voient leurs finances s'effondrer, au risque de mettre en péril les budgets sociaux.

La crise de l'immobilier est l'un des symptômes des difficultés économiques de la Chine. Elle touche les constructeurs et les acheteurs, mais aussi les autorités locales et les banques. Au cours des dernières décennies, le marché avait connu l'une des plus fortes croissances mais, depuis la quasi-faillite du promoteur Evergrande en 2021, les failles d'un système gangrené par l'endettement sont apparues.

Le promoteur le plus endetté du monde avait annoncé être au bord du défaut de paiement. À l'été 2021, ses dirigeants avaient été convoqués par la Banque populaire de Chine et la Commission chinoise de réglementation des banques et des compagnies d'assurances. En septembre, des investisseurs en colère avaient même investi le siège à Shenzhen pour être remboursés. La fin de l'année s'était écoulée d'une échance à l'autre, l'entreprise tentant de restructurer sa dette colossale.

Un an plus tard, les ennuis d'Evergrande ne sont toujours pas soldés. Alors même que le "promoteur, à court d'argent, s'efforce de proposer

un plan de restructuration de sa dette d'environ 300 milliards de dollars [304 milliards d'euros]"; ses créanciers mettent en vente son siège social à Hong Kong (estimé à 1,7 milliard de dollars), rapportait fin septembre le **South China Morning Post**. "Un coup dur", pour le fondateur du groupe, qui était régulièrement classé parmi les 100 Chinois les plus fortunés du pays.

L'affaire Evergrande a mis en place les conditions de l'éclatement de la bulle. Les collectivités locales sont les premières touchées, écrit Tan Haojun, chroniqueur financier, dans le **Lianhe Zaobao** de Singapour. Citant l'économiste pékinois Wang Xiaolu, le journal souligne que les gouvernements locaux, qui ont pris l'habitude de remplir leurs caisses grâce à la vente de terrains, font face à une bulle "beaucoup trop importante pour qu'on puisse y remédier par des mesures de soutien". Selon Wang, subventionner voire nationaliser les entreprises au bord de la faillite serait une solution à courte vue.

Le problème actuel "ne se trouve pas dans le marché, mais dans le comportement des gouvernements locaux, des banques et des promoteurs", estime Wang Xiaolu. Il fustige leur recherche excessive de profits, qui a mené au gonflement des projets immobiliers. "Pensez un peu, quelle entreprise du monde peut envisager, en seulement dix ans, d'accumuler 2 000 milliards de yuans [285 milliards d'euros, le passif d'Evergrande] de dettes?" questionne le journal.

Face à la chute des ventes immobilières, les gouvernements locaux ont vu leur budget s'effondrer. Au premier semestre 2022, leurs revenus ont chuté de 7,6 % en moyenne, souligne le magazine économique **Caixin**, en raison de la baisse rapide des rentrées non fiscales. Résultat : un nombre croissant de leurs organismes de financement sont incapables de rembourser leurs dettes. Au risque de mettre en péril les budgets sociaux.

Les propriétaires sont les victimes directes de la situation : les ventes de terres et d'appartements ont chuté de 30 % environ au cours des sept premiers mois de l'année. **Sixth Tone** indique que, sur la même période, 5 % des projets immobiliers dans 50 grandes villes de Chine étaient à l'arrêt du fait de la crise. Ce qui prive les propriétaires des fonds qu'ils ont déjà versés en achetant sur plan, un système généralisé dans le pays. "Comme des millions d'autres personnes en Chine, rapporte le magazine anglophone en ligne, **Wan Jiani** et son mari ont investi toutes leurs économies dans un appartement en prévente, payant la propriété des années avant qu'elle ne soit achevée." En juillet, ils ont reçu le courrier "tant redouté" : la fin du chantier est repoussée de quelques mois.

Du coup, certains s'installent dans des immeubles pas terminés, raconte encore le même média shanghaien. Ils ne peuvent plus payer à la fois l'achat de leur logement et un loyer. Ils ont tout essayé : conciliation, tribunal... La plupart sont des migrants, et souvent même des travailleurs de la construction, qui vivent dans des "appartements" ouverts à tous les vents, dans une carcasse d'immeuble.

—**Courrier international**

Sur le ventre du panda : Marché chinois. Dessin de Dave Granlund, États-Unis.

douanières entre certains pays, pour lesquels la solidité et l'autosuffisance de leur économie l'emportent dorénavant sur des considérations de coût. Tout cela fait grimper les prix et aggrave l'inflation.

Dans le cas de la Chine, la croissance économique, perturbée par la guerre entre la Russie et l'Ukraine et par les mesures de confinement mises en place contre le Covid-19, s'est établie à seulement 2,5 % au premier semestre, ce qui rend l'objectif de croissance annuelle de 5,5 % hors de portée. Alors que la consommation et le niveau de vie des classes inférieures pâtissent déjà de la conjoncture morose, peut-on espérer un net redressement de l'économie chinoise l'an prochain ? Ou, au contraire, les effets négatifs du ralentissement de la croissance ne risquent-ils pas de toucher à son tour la classe moyenne ? Même si la question n'est pas souvent évoquée, elle n'en reste pas moins très préoccupante. Par ailleurs, la plupart des économistes estiment que les États-Unis devraient entrer en récession en milieu d'année prochaine. Or ce ne sera bon pour personne si les économies américaine et chinoise sont toutes les deux amorphes.

Dans les prochaines années, une grande partie du monde va devoir apprendre à passer l'hiver tant bien que mal, en s'estimant heureuse si elle n'entre pas en guerre.

—**Han Yonghong**
Publié le 26 août

3,3%

DE CROISSANCE. La Banque asiatique de développement (BAD) a révisé fortement ses prévisions de croissance pour la Chine en 2022, le 21 septembre, alors qu'en avril elle estimait possible une croissance économique de 5 % cette année. "Pour la première fois depuis trente ans, la croissance économique chinoise sera inférieure à celle des autres pays en développement d'Asie", relève le journal économique **Hong Kong Economic Times**.



REVUE DE PRESSE



À quand un bol de riz 100 % chinois ?

Blé, soja, maïs... La Chine est contrainte d'importer massivement, ce qui la met à la merci d'une situation géopolitique instable. De la recherche sur les semences à l'amélioration des rendements, tout est sur la table pour assurer sa sécurité alimentaire.

— **Mainichi Shimbun** Tokyo

La sécurité alimentaire est aujourd'hui un enjeu majeur pour le régime de Xi Jinping. Malgré son vaste territoire, la Chine est devenue de plus en plus dépendante des importations ces dernières années, notamment en raison du déclin de sa population rurale [dont la proportion est passée de 81 % à 37 % de la population chinoise entre 1981 et 2021] et de la hausse de la demande intérieure. L'invasion russe de l'Ukraine et l'escalade des tensions avec les États-Unis n'ont fait que renforcer les inquiétudes. Le pouvoir s'empresse de prendre des mesures en faveur de l'autosuffisance, mais une erreur de cap pourrait menacer la vie quotidienne de 1,4 milliard de personnes.

Nous sommes en périphérie de Changsha, capitale de la province du Hunan, en Chine intérieure. Sur le site de Hunan Xiangyan Seed [Peppera Seed], société qui développe et vend des semences, s'étend un champ d'environ 20 hectares où sont entre autres cultivés piments et pastèques à des fins de recherches. "Chaque année, nous mettons sur le marché plus de 100 nouvelles variétés", indique le patron, He Jiuchun, président du conseil d'administration. "Nous travaillons sur quelque 6 000 variétés de piments, notre produit phare, mais seules cinq ou six, dont nous sommes pleinement satisfaits, sont actuellement commercialisées", ajoute-t-il, affichant sa confiance dans la qualité de la production.

Lors de sa visite dans le Hunan, en septembre 2020, le président Xi Jinping avait interpellé les responsables locaux : "C'est à vous

qu'incombe la lourde responsabilité de garantir la sécurité alimentaire."

En réponse, le directeur du Bureau de l'agriculture et des affaires rurales de la province, Yuan Yanwen, avait déclaré qu'il mettrait tout en œuvre pour promouvoir l'innovation dans le secteur des semences. En juin 2022, le groupe Longping High-Tech, première entreprise de semences du pays, dont Hunan Xiangyan est une filiale, a signé avec le gouvernement local une stratégie baptisée "Silicon Valley des semences", qui vise à renforcer le système de recherche, de développement et de production en réunissant diverses entreprises de semences, notamment de céréales et de légumes. Hunan Xiangyan y joue un rôle central.

Risque de disparition du brocoli. Le président Xi Jinping soulignait encore en avril 2022 : "Le bol de riz de la Chine, la sécurité alimentaire de la Chine ne peuvent être assurés que si nous tenons fermement les semences chinoises entre nos mains."

Ainsi, si le pays concentre ses efforts sur le développement des semences, c'est parce qu'il dépend de l'étranger pour bon nombre de variétés.

Concernant l'agriculture chinoise, l'introduction sans autorisation du shine muscat, raisin haut de gamme cultivé au Japon, et le développement rapide de sa culture en Chine ont fait grand bruit [la demande de licence d'exportation avait tardé à être demandée au Japon, ce qui produisait un vide juridique]. Ce genre de culture sans autorisation n'est toutefois possible que pour les fruits, principalement cultivés à partir de plants.

Pour la culture d'un grand nombre de céréales et de légumes, les semences issues de croisements se sont imposées ces dernières années, mais comme elles ne donnent qu'une seule génération de graines de même qualité, elles doivent être achetées chaque année. Or plus de 90 % des semences de carotte, d'épinard, d'oignon et de nombreux autres végétaux utilisés en Chine sont produites à l'étranger. Le pays est particulièrement dépendant des importations japonaises pour les semences de brocoli, avec un taux d'autosuffisance de 5 % environ. Les médias chinois ont d'ailleurs alerté sur le risque de disparition du brocoli en Chine si le Japon cessait ses exportations.

En mars est entrée en vigueur en Chine la loi révisée sur les semences, qui inclut des dispositions plus strictes en matière de protection de la propriété intellectuelle des semences et des amendes plus élevées en cas de non-respect. Si ces améliorations sont engagées sur le plan institutionnel, c'est avant tout parce que le développement insuffisant des semences en Chine est imputé à "la faible sensibilisation des agriculteurs à la protection de la propriété intellectuelle pour les produits agricoles" (source diplomatique sino-japonaise), comme en témoigne l'affaire du shine muscat.

En Chine, les craintes concernent non seulement les cultures potagères, mais également les aliments de base. En 2021, les importations

SOURCE



MAINICHI SHIMBUN

Tokyo, Japon

Quotidien

mainichi.jp

Fondé en 1872

sous le nom de Tokyo

Nichi Nichi Shimbun,

le Mainichi Shimbun

a pris sa dénomination

actuelle en 1943.

C'est aujourd'hui

le plus ancien

quotidien japonais.

Centriste, le "Journal

de tous les jours"

est le troisième

quotidien national

en termes de diffusion

(près de 3 millions

d'exemplaires

par jour).

totales de riz, de blé, de maïs, de soja et de tubercules comestibles ont atteint un niveau record de 164,54 millions de tonnes, ce qui correspond à une hausse de 18 % par rapport à l'année précédente. Et même si la production intérieure a également atteint un niveau record de 682,85 millions de tonnes, cela ne représente qu'une croissance de 2 % à peine, aggravant la dépendance de la Chine vis-à-vis des importations.

Estimé à près de 100 % vers l'an 2000, le taux d'autosuffisance alimentaire de la Chine a depuis lors baissé d'année en année. Pour le soja, il se situe aujourd'hui autour de 15 %. "L'autosuffisance alimentaire diminue en Chine plus rapidement qu'au Japon (où elle est d'environ 30 % à 40 %), qu'en Corée du Sud et qu'à Taïwan, et pourrait tomber en 2035 à 65 % en base calorique, un niveau similaire à celui du Japon dans les années 1960", a signalé, en janvier 2022, Du Ying, ancien directeur adjoint de la Commission nationale du développement et de la réforme, le centre de commandement de l'économie chinoise, comme le rapportent les médias chinois.

Pour le maïs, la Chine dépend à près de 70 % des États-Unis, le reste de l'approvisionnement provenant en grande partie d'Ukraine.

Les sources d'importations font également l'objet de vives inquiétudes. Pour le maïs, la Chine dépend à près de 70 % des États-Unis, avec lesquels de violentes oppositions perdurent, le reste de l'approvisionnement provenant en grande partie de l'Ukraine, actuellement en proie à l'invasion russe. En ce qui concerne le blé, la Chine dépend aussi fortement de la production des États-Unis et de l'Australie, avec laquelle les relations se sont détériorées ces dernières années. Au sein du gouvernement chinois, certains suggèrent de diversifier les sources d'importations

pour faire face au problème. Toutefois, dans le contexte d'aggravation des tensions avec l'Occident et de crise prolongée en Ukraine, le président Xi Jinping a souligné l'importance de renforcer l'autosuffisance : "Nous ne devons pas chercher les solutions dans les marchés internationaux", a-t-il indiqué, ajoutant : "Le bol des Chinois doit être surtout rempli de céréales produites en Chine."

Modification génétique. Or les migrations vers les zones urbaines entraînent une diminution rapide de la population rurale chinoise. Selon les statistiques du gouvernement chinois, cette dernière dépassait les 800 millions de personnes jusqu'en 2000, mais elle est tombée sous la barre des 500 millions en 2021 [sur une population de 1,4 milliard de personnes]. De plus, les rendements des producteurs chinois sont bien inférieurs à ceux des producteurs étrangers. Pour le maïs, par exemple, la productivité par unité représente environ 60 % de celle des États-Unis, selon un cadre du ministère de l'Agriculture et des Affaires rurales chinoises. Pour augmenter les rendements de manière significative, les possibilités se limitent principalement à l'amélioration des espèces. Un expert de la production agricole chinoise indique : "[Le gouvernement chinois] exploitera sans doute activement les techniques de modification génétique et d'édition génomique pour augmenter efficacement les rendements."

En août 2020, le président Xi Jinping avait subitement lancé une campagne d'éradication du gaspillage alimentaire, appelant chacun à "cesser de gaspiller la nourriture", mais le mouvement s'est aujourd'hui essoufflé, et l'incohérence des mesures trahit une certaine fébrilité. Pour améliorer l'autosuffisance, il n'existe aucune solution miracle. La sécurité alimentaire est l'un des grands sujets qui obscurcissent l'horizon de Xi Jinping, qui vise un troisième mandat – sans précédent – au Congrès du Parti communiste chinois, qui s'ouvrira le 16 octobre.

—Yoshinori Ogura
Publié le 7 septembre

← Dessin de Beppe Giacobbe paru dans *Il Corriere della Sera*, Milan.

Repères

ALERTE SUR LA MOISSON D'AUTOMNE

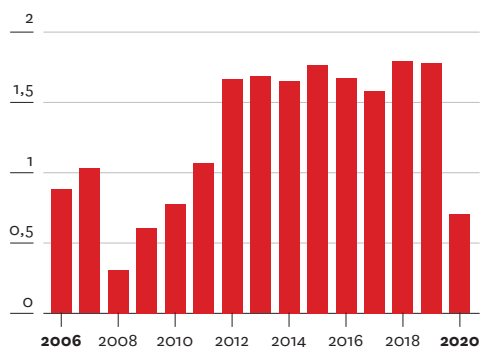
La sécheresse qui a particulièrement touché cet été le bassin du Yangtsé – du Sichuan, à l'ouest, au Jiangsu, à l'est – et la moitié sud du pays, en particulier le Guangdong et le Guangxi, affecte directement la production de céréales, en premier lieu le riz et le maïs. La récolte d'automne (qui n'est pas encore terminée) fournit 75 % des céréales consommées en Chine. Le 23 août, à l'issue d'une réunion interministérielle, un avertissement avait été émis sur la grave menace que fait peser la situation sur les récoltes en céréales d'automne, appelant à mener une "guerre de sauvegarde", indique le magazine économique **Caixin**. Selon le ministère des Ressources hydrauliques, une dizaine de villes et provinces, dont le Sichuan, Chongqing, le Hubei et le Jiangxi, présentent un déficit hydrique affectant 3,23 millions d'hectares de terres arables.

En quête de terres dans le monde entier

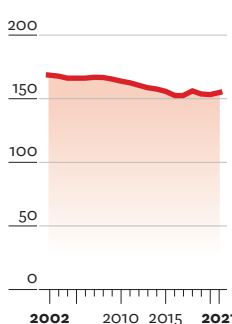
●●● Depuis une dizaine d'années, les entreprises chinoises, qu'elles soient privées ou publiques, achètent à tout-va "terres, ascenseurs à céréales et usines de transformation, partout dans le monde", écrit le magazine **Nikkei Asia**. Car, en Chine, "la consommation dépasse la production agricole". "En Asie et en Afrique, au cours de la dernière décennie, la quantité de terres achetées par des compagnies chinoises atteint le total de la superficie du Sri Lanka ou de la Lituanie et dépasse largement les acquisitions des compagnies américaines et d'autres grands pays", constatait déjà le même magazine en 2021. Depuis 2014, Cofco, le géant chinois de l'agroalimentaire, a ainsi accumulé entreprises, ports et silos dans toutes les zones productrices de céréales du monde. En Argentine, au Brésil, et autour de la mer Noire, Cofco est un exportateur majeur. La sécheresse de l'été 2022 combinée aux effets de la guerre en Ukraine a encore accentué le sentiment d'urgence du gouvernement chinois. L'hebdomadaire anglophone japonais le constate : "Tandis que les dirigeants font tout pour promouvoir la production domestique, les investisseurs chinois tentent de prendre pied aux différents endroits de la chaîne d'approvisionnement." Loin d'un effort concerté et centralisé, les investissements chinois sont réalisés au coup par coup, constate toutefois une experte des relations Chine-Afrique citée par le magazine. Par le biais de fusions-acquisitions, ce sont principalement des entreprises d'État comme Cofco qui s'établissent sur tous les continents. Ces investissements dans une nouvelle chaîne alimentaire mondiale incluent notamment des projets agronomiques et technologiques, tels que la production d'hybrides de riz et de blé. Par ailleurs, la Chine prend soin de maintenir ses réserves à un niveau élevé, et elle détient les plus grandes quantités de grains stockées du monde, avec 310 silos situés sur le port de Dalian, dans le nord-est du pays. Un responsable chinois de ce secteur reconnaît : "Les réserves sont historiquement à leur niveau le plus haut."

Un approvisionnement de plus en plus dépendant de l'étranger

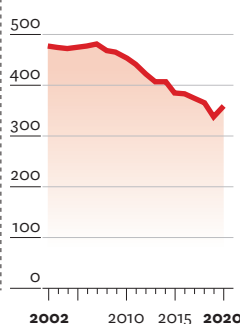
Investissement direct de la Chine à l'étranger dans l'agriculture* (en % de l'investissement total)



Superficie totale des cultures agricoles en Chine (en millions d'hectares)



Production de céréales par habitant (en kilogrammes)



* Comprend la sylviculture, l'élevage et la pêche.

SOURCES : "NIKKEI ASIA", BUREAU NATIONAL DES STATISTIQUES DE CHINE

QUAND LA CHINE MENAIT UNE POLITIQUE DE LA PORTE FERMÉE

L'Empire chinois était-il replié sur lui-même jusqu'à l'orée du xx^e siècle ? Ce débat académique et cette tentative de réévaluation historique ont pour but de sortir le récit chinois de l'emprise intellectuelle occidentale.

—FTChinese (extraits) Londres

La très sérieuse revue de l'Institut national d'histoire *Lishi Yanjiu* ("Recherche historique") a publié dans son numéro 3 de l'année 2022 un article [collectif] intitulé "Nouvelle approche de la 'politique de la porte fermée' sous les dynasties Ming (1368-1644) et Qing (1644-1912)" qui a suscité de multiples débats et critiques dans les médias et sur les réseaux sociaux. Sa thèse principale consiste à affirmer qu'il est inexact de considérer comme "fermée à l'étranger" la société chinoise sous ces dynasties, que cela ne repose sur rien d'objectif, et qu'il serait plus juste de parler de "restrictions aux frontières décidées en toute souveraineté" : étant confrontée à des puissances coloniales occidentales agressives, la Chine a dû adopter une stratégie défensive pour préserver sa culture et l'intégrité de son territoire. Il s'agissait là d'un choix très raisonnable au vu des conditions historiques de l'époque.

Pour étayer cette thèse, l'article se réfère à de nombreux travaux et avance trois grands arguments. Premièrement, le concept de "fermeture à l'étranger" n'existait pas dans la culture classique de la Chine, et il ne reflète pas non plus le point de vue qu'avaient les Occidentaux sur l'empire du Milieu. Il s'agit d'une expression apparue à la fin des Qing et venue du japonais.

La Chine s'est forgé une posture défensive qui l'a conduite à ignorer les avancées scientifiques et techniques de l'Occident.

Ensuite, les interdictions maritimes promulguées sous les Ming et les Qing ne sont pas le signe d'une politique de fermeture mais de la nécessité de tenir tête aux pirates japonais et de contenir l'hostilité de forces d'opposition en exil outre-mer. Les nombreuses mesures prises pour limiter les relations entre la Chine et l'Occident n'ont jamais conduit à fermer les portes de la Chine. La thèse de la "politique de la porte fermée" n'a aucun fondement historique.

Enfin, les "restrictions aux frontières décidées en toute souveraineté" n'ont en aucun cas

fait obstacle au développement du commerce extérieur sous les dynasties Ming et Qing, ni empêché le renforcement d'échanges culturels mutuellement bénéfiques entre la Chine et l'Occident.

"Occidentalo-centrisme". L'article concède – il peut difficilement faire autrement – qu'en adoptant cette politique de "restrictions aux frontières", la Chine s'est forgé une posture défensive qui l'a conduite à ignorer les avancées scientifiques et techniques de l'Occident, aggravant son retard sur les plans militaire et technologique. Cela préfigurait la période qui la vit encaisser les coups sans réagir à l'époque moderne.

Soyons justes : contrairement à ce qu'insinuent certaines critiques, si cet article de l'Institut national d'histoire remet en cause le concept de "politique de fermeture", ce n'est pas pour prôner un retour de la Chine d'aujourd'hui sur cette voie du repli, ni même pour jeter les bases théoriques d'une possible fermeture du pays dans les années qui viennent.

Bien que la Chine traverse actuellement une phase compliquée dans ses relations extérieures, tant que ses dirigeants ne décideront pas de fermer le pays, elle ne se fermera pas d'elle-même à l'étranger. Même si cette volonté de fermeture existait, elle serait difficile à mettre en œuvre. Après tout, nous ne sommes plus à l'époque des Ming et des Qing : nous évoluons à présent dans un environnement mondialisé ou ouvert et civilisé. Et en réalité, la Chine promeut encore aujourd'hui une politique d'ouverture.

Cela dit, une grande part des critiques formulées envers cet article sont loin d'être infondées. En contestant la qualification des dynasties Ming et Qing de "fermées", l'intention du texte est de s'appuyer sur un "point de vue historique chinois" pour reformuler l'histoire de la Chine. Il déclare clairement que cette notion de "politique de fermeture" sous les Ming et les Qing résulte d'un "occidentalo-centrisme" propre à une époque bien particulière.

Depuis l'an dernier émane des autorités le message

SOURCE



FTCHINESE

Londres, Royaume-Uni
ftchinese.com

Le *Financial Times*

a lancé ce site

en chinois en 2003

à destination du monde économique sinophone.

Il propose une grande

partie de la version

papier du quotidien

anglais traduite en

chinois, ainsi que des

articles et des dossiers

rédigés en chinois.

selon lequel il faut avoir confiance dans l'histoire chinoise, autrement dit s'affranchir du regard occidental, lorsqu'on est amené à interpréter l'histoire chinoise. Bien sûr, le faire d'un point de vue chinois ne pose aucun problème en soi, écrire un article remettant en cause une théorie établie non plus. Malheureusement, l'article de l'Institut national d'histoire comporte de graves erreurs.

Il consacre par exemple tout un passage à exposer que la notion de "fermeture à l'étranger" n'existait pas dans la Chine ancienne mais qu'elle est apparue à la fin de la dynastie Qing, et serait le résultat de la greffe sur la langue chinoise d'un concept de la langue japonaise [à l'époque moderne]. De ce fait, l'article réfute la pertinence de cette formulation pour décrire la société chinoise sous les Ming et les Qing. Selon cette même logique, le concept de "restrictions aux frontières décidées en toute souveraineté" qu'il propose de lui substituer, n'existant pas lui non plus dans la Chine classique, ne devrait-il pas lui aussi être réfuté ?

Beaucoup de mots du chinois contemporain ont été importés [tardivement] de langues étrangères, en particulier du japonais. Sans tout ce vocabulaire importé, il nous serait difficile aujourd'hui de mener des recherches ou d'écrire des articles théoriques. Préconiser de recourir à un vocabulaire ancien pour mener des travaux de recherche sur l'histoire de la Chine, n'est-ce pas du passéisme ?

Parler de la "politique de la porte fermée" sous les Ming et les Qing, c'est recourir à une image pour montrer que les limites imposées aux échanges avec les étrangers sous ces deux dynasties avaient atteint un degré extrême, frisant l'absurdité.



Selon certains travaux menés par des historiens, cette “politique de la porte fermée” sous les Ming et les Qing reposait sur les mesures suivantes. Premièrement, il était interdit aux particuliers de commercer ou d'entretenir le moindre contact avec les étrangers. Il ne s'agissait donc pas uniquement d'une interdiction ou de restrictions de l'activité des ports de commerce.

Deuxièmement, il existait un système constitué de maisons de courtage et d'une guilde de marchands qui détenait le monopole en matière de commerce extérieur. Les Occidentaux n'étaient même pas autorisés à avoir des relations directes avec l'administration impériale. Ils n'avaient d'autre choix que de se tourner vers les Treize Usines de Canton (un quartier de comptoirs et d'entrepôts de Canton qui fut, à partir de 1757 [traité de Nankin], le seul port chinois ouvert au commerce international).

Troisièmement, les activités des Occidentaux en Chine étaient strictement encadrées, et les Chinois nourrissaient à leur égard une profonde défiance. Les activités commerciales des étrangers, leurs lieux de résidence et leur liberté de mouvement étaient soumis à des règles très précises. Toute cette réglementation visait à “empêcher le peuple et les étrangers d'entrer en relation”.

Il est dommage que l'article de l'Institut national d'histoire ne parle absolument pas de tout cela, préférant consacrer de longs passages à citer des sources historiques décrivant comment les relations commerciales et culturelles ont été fructueuses, y voyant la preuve que les dynasties Ming et Qing n'ont jamais pratiqué de politique de fermeture – sujet dont il s'écarte.

Psychologie conservatrice. Quand on parle de “politique de fermeture” sous les Ming et les Qing, ce que l'on souligne avant tout, c'est un état d'esprit, celui que dénote l'attitude des empereurs de ces deux dynasties à l'égard de leur propre peuple tout autant que des marchandises et de la culture occidentales; il s'agit aussi de l'impact négatif, dont nous allons parler plus loin, qu'une telle approche a pu avoir en provoquant un repli sur soi de la société à tous les niveaux – psychologique, idéologique et culturel –, témoignant d'une fermeture de l'esprit chinois.

Cet article consacre également tout un passage à montrer que les empereurs des dynasties Ming et Qing ont cultivé l'illusion que limiter ou réduire les échanges avec les étrangers leur permettrait de se prémunir d'une invasion des Occidentaux et d'assurer ainsi la paix au sein de leurs frontières. Ce qu'ils n'ont pas saisi, c'est que cette politique constituait une stratégie défensive essentiellement passive et dénuée d'efficacité.

Comment se fait-il qu'ils ne l'aient pas compris? Précisément en raison des éléments que relève l'article de l'Institut national d'histoire : parce qu'ils se sont complu dans le système tributaire dont ils avaient hérité, n'ont jamais cessé de percevoir la Chine comme l'“Empire céleste” et ont ignoré les grands changements qui étaient en train de transfigurer le monde.

Au fil des échanges culturels et commerciaux entre la Chine et l'Occident, les missionnaires ont pu diffuser autour d'eux leurs

connaissances en astronomie et en mathématiques, entre autres, ainsi que le calendrier grégorien. Les Chinois perçurent confusément l'avance que ces étrangers détenaient sur le plan technique.

Craignant que la culture occidentale et l'émanation qu'en formait le christianisme n'imprègnent trop profondément la culture chinoise au point d'en altérer l'“essence”, Kangxi (r. 1661-1722) et Qianlong (r. 1735-1796), empereurs de la dynastie Qing, s'intéressèrent à ces savoirs venus d'Occident mais rejetèrent ces technologies avancées apportées par les Occidentaux, sans même parler de leur pensée et de leur culture. Les caractéristiques géographiques de la Chine et la position dominante qu'elle occupa longtemps au sein de la civilisation de l'Asie orientale ne sont pas étrangères au fait que les empereurs des dynasties Ming et Qing n'aient pas su percevoir les bouleversements mondiaux à l'œuvre après l'ère des grandes découvertes.

Les activités des Occidentaux en Chine étaient strictement encadrées, et les Chinois nourrissaient à leur égard une profonde défiance.

La politique restrictive mise en œuvre par les souverains des Qing a duré près d'un siècle. Au cours de cette période, de nombreux pays européens, désireux de forcer le verrou de ce marché fermé, ont envoyé des missions diplomatiques, qui s'efforcèrent de convaincre les empereurs des Qing de changer de politique. Mais ces émissaires ont toujours échoué.

Dans une réponse écrite au roi d'Angleterre George III, l'empereur Qianlong se félicite de l'abondance de produits en Chine, et qu'il ne voit pas dès lors la nécessité de développer les relations commerciales de la Chine avec l'étranger. Cette attitude hautaine et suffisante ne traduisait-elle pas au fond plutôt la crainte de voir les marchandises, les technologies et la culture occidentales envahir la Chine?

Cet état d'esprit hautain et fermé des empereurs Ming et Qing s'est propagé au sein du peuple chinois. En interdisant les échanges commerciaux entre les particuliers et les étrangers, la politique de fermeture menée sous les Ming et les Qing a renforcé la tendance au repli des Chinois et leur psychologie conservatrice.

Au vu de l'analyse que nous venons de mener, on peut conclure que la théorie des “restrictions aux frontières décidées en toute souveraineté” ne fait qu'occulter la véritable nature du problème. Si on ne peut dire à l'heure qu'il est si cette remise en cause par l'Institut national d'histoire de la théorie de la “politique de la porte fermée” a ou non une intention cachée bien précise, il n'est pas faux en tout cas d'affirmer qu'elle constitue un recul sur le plan de la compréhension historique de cette question.

—Deng Yuwen

Publié le 7 septembre

Contexte

Passé, présent

●●● “Utiliser le passé pour critiquer le présent” : le procédé est classique dans la vie politique chinoise et c'est une expression toute faite du chinois. L'exemple moderne le plus célèbre est le cas de l'écrivain Wu Han, auteur d'une pièce historique, *La Destitution de Hai Rui*. La pièce met en scène un fonctionnaire zélé démis par un empereur injuste. Elle fut brocardée en 1965 comme une attaque contre Mao par le propagandiste Yao Wenyan. Peu après, associé à deux autres auteurs de chroniques sous le nom collectif de “Village des trois familles”, Wu Han fut à nouveau la cible des idéologues – ainsi commença la Révolution culturelle (1966-1976). Sujet sensible, donc, que l'interprétation de l'histoire, et Deng Yuwen la traite avec des pincettes : il nie par avance que la controverse sur la “fermeture” de l'empire des Qing soit une critique du présent. Mais s'il semble restreindre le débat à une joute académique, il conclut qu'elle est fondamentale. Son article a été très commenté sur les réseaux sociaux chinois.

Des chercheurs loin du terrain

●●● “La Chine est devenue une superpuissance, et la connaissance et l'expertise accumulées par une génération de chercheurs, de diplomates et de businessmen est devenue plus importante que jamais. Mais beaucoup de ces sources sont en train de s'assécher”, alerte le **Financial Times**. Pour les observateurs étrangers de la Chine, l'accès au terrain s'est grandement raréfié au cours des dernières années, en particulier avec la crise du Covid-19. Étudiante en chinois en 1963, l'Américaine Jan Berris rappelle dans le quotidien britannique qu'aucun voyage en Chine, aucun contact direct n'était alors possible. Aujourd'hui, l'état des relations sino-américaines risque de limiter l'observation de la Chine aux sujets liés aux questions militaires, en oubliant toute nuance, regrette-t-elle. “Les diplômés les plus récents n'ont pas pu se rendre en Chine du fait de la pandémie”, souligne-t-elle, et “leur contribution dans la politique chinoise de Washington risque de devenir schématique et superficielle”.

L'auteur



DENG YUWEN,

né en 1968 au Jiangsu, est un journaliste, chroniqueur et essayiste, fin observateur de la vie politique chinoise. Ex-haut responsable de la rédaction de la revue de l'École du Parti communiste chinois *Xuexi Shibao*, il a été démis de ce poste en 2013, pour avoir décrit les enjeux de l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping en 2012. Il s'est également fait remarquer pour avoir écrit que la Chine devrait, selon lui, abandonner son soutien à la Corée du Nord nucléarisée. Exilé aux États-Unis depuis 2018, il continue à rédiger des essais et commentaires.

← Dessin de Balaban, Luxembourg.

trans-
versales.

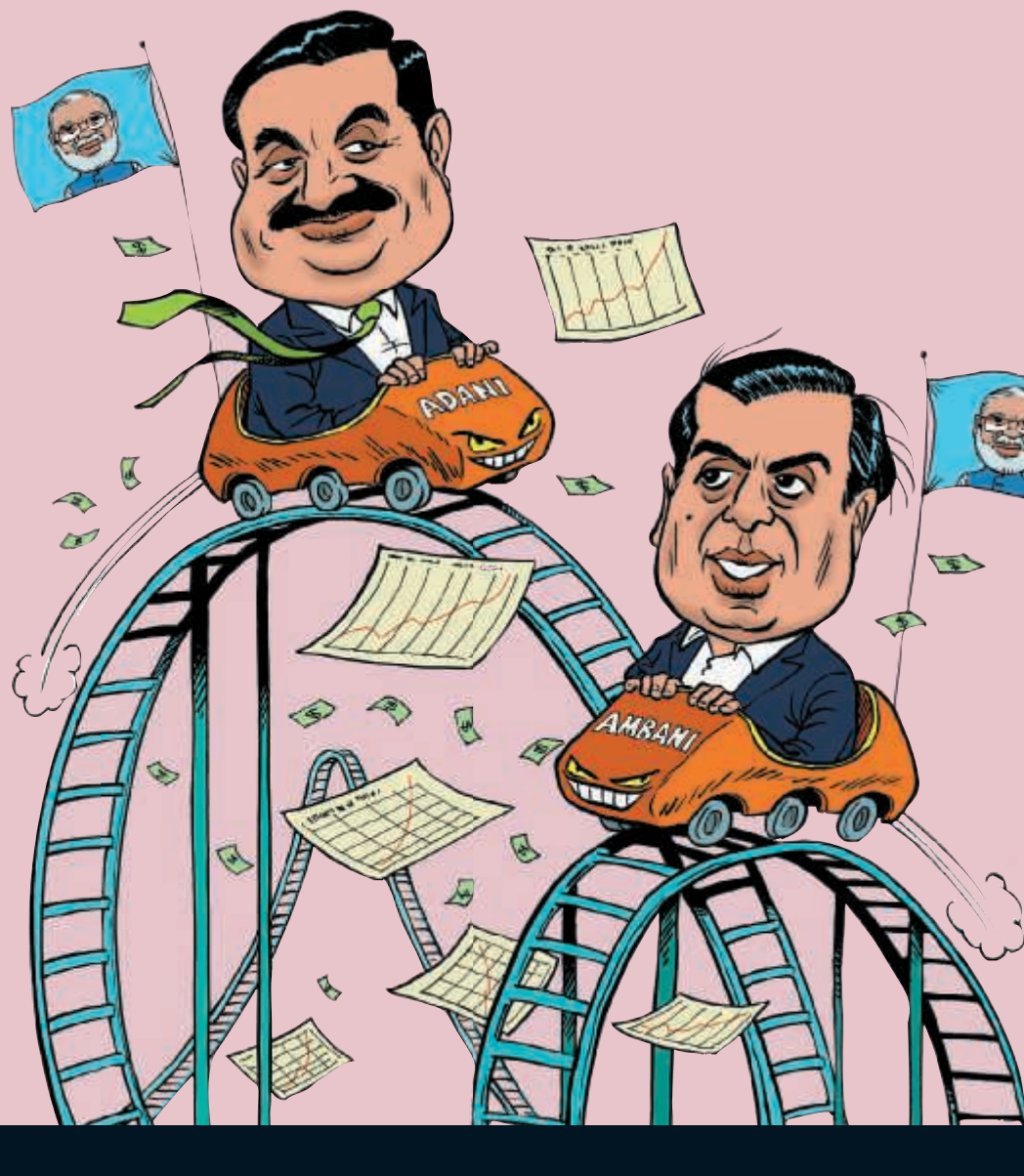
économie



Sciences.....36
Techno38
Signaux39

Adani et Ambani, deux patrons au coude-à-coude

Industrie. Gautam Adani et Mukesh Ambani sont tout-puissants dans le monde indien des affaires. Si leur influence et leur vision patriotique de l'économie les rapprochent, leur frénésie d'investissements rend la confrontation inévitable.



—The Economist Londres

Depuis la jetée de Mundra, le principal port privé d'Inde, il est possible par temps clair d'apercevoir la plus grande raffinerie au monde, à 50 kilomètres au sud, dans le golfe de Kutch. Au début des années 1990, ces deux sites de l'État du Gujarat n'étaient que marécages impaludés et terres agricoles. Aujourd'hui, ce sont des monuments à la gloire de la puissance économique indienne – et des magnats qui les ont bâtis.

Gautam Adani et Mukesh Ambani, tous deux milliardaires, sont devenus ces dernières années les deux visages les plus connus du monde des affaires indien. Selon leurs partisans, ce sont des patriotes qui construisent la nation en mettant leur pouvoir et leurs ressources au service du progrès économique de l'Inde. Selon leurs détracteurs, ils ne sont là que pour se remplir les poches. La vérité se situe probablement quelque part entre les deux.

“Économie AA”. L'influence croissante qu'ils exercent sur les affaires indiennes est incontestable. Nombre d'observateurs vont jusqu'à parler d'“économie AA”. C'est exagéré, mais les revenus combinés des sociétés qu'ils contrôlent représentent tout de même 4 % du PIB de l'Inde. Ils sont responsables de 25 % des dépenses d'investissements des entreprises non financières cotées en Bourse, investissements qui, partout ailleurs, sont au ralenti. *“Jamais nous n'avons renoncé à investir en Inde ni ralenti nos investissements”*, affirmait Gautam Adani à l'assemblée générale annuelle de son groupe, le 26 juillet. Pour ne pas être en reste, Mukesh Ambani, lors de sa propre assemblée annuelle, le 29 août, s'est engagé à doubler la taille de Reliance, le conglomérat qu'il dirige, proclamant : *“Le patriotisme inspire et aiguillonne tout ce que nous faisons.”*

S'ils jouent un rôle clé dans le développement économique de l'Inde, c'est parce qu'ils ont réussi à créer des entreprises de grande taille à la croissance rapide, quand d'autres dans le pays ont trop souvent échoué.

Sous la conduite de Mukesh

Ambani, Reliance, le groupe de pétrochimie et de raffinage fondé par son père, Dhirubhai, a élargi ses activités à la distribution, aux télécoms et aux énergies renouvelables. Les activités de Gautam Adani sont plus spéculatives et brassent des sommes plus modestes, mais, en l'espace d'une décennie, son petit bureau de Bombay s'est mué en un empire de ports et d'aéroports, mais aussi d'activités énergétiques, le tout réparti dans sept entreprises cotées en Bourse et diverses autres sociétés.

“Le patriotisme inspire et aiguillonne tout ce que nous faisons.”

Mukesh Ambani,
PDG DE RELIANCE

Au total, les entreprises cotées en Bourse des deux magnats valent 452 milliards de dollars [456 milliards d'euros], contre 112 milliards de dollars il y a quatre ans. Chemin faisant, tous deux ont amassé des richesses colossales. Au cours des quatre dernières années, leurs fortunes personnelles ont été multipliées par quatre, selon le cabinet d'études Hurun India, pour passer de 65 à 237 milliards de dollars en total cumulé [en 2022, la fortune de Gautam Adani avoisine 140 milliards de dollars contre un peu moins de 100 pour Mukesh Ambani]. Gautam Adani est aujourd'hui considéré comme le troisième homme le plus riche au monde, derrière [le patron de Tesla et de SpaceX] Elon Musk et [le PDG d'Amazon] Jeff Bezos.

Cette vertigineuse ascension tient notamment au fait que leurs vastes ambitions correspondent à celles du Premier ministre, Narendra Modi, pour le développement économique du pays. L'État gère encore des centaines d'entreprises publiques, mais cela fait belle lurette qu'elles ne semblent plus en mesure de créer de la croissance. Pour les piliers économiques du pays que sont l'industrie lourde et les infrastructures, les espoirs du gouvernement reposent de plus en plus sur une poignée de compagnies privées qui se sont montrées capables de survivre à la bureaucratie usante et à l'attribution

↳ Dessin de Kichka, Israël pour Courrier international.

aléatoire des projets qui minent le monde entrepreneurial indien. Les deux hommes ont su jusqu'à présent naviguer dans les eaux judiciaires et politiques troubles du pays.

Par ailleurs, il existe de solides arguments montrant que ce ne sont pas seulement de chanceux industriels qui font leurs choux gras. Leur envie d'investir semble faire peu de cas des profits. En une décennie, Reliance n'a enregistré aucun retour sur capital supérieur à 10 %. Seules deux des sociétés cotées de Gautam Adani font mieux, toutes deux étant une coentreprise avec une firme étrangère : Adani Wilmar (qui rapporte 15 %), une société agroalimentaire codétenue avec une société singapourienne, et un distributeur de gaz naturel codétenu avec Total, le géant français de l'énergie (qui rapporte 19 %).

Cette fringale d'investissements accentue la compétition entre les deux groupes. Cela n'a rien de surprenant. Reliance et Adani Group ont de nombreux points communs. Leurs fondateurs sont tous deux nés dans le Gujarat, dans le nord-ouest de l'Inde, tout comme Narendra Modi, dont l'ascension est elle-

Les ambitions des deux PDG correspondent à celles du Premier ministre Modi.

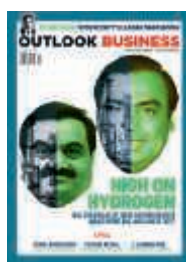
même liée à la spectaculaire croissance économique de la région quand il en était le chef du gouvernement. Les deux groupes se sont développés en établissant des positions dominantes dans quelques secteurs clés, puis en élargissant leurs activités à des domaines connexes. C'est ainsi qu'ils ont tissé des liens étroits avec toute l'économie indienne et qu'ils sont devenus vitaux pour elle – et pour la politique de Narendra Modi.

Reliance, par exemple, faisait à l'origine commerce de textiles, puis s'est lancé dans la fabrication d'étoffes, dans la production des polymères entrant dans la composition des tissus et enfin, dans celle des substances pétrochimiques permettant de fabriquer ces polymères. En 2017, le raffinage, l'énergie et la pétrochimie représentaient 91 % de ses revenus et 99 % de ses bénéfices. Depuis, le groupe s'est transformé. Jio, sa branche télécoms, qui a recruté son premier client en 2016, compte aujourd'hui 421 millions d'abonnés à son réseau de téléphonie mobile. Une activité qui sert à son tour à en créer d'autres, comme le raccordement au réseau 5G dans plusieurs grands centres répartis dans toute l'Inde.

Son pôle de vente au détail englobe 2 500 épicerie et 8 700 magasins d'électronique. Ainsi que 4 000 boutiques de mode, qui, l'an passé, ont vendu 430 millions de vêtements en boutique et en ligne. Des dizaines de grandes enseignes internationales de prêt-à-porter, de produits alimentaires et de jouets, bloquées par les réglementations indiennes [qui limitent les investissements étrangers], ont fait leur entrée dans le pays en créant des coentreprises avec Reliance. Celles qui ont choisi d'affronter seules la concurrence, comme Amazon et Walmart, se heurtent à des politiques qui les paralysent. Reliance possède aussi un grand pôle médias, qui comprend trois chaînes d'information, un département de production cinématographique et un important portail financier en ligne.

De son côté, Gautam Adani s'est lancé dans le négoce des diamants dans les années 1980. Les métaux et les céréales ont suivi. Puis il a obtenu une concession en 1998 du gouvernement pour gérer le développement du port de Mundra. Celui-ci dispose aujourd'hui d'une liaison ferroviaire et d'un aéroport de

À la une



L'HYDROGÈNE, NOUVEAU CHAMP DE BATAILLE

“Riche en hydrogène”, titre le magazine indien Outlook Business dans son numéro daté du 1^{er} mai 2022.

Sur la couverture, les visages de Mukesh Ambani et de Gautam Adani, les deux hommes les plus fortunés du pays, qui ont l'un et l'autre annoncé vouloir investir massivement dans l'hydrogène vert. “La rivalité entre ces deux hommes pourra-t-elle changer le montant de la facture des importations de l'Inde et son destin climatique ?” interroge le magazine.

“Rappelant la course à l'espace des milliardaires aux États-Unis, une compétition similaire a commencé en Inde. Il s'agit de la course pour dominer l'hydrogène vert, [...] de plus en plus désigné comme le carburant du futur.”

fret, ainsi que d'installations pour expédier du pétrole, du gaz naturel, du kérosène, des cargaisons sèches et des conteneurs. En matière de trafic, le port se classe au 26^e rang mondial. Gautam Adani ambitionne d'en faire le plus grand port mondial d'ici à 2030. Il a par ailleurs racheté une dizaine de ports plus petits et contrôle 24 % des capacités portuaires du pays, 43 % du trafic de conteneurs et 50 % des revenus portuaires. Cette expansion fulgurante s'accorde à merveille avec les objectifs du gouvernement, qui veut faire

de l'Inde une grande puissance exportatrice.

Des sociétés contrôlées par Adani importent plus d'un tiers du charbon du pays et distribuent 22 % de son électricité – en grande partie issue du charbon, et, de plus en plus, d'un réseau de fermes solaires. En pleine expansion, ses entrepôts stockent 30 % des céréales du pays. Ses sept aéroports, acquis en 2019, gèrent un quart du trafic passager et un tiers du fret aérien indiens. Un grand terrain situé à proximité de Navi Mumbai [ville nouvelle jumelle de Bombay] doit accueillir, d'ici à deux ans, le second aéroport de la région. Le premier fait partie de ceux qu'Adani Group a déjà rachetés.

OPA hostile. Parmi les autres opérations du conglomerat figurent 13 grands projets de construction de routes dans neuf États et la prise de contrôle du port israélien de Haïfa, un potentiel tremplin pour le commerce en Méditerranée. L'an dernier, après dix années de lutte, le groupe a achevé l'aménagement d'une mine de charbon, d'une voie ferrée et d'un port en Australie, et le charbon commence lentement à être exporté vers l'Inde.

Il était inévitable que les activités frénétiques des deux titans finissent par s'entrechoquer. En août, Gautam Adani a lancé une OPA hostile sur la chaîne de télévision NDTV [New Delhi Television Ltd], après avoir pris une participation de 49 % de [la plateforme d'information économique] Quintillion Business Media. Ces deux entités feront concurrence aux médias de Reliance.

Adani et Ambani ont chacun annoncé leur intention d'injecter plus de 70 milliards de dollars dans des projets énergétiques, notamment dans les domaines des batteries, de l'hydrogène et du solaire. Pour consolider son empire en pleine expansion, Gautam Adani a créé la surprise en participant aux enchères du

gouvernement pour le spectre 5G en août – possible prélude à un duel avec Reliance dans les télécoms. Parmi les projets industriels de Gautam Adani à Mundra figure une raffinerie, qui fera de l'ombre aux activités locales de Mukesh Ambani.

Cette compétition “pourrait pousser les deux parties à prendre des décisions financières imprudentes”, avertit le cabinet CreditSights. Comme c'est souvent le cas des industriels indiens, ils donnent déjà des raisons de s'inquiéter. Conséquence de sa stratégie frénétique, le groupe de Gautam Adani est “fortement surendetté”, met en garde CreditSights.

Toutefois, la rivalité pourrait tourner court. Gautam Adani, à 60 ans, est aujourd'hui au firmament du monde des affaires indien ; Mukesh Ambani, de cinq ans son aîné, s'en retire. Selon la rumeur – démentie par le groupe –, il aurait des problèmes de santé. L'assemblée générale de Reliance s'est déroulée en ligne, alors que ces réunions retrouvent leur mode présentiel à mesure que la pandémie impose moins de précautions.

Anticipant peut-être les questions que ce choix soulèverait, Mukesh Ambani a souligné qu'il avait assisté aux 45 assemblées annuelles de Reliance, la première s'étant tenue quand la société occupait une pièce avec deux tables et un téléphone. Mais le rôle joué à cette occasion par ses trois enfants porte à croire que la succession s'organise.

Il n'est pas exclu que les jours de l'“économie AA” soient comptés dans la configuration actuelle, même si celle-ci n'en finit pas de croître. Au vu des besoins gigantesques de l'Inde, il semble y avoir suffisamment de place dans le pays pour l'activité des deux hommes. Trouver deux autres patrons plus adaptés à cet environnement pourrait être impossible.—

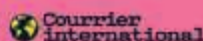
Publié le 1^{er} septembre



SIX PIEDS SUR TERRE

D'autres voix pour un monde durable

UN NOUVEAU PODCAST SIGNÉ



À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

SCIENCES



L'avenir du vin se joue en Allemagne

Oenologie. La prestigieuse université de Geisenheim, qui célèbre ses 150 ans, est à la pointe de la recherche sur le vin. Les scientifiques y étudient notamment les effets du dérèglement climatique sur le vignoble.



—Frankfurter Allgemeine Zeitung (extraits) Francfort

À u milieu de ces vignobles ancestraux, l'avenir de l'humanité montre son véritable visage. Et il n'est pas réjouissant. Face, pour Free Air Carbon Dioxide Enrichment [“enrichissement de l'air en dioxyde de carbone”], est le nom d'une expérience qui simule notre climat tel qu'il sera au milieu du siècle. Une expérience menée par l'École supérieure de Geisenheim – et une poignée d'autres centres de recherche dans le monde.

Des buses disposées en cercle aspergent à intervalles très réguliers, à la seconde près, du riesling, du cabernet sauvignon et plusieurs variétés de légumes avec du dioxyde de carbone. Ce

gaz à effet de serre est dispersé en quantités telles que sa concentration dans l'air est supérieure de 20 % à celle d'aujourd'hui et près de deux fois supérieure à celle d'avant la révolution industrielle.

Dans de telles conditions, la teneur en protéines des légumes dégringole; le raisin intensifie sa photosynthèse et accélère sa croissance, ce qui a pour conséquence, dans le cas de grappes compactes comme celles du riesling, que les grains s'écrasent les uns les autres et éclatent, à la merci des champignons et autres parasites.

Voilà le genre de projet de recherches qui vaut à cette école supérieure, nichée au cœur de la région du Rheingau [dans l'ouest de l'Allemagne], une aussi brillante renommée dans le monde du vin qu'Oxford ou Stanford dans le monde universitaire. Geisenheim

est l'un des grands centres de recherches mondiaux sur toutes les questions relatives à la viticulture et le centre de formation des meilleurs viticulteurs allemands.

Ses 1800 étudiants et 39 enseignants planchent également sur l'horticulture, les technologies des boissons, l'architecture du paysage, la sécurité alimentaire, la gestion de l'environnement, la bioéconomie, la phytomédecine, l'aménagement du paysage, la logistique des produits frais, la ville verte du futur. Mais Geisenheim est avant tout l'université du vin par excellence.

Elle ne l'est devenue qu'au fur et à mesure de sa longue histoire, bien qu'à sa création, il y a exactement cent cinquante ans, elle portait le nom d'Institut royal prussien de formation à l'arboriculture et à la viticulture. Elle

a été fondée par le fils d'un négociant en vin de Geisenheim, une figure haute en couleur dans la société allemande plutôt étriquée de l'époque.

Banquier, consul général, exportateur, mais aussi marchand d'armes, Heinrich Eduard von Lade avait fait fortune en fournissant systématiquement armes et munitions aux deux parties belligérantes des conflits [de son époque]. En 1861, à 44 ans, il peut se retirer des affaires et vivre de ses rentes à Geisenheim, où il fait bâtir le château de Monrepos, aujourd'hui partie intégrante de l'école. Il aménage tout autour un parc planté d'arbres exotiques et emploie toute son énergie à la création d'un institut d'enseignement et de recherche en pomologie [branche de l'arboriculture consacrée aux fruits].

Dans le Rheingau, qui devient prussien en 1866, poussent les meilleurs fruits de l'empire parce que, entre Mayence et Rüdesheim, le tronçon orienté est-ouest du Rhin – fleuve qui coule le plus souvent obstinément du sud vers le nord – métamorphose cette région bénie en une grande terrasse ensoleillée au climat quasi tropical.

Les pommes de Bismarck. L'ex-marchand d'armes, qui s'est acheté une conduite, envoie maintenant des pommes en guise de pots-de-vin au chancelier Bismarck et à l'empereur Guillaume I^{er} à Berlin, qu'il finit par convaincre de soutenir son projet. En 1872, il commence à enseigner à six élèves. Au programme : botanique, chimie, physique, zoologie, minéralogie, mathématiques, viticulture, connaissance du raisin, traitement du vin et culture des arbres en pot. Désormais, Heinrich Eduard von Lade ne semble plus vouloir que le bien de ses semblables – il entend minimiser les mauvaises récoltes, augmenter les rendements et ainsi offrir une vie meilleure aux agriculteurs.

Les vigneronns aussi trouvent en lui un bienfaiteur : quand, en 1860, venu de la côte est des États-Unis, le phylloxéra débarque dans le sud de la France et que, au cours des années suivantes, il dévaste le vignoble français, on sonne l'alarme à Geisenheim. En 1874, le jeune botaniste Georg David est envoyé dans le pays voisin pour se faire une idée du

↳ Dessin de Magee paru dans The Observer, Londres.

désastre. Il rentre des plus soucieux – “le danger est imminent” – et recommande le greffage des vignes comme unique solution : des variétés productives, qui donnent du bon vin, sont greffées sur des plants robustes et résistants au phylloxéra. Et c'est ainsi que, dès ses premières années d'existence, Geisenheim sauve le vin allemand.

Au fil du temps, le vin a pris de plus en plus de place au sein de l'école. Dès les années 1950, Geisenheim crée les premières

La vigne couvre 0,6 % de la surface agricole mais consomme 19 % des pesticides du pays.

chaires de professeur exclusivement consacrées au vin; en 1981, l'institut ouvre le cursus viticulture et oenologie; en 2003, sur fond de mondialisation du marché, il inaugure un cours d'économie internationale du vin; en 2013, il obtient le statut d'université. L'école a ainsi pour particularités son âge vénérable et le fait que, pendant la majeure partie de son histoire, elle a été la seule institution d'Allemagne où l'on pouvait obtenir un diplôme d'études supérieures en viticulture et en oenologie.

Aujourd'hui, les recherches qu'on y mène s'appliquent à l'ensemble du monde viticole. On y cultive un vignoble expérimental de trois manières différentes – intégrée, biologique et biodynamique –, afin de comparer les effets respectifs de ces méthodes sur la qualité du sol, la biodiversité et la composition phénolique des fruits. Dans une autre parcelle, on a greffé un même clone de riesling sur trois porte-greffes identiques, mais de trois années différentes : 1971, 1995 et 2012 – une expérience unique au monde, qui permet d'étudier sur le long terme l'évolution des rendements, la résistance au stress hydrique et la vulnérabilité aux maladies du bois de la vigne.

Prochainement, un troisième vignoble sera équipé de panneaux solaires semi-transparents qui protégeront les vignes de l'humidité et de la putréfaction, et produiront de l'énergie permettant de faire fonctionner des machines, comme des → 38

Fashion
L'HOMME
MODERNE

2 jeans à 29€

seulement !
au lieu de ~~79€~~

FRAIS DE PORT OFFERTS

Coupe 5 poches,
surpiquées
traditionnelles.
Fermeture zip et
boutons, 2 poches
cavalières,
poche ticket,
2 poches arrière.
100% coton,
lavable en machine.

Coloris assortis :
bleu et noir ;
tailles du 42 au 56.



42 > 56

RCS Paris B 410 714 885

VOS GARANTIES

- Satisfait ou Remboursé
- 30 jours pour changer d'avis
- Offre valable 1 mois

VOS FRAIS DE PORT OFFERTS AVEC LE CODE PRIVILÈGE V2467

0 892 680 165

Service 0.40 €/min
+ prix appel

7j/7 de 8h à 20h

lhommemoderne.fr/duo322

Indiquez le code **V2467** dans votre panier

À retourner sous enveloppe affranchie à : Fashion - L'Homme Moderne - BP 10884 - 27008 Evreux Cedex

V2467-P3875

OUI, je profite de votre offre de bienvenue et je reçois mon lot de 2 jeans denim (1 lot par foyer) pour 29€ au lieu de 79€. Les frais de port de 7,95€ me sont offerts.

Je choisis 42 (0237767) 44 (0237768) 46 (0237769) 48 (0237770)
ma taille: 50 (0237771) 52 (0237772) 54 (0237773) 56 (0237774)

Ci-joint mon règlement total de 29€ seulement par :

- Chèque à l'ordre de **FASHION - L'HOMME MODERNE**
 Carte bancaire (Carte Bleue, Visa, Eurocard-Mastercard).

N°: _____

Date de validité: _____ Cryptogramme au dos de ma carte: _____ (indispensable)

Cette offre ne m'engage à rien d'autre. Valable 1 mois pour la France métropolitaine et Monaco, dans la limite des stocks disponibles. Expédition sous 6 jours maximum.

Mme/M. : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Pour mieux vous servir : _____ Date de naissance : _____

Téléphone : _____

Email : _____

Date : _____

Signature obligatoire :

**FASHION
L'HOMME MODERNE**

Conformément à la loi «informatique et libertés» et au Règlement européen du 27 avril 2016, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données vous concernant. Par notre intermédiaire, vous pouvez être amené à recevoir des propositions d'autres entreprises. Si vous ne le souhaitez pas, il vous suffit de nous écrire à Fashion L'Homme Moderne - Service clientèle - 94971 Créteil Cedex 9, en nous indiquant vos nom, prénom, adresse et numéro de client. Vos données peuvent être communiquées à un tiers concerné dans le cadre d'un changement de contrôle, de fusion, de cession de fonds de commerce ou d'apport partiel actif de Reder SAS. Les 2 jeans sont de même taille et ne peuvent être vendus séparément, prix unitaire de chaque jean 39,50€.

36 ← robots désherbeurs autonomes. Un jour, ces machines pourraient aussi fournir des informations sur les attaques fongiques ou le degré de maturité du raisin.

Ce projet est piloté par la biogéochimiste Claudia Kammann, qui travaille aussi sur le dispositif Face et sur l'atténuation du dérèglement climatique, c'est-à-dire le rôle actif que chacun d'entre nous peut jouer dans la lutte contre le réchauffement. Elle étudie par ailleurs la possibilité, par la formation de couches d'humus et de biomasse, de retirer du dioxyde de carbone de l'atmosphère et cherche des solutions de remplacement aux méthodes phytosanitaires actuelles. Car la viticulture n'est pas toujours un modèle d'écologie : les vignes ne couvrent que 0,6 % des surfaces agricoles allemandes, mais consomment 19 % des produits phytosanitaires du pays.

Un collègue de Claudia Kammann, Rainer Jung, de l'Institut œnologique, étudie les raisons pour lesquelles un fort ensoleillement, conséquence du dérèglement climatique, entraîne la formation de

L'école séduit même des cadres en quête de sens et des journalistes spécialisés.

triméthyl-dihydronaphthalène dans le vin [auquel il donne un arôme de pétrole] et provoque le vieillissement prématuré du riesling au bout d'un ou deux ans seulement. Durant quatre semestres, il inculque aussi à ses étudiants les finesses de l'analyse sensorielle, notamment les subtiles différences entre l'ortholfaction, qui se produit dans le nez (odeurs), et la rétro-olfaction, qui a lieu en bouche (arômes), lorsqu'on goûte le vin et que celui-ci s'évapore sur la langue.

Cela fait longtemps que l'école est dépassée par son succès et que ses étudiants en viticulture ne sont plus seulement des enfants de vigneron. Quantité de passionnés venus d'horizons variés viennent se former à l'économie internationale du vin pour ensuite diriger un domaine quelque part dans le monde. Un diplôme de Geisenheim ouvre en grand des portes sur tous les

continents. L'institution séduit même des cadres en quête de sens, des personnes d'un certain âge qui réalisent le rêve de leur vie ou encore de célèbres journalistes spécialisés.

Au fond du tonneau. Pas étonnant, donc, que l'école se sente à l'étroit. En septembre 2020, le campus est devenu le plus grand chantier du Rheingau. Pour une centaine de millions d'euros, on y construit un bâtiment avec des salles de séminaire, un centre de technologie des boissons, un amphithéâtre de 650 places et un institut de recherche en viticulture durable qui se concentrera sur les effets du dérèglement climatique et accueillera sur son toit des serres en forme de dôme permettant de simuler le climat du futur. Aux bâtiments s'ajoutent un domaine viticole de 36 hectares - 10 consacrés à la viticulture, le reste à la recherche -, des champs d'essais et des serres.

Depuis des décennies, la tradition veut que pour chaque promotion viticulture et œnologie, les noms des diplômés soient gravés au fond d'un tonneau, associés à des événements de l'année écoulée - le premier pas sur la Lune, la réunification allemande... Robert Lönarz, président de l'Association des anciens élèves et responsable de la communication de l'université, a aménagé dans l'une des caves voûtées un espace pour les réunions des anciens. Mais aussi une salle du trésor avec les meilleures créations des étudiants de Geisenheim - sans doute la seule université d'Allemagne où l'on serve du vin à la cantine.

— Jakob Strobel y Serra
Publié le 8 août

SOURCE

FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG

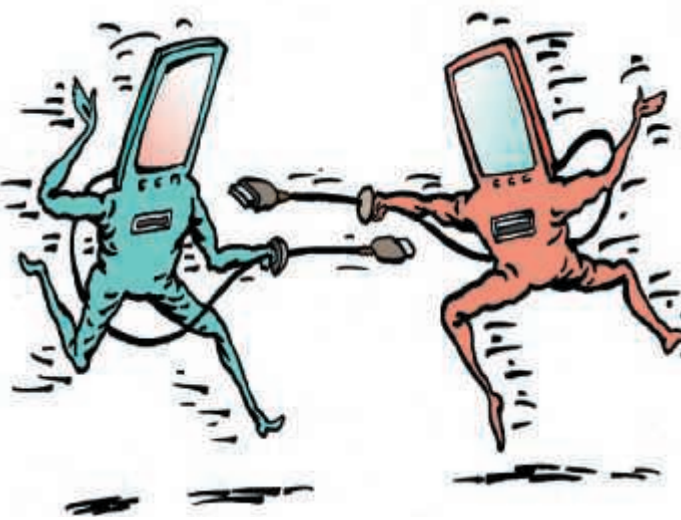
Francfort, Allemagne
Quotidien, 197 000 ex.
faz.net

Fondée en 1949 et menée par une équipe de cinq directeurs, la FAZ, grand quotidien conservateur et libéral, est un outil de référence dans les milieux d'affaires et intellectuels allemands.

TECHNO

L'Europe adopte le chargeur universel

Normalisation. Le Parlement européen vient enfin d'approuver le projet de connecteur unique pour tous les fabricants. Y compris Apple.



— Le Temps (extraits) Genève

C'est une phrase qui résume à elle seule le chemin de croix européen pour parvenir à harmoniser les chargeurs : "Nous avons attendu ces règles pendant plus de dix ans, mais nous pouvons enfin laisser la pléthore actuelle de chargeurs aux oubliettes", a affirmé mardi [4 octobre] le député européen Alex Agius Saliba, rapporteur du projet de loi. Oui, le député travailliste maltais a raison, l'Union européenne (UE) aura mis plus d'une décennie pour parvenir à un accord sur les chargeurs. Et non, il n'est pas du tout certain que cette "pléthore de chargeurs" disparaisse. Car, évidemment, tous les regards se tournent vers Apple, réfractaire depuis toujours à cette harmonisation.

Reste que l'UE a bel et bien franchi une étape importante vers la création d'un chargeur unique. Par 602 voix pour (13 votes contre et 8 abstentions), le Parlement européen a voté en faveur de ce projet. Ce chargeur unique, ce sera l'USB-C, que l'on voit de plus en plus équiper téléphones, consoles de jeux portables et ordinateurs. Il sera obligatoire pour tous les appareils domestiques

d'une puissance inférieure ou égale à 100 watts. En face reste le port Lightning d'Apple, dont sont équipés tous ses iPhone actuels. Il deviendra illégal.

Le Conseil européen va rapidement approuver la nouvelle directive, puis les États membres auront douze mois pour transposer les règles dans leur droit national. Et ils disposeront d'un an supplémentaire pour les appliquer. Les exigences d'interopérabilité entreront ainsi formellement en vigueur à la fin de 2024. Mais pas pour tous les produits : les ordinateurs portables ne seront concernés qu'à partir du printemps 2026.

Stimuler l'innovation. Au bout du compte, il aura donc fallu attendre treize ans pour une décision définitive, depuis le premier projet européen. Et même quinze pour une entrée en force dans la pratique. Pourquoi un processus aussi long pour une "loi à l'épreuve du temps", comme l'imaginait mardi Alex Agius Saliba ? Avant tout à cause de la réticence d'Apple, qui n'a jamais voulu abandonner son connecteur propriétaire Lightning (lancé en 2012), ni son connecteur précédent à 30 broches. La firme américaine a toujours affirmé que la laisser développer ses propres

↳ Dessin de Kazanevsky, Ukraine.

ports permettait de stimuler l'innovation. En face, ses détracteurs accusent la société dirigée par Tim Cook de maximiser ses profits, en vendant elle-même davantage de chargeurs Lightning et en touchant de l'argent pour chaque chargeur ou câble Lightning vendu par une société tierce.

L'UE n'est pas dupe de ces pratiques, elle qui affirmait mardi que le chargeur unique "permettra de supprimer la dépendance technologique des consommateurs à l'égard des producteurs, aussi appelée 'effet lock-in'". À noter qu'Apple a par ailleurs déjà adopté le connecteur USB-C pour charger ses ordinateurs Mac.

De son côté, Bruxelles met aussi en avant l'aspect environnemental. Selon Margrethe Vestager, vice-présidente de la Commission européenne, "le déploiement d'un

Il aura fallu attendre treize ans pour une décision définitive, depuis le premier projet européen.

chargeur unique va représenter au moins 200 millions d'euros d'économies par an pour les consommateurs européens et permettre de réduire de plus de 1 million de tonnes les déchets chaque année."

La suite sera intéressante à suivre. Pour l'heure, l'UE ne précise pas comment elle-même, ou surtout ses membres, pourra sanctionner d'éventuelles entreprises récalcitrantes. Y aura-t-il des amendes ? voire des interdictions de vendre certains appareils sur le territoire européen ? C'est possible.

Mais il n'est pas certain que l'on en arrive à de telles extrémités. En effet, il est probable que les prochains iPhone, commercialisés à l'automne 2023, mais plus probablement ceux de l'automne 2024, seront dépourvus de connecteur : la charge pourrait alors s'effectuer sans fil. Ce qui posera alors deux nouveaux problèmes : que feront les consommateurs de tous les câbles avec connecteur Lightning ? Et y aura-t-il alors une harmonisation des chargeurs sans fil, pour qu'un appareil de Samsung recharge un téléphone d'Apple, et vice-versa ? Pour l'heure, il n'y a pas de norme unique en la matière.

— Anouch Seydaghia
Publié le 4 octobre



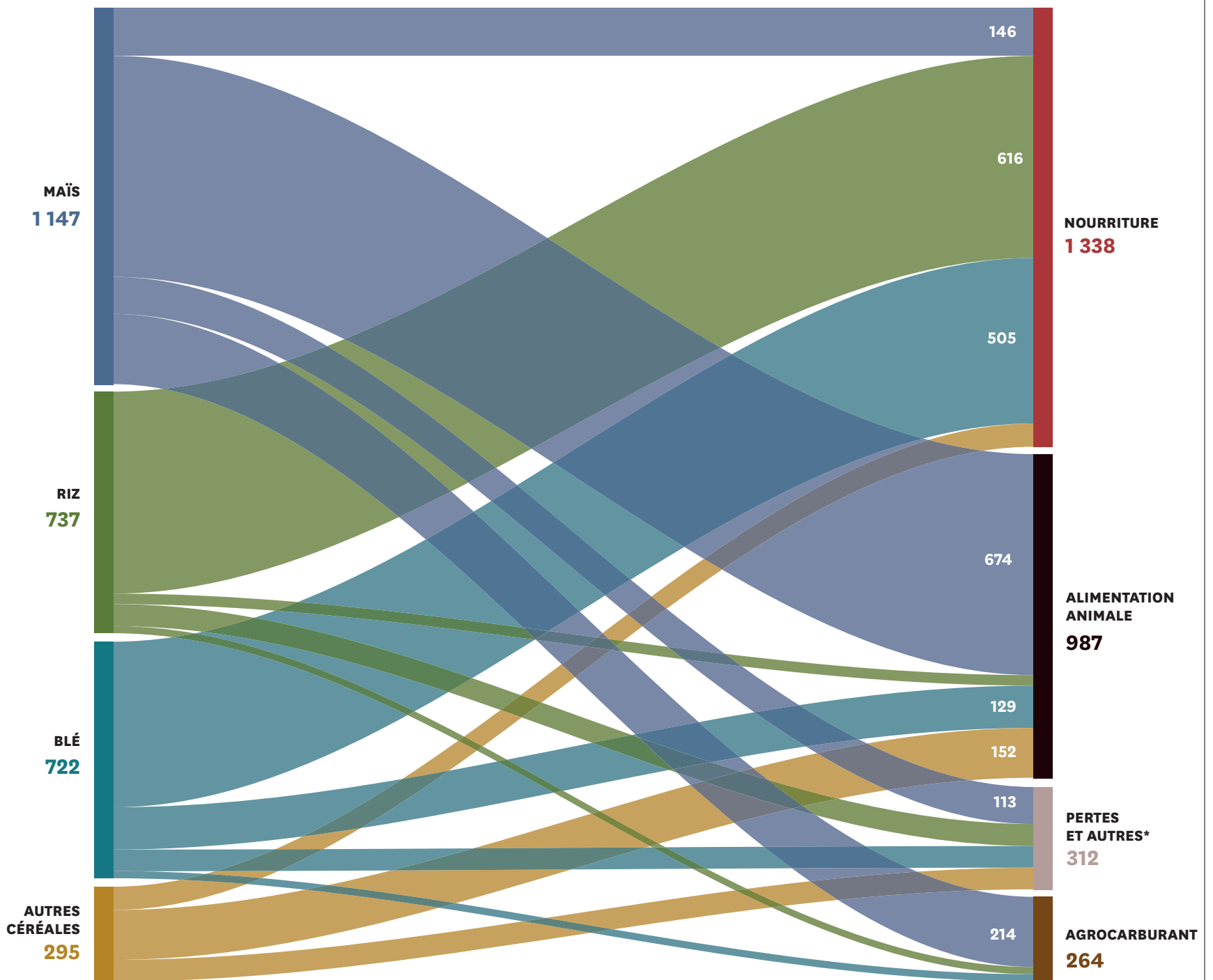
signaux

Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

Des céréales à tout faire

Près de la moitié des céréales produites dans le monde est transformée en carburant ou en aliments pour les animaux.

Utilisation mondiale des 2,9 milliards de tonnes de céréales en 2019 (en millions de tonnes)



Source : FAO | @duc_qn basé sur une visualisation de "The Economist"

* Autres : semences, transformation alimentaire (sucre, huiles et graisses, boissons alcoolisées).



La source

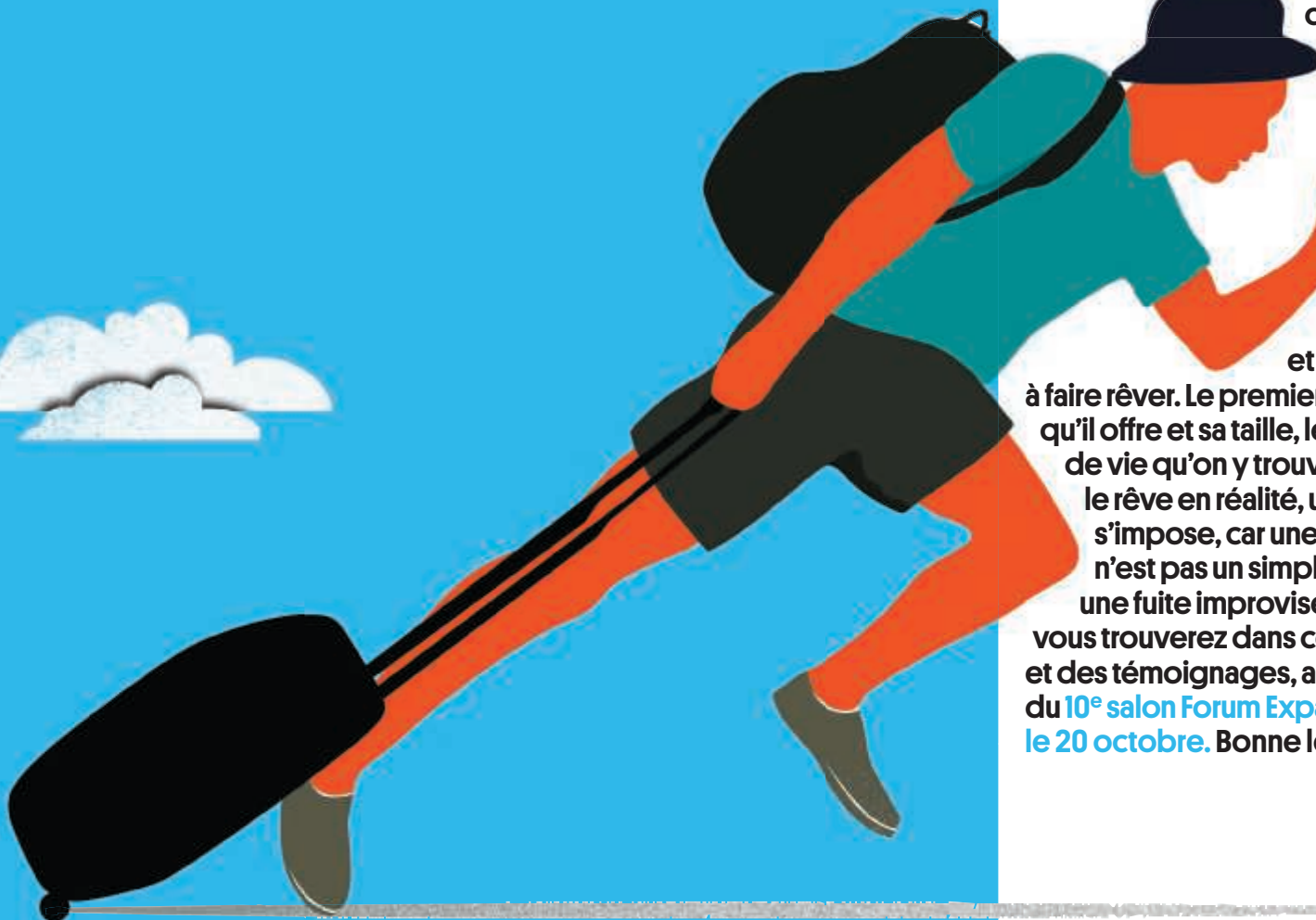
LE TEMPS. Le grand quotidien suisse a publié cette infographie le 5 août, alors que, du fait de l'invasion russe, 20 millions de tonnes de céréales étaient bloquées en Ukraine. "Si la reprise des exportations ukrainiennes devrait contribuer à atténuer la crise

alimentaire, il faut souligner qu'il y a déjà assez de céréales pour nourrir l'humanité entière", notait toutefois le journal. Et un moyen simple pour éviter une pénurie de céréales serait de manger moins de viande.



**Forum
expat**
leforumexpat.com

LES NOUVELLES DESTINATIONS



La pandémie de Covid-19 a bousculé nos vies, nos habitudes et nos projets de départ à l'étranger. Mais depuis deux ans nous avons appris à vivre avec les contraintes sanitaires, tandis qu'un peu partout les frontières s'ouvrent à nouveau et que les restrictions sont allégées. Partir vivre à l'étranger, pour ses études, son travail ou simplement pour découvrir un pays, est redevenu facile et est même plus que jamais nécessaire pour s'ouvrir aux autres, rappelle *The Times*, à Londres. De très nombreuses personnes choisissent de devenir des "nomades numériques" en télétravaillant souvent loin de chez elles, sous des cieux à la fiscalité ou au climat plus cléments. L'Asie, particulièrement, a le vent en poupe, et plusieurs pays offrent des "visas en or" pour permettre à ces nouveaux migrants privilégiés de s'installer facilement.

D'autres rivalisent d'imagination pour attirer les expats. En Sardaigne, par exemple, vous serez accueilli à bras ouverts..., à condition d'acheter une maison! Certaines destinations, comme le Canada et le Portugal, continuent à faire rêver. Le premier pour les perspectives qu'il offre et sa taille, le second pour la qualité de vie qu'on y trouve. Mais pour transformer le rêve en réalité, une préparation soignée s'impose, car une expatriation réussie n'est pas un simple voyage ou même une fuite improvisée. Pour vous y aider, vous trouverez dans ce dossier des informations et des témoignages, ainsi que le programme du 10^e salon Forum Expat, qui aura lieu le 20 octobre. Bonne lecture et bon voyage!

— Ingrid Therwath,
responsable de Courrier Expat

Plaidoyer pour que les jeunes **voyagent**

La crise économique et climatique pousse les jeunes à moins (ou à ne plus) voyager. Mais si cette tendance s'avérait pérenne, c'est toute la société qui en pâtirait, explique cette jeune journaliste.

—The Times Londres

L'un des gros avantages d'avoir moins de 30 ans, c'est que l'on se sent encore libre comme l'air. On sait qu'avec un passeport en poche et un peu d'argent sur son compte on peut aller à peu près où l'on veut. On trouve des vols et des trains de dernière minute à des prix dérisoires pour toutes les villes d'Europe, avec des auberges de jeunesse, des Airbnb ou juste des canapés où dormir. Si l'on n'a pas peur de partir à point d'heure, de faire longuement la queue et d'épuiser tout son salaire, alors il est possible de partir à la découverte du monde chaque week-end. Il suffit d'avoir le goût de l'aventure et de disposer d'un emploi que l'on peut retrouver sans problème le lundi matin.

Enfin, c'était comme ça auparavant! Mais après un été marqué par des grèves de cheminots et des défaillances des compagnies aériennes, par la flambée du coût de la vie et par des épisodes de canicule inquiétants, l'avenir des voyages bon marché pour jeunes apparaît bien incertain. Pendant mes vacances, j'ai sans arrêt dû composer avec des dépenses inattendues, car les trains annulés et les vols retardés m'ont fait manquer des correspondances, et à ce rythme-là on peut vite se retrouver étranglé financièrement pour peu qu'on ait un budget serré.

Même en parvenant à mettre un peu d'argent de côté pour les voyages, il reste l'épineuse question de la crise climatique. Il n'y a pas un de mes amis qui ne se sente coupable de prendre l'avion, car nous voulons avoir un avenir quand même! C'est pourquoi il est fort probable que les jeunes âgés, comme moi, d'une vingtaine d'années se mettent à réduire leurs voyages, au cours des prochaines années du moins. Je ne pense pas que nous cesserons complètement, mais ces envies de filer sur un coup de tête vers n'importe quelle ville européenne desservie par un vol à une vingtaine d'euros le vendredi soir, elles, vont disparaître. "Et alors?" pourrait-on me faire remarquer. Vous avez de la chance si ce qui vous fait le plus râler en cette période de crise du coût de la vie, c'est

juste d'avoir moins la possibilité de voyager." Oui, j'ai conscience d'avoir de la chance, mais la fin des escapades bon marché risque d'avoir des répercussions plus importantes qu'il n'y paraît pour les jeunes.

Ce n'est pas pour rien qu'on a l'habitude de dire que les voyages forment la jeunesse : être parachuté dans un environnement inconnu à l'âge où l'on est le plus réceptif fait naître des idées ou des façons de penser nouvelles, et des réformes qui font avancer la société dans son ensemble, pas seulement quelques individus. C'est ainsi qu'au milieu du XIV^e siècle Geoffrey Chaucer a parcouru toute la France et en est revenu avec un style qui allait changer à jamais la poésie anglaise. À l'aube du XIX^e siècle, de jeunes aristocrates à l'humeur mélancolique ont été émerveillés par les Alpes, ce qui les a conduits à leur retour au bercail à créer le mouvement romantique. Et si les Beatles n'étaient pas partis en Inde pour tromper leur ennui, nous n'aurions pas eu l'"Album blanc" [en novembre 1968]. C'est en étant secouée par des idées ramenées clandestinement dans les sacs à dos sales de jeunes bourlingueurs que la société britannique a toujours progressé. Si nous perdons cela, nous risquons de rester bloqués sur place.

—Susie Goldsbrough
Publié le 29 août

SOURCE



THE TIMES

Londres, Royaume-Uni
Quotidien, 396600 ex.
thetimes.co.uk

Le plus ancien des quotidiens britanniques (1785) et le plus connu à l'étranger appartient depuis 1981 à Rupert Murdoch. Il a longtemps été le journal de référence et la voix de l'establishment. Aujourd'hui, il a un peu perdu de son influence, et les mauvaises langues l'accusent de refléter les idées conservatrices de son propriétaire. En 2004, The Times est passé au format tabloïd.

RENDEZ-VOUS À FORUM EXPAT

PROGRAMME

Emploi, études, santé, famille...
Le 20 octobre, le groupe Le Monde organise, pour la dixième année consécutive, le salon Forum Expat, en partenariat avec *Courrier Expat*, la rubrique de *Courrier international* destinée aux actuels et futurs expatriés.

Cette nouvelle édition va se dérouler le 20 octobre dans l'auditorium du groupe Le Monde (en présence des intervenants, mais sans public) et sera entièrement diffusée en ligne sur notre site ainsi que sur Facebook, YouTube et LinkedIn. Le public pourra poser, en ligne, des questions aux intervenants et également se connecter à une plateforme de rendez-vous afin d'échanger plus spécifiquement avec certains de nos partenaires.

20 OCTOBRE

10 h 30-11 h 30

"Retraite et expatriation au soleil à l'île Maurice" avec l'Economic Development Board de l'île Maurice.

12 heures-13 heures

"Partir en volontariat à l'international : comment s'engager dans des missions solidaires et responsables?" avec France Volontaires.

13 h 30-14 h 30

Table ronde "Nouvelle destination phare d'expatriation : le Portugal".

15 heures-16 heures

"Vivre et travailler au Québec" avec la délégation générale du Québec à Paris.

16 h 30-17 h 30

"Les 5 conseils bancaires pour arriver au Canada en toute tranquillité" avec la Banque nationale du Canada.

18 h-19 h

"Les coulisses de l'expatriation : le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères vous dit tout" avec Laurence Haguenaer, directrice des Français à l'étranger et de l'administration consulaire au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

← Dessin de Falco, Cuba.

Direction l'Asie grâce à des “visas en or”

Indonésie, Cambodge, Malaisie, Singapour, Thaïlande : ces pays ont lancé récemment des nouveaux visas assortis d'avantages divers pour attirer les candidats à l'expatriation, à condition qu'ils disposent de revenus confortables ou de compétences recherchées.

Les **rainmakers**, autrement dit les “fiseurs de pluie” – professionnels très qualifiés, chefs d'entreprise, retraités aisés ou investisseurs : c'est-à-dire tous ceux susceptibles d'apporter une contribution notable aux économies locales –, sont de plus en plus les bienvenus en Asie, constate **Bloomberg.com** : “Les pays d'Asie du Sud-Est notamment sont en train d'envoyer un message identique aux candidats à l'expatriation : si vous avez de l'argent ou un métier bien rémunéré, nous vous ouvrons grand nos portes.”

Le ONE Pass pour Singapour, le visa Premium pour la Malaisie, le CM2H pour le Cambodge ou le Long Term Resident Visa (LTR) pour Singapour : voilà quelques-uns des nouveaux sésames proposés par les pays de la région.

À Singapour, à partir du 1^{er} janvier 2023, il suffira de prouver un revenu annuel de 30000 dollars singapouriens (21000 euros) pour décrocher un permis de séjour de cinq ans. Mais les demandes des étrangers qui excellent dans les disciplines sportives, artistiques, scientifiques ou encore dans les nouvelles technologies seront examinées avec bienveillance s'ils ne satisfont pas ce critère de revenu, a fait savoir le gouvernement.

Au Cambodge, il faut être prêt à investir l'équivalent de 100000 dollars dans un projet immobilier homologué par les autorités pour profiter du nouveau programme intitulé Cambodia My Second Home (CM2H). Moyennant quoi le nouveau visa de dix ans est susceptible d'ouvrir la voie vers la citoyenneté à des entrepreneurs étrangers, mais aussi à des chercheurs et à des professionnels confirmés. En Thaïlande, une dizaine de jours après le lancement du nouveau visa de long séjour (dix ans), le gouvernement a annoncé avoir déjà reçu 400 candidatures émanant essentiellement de nomades numériques et de retraités aisés – il faut gagner l'équivalent de plus de 80000 dollars par an.

En Malaisie, le nouveau visa Premium (PViP) s'adresse à des candidats ayant au moins 480000 ringgits (106350 euros) de revenus annuels. Ceux-ci doivent en outre être prêts à déposer dans une banque malaise la coquette somme de 1 million de ringgits (221500 euros).

En échange, ils pourront bénéficier d'un permis de séjour valable vingt ans – sans aucune obligation de résidence effective.

Pour rivaliser avec les pays voisins, les gouvernements n'hésitent pas à réformer leurs politiques d'immigration, relève **Bloomberg.com**. “La Malaisie tient compte de ce que propose la Thaïlande et vice versa”, constate Philippe May, conseiller en immigration à Singapour. Je ne serais pas surpris si l'Indonésie proposait prochainement quelque chose de plus intéressant [que le permis de travail de deux ans actuellement en vigueur]. Les Philippines pourraient également proposer de nouveaux programmes.”

D'ores et déjà, plusieurs de ces nouveaux visas offrent aux heureux bénéficiaires des avantages non négligeables. Tel le CM2H cambodgien, qui est assorti d'un permis de travail et garantit l'accès aux soins de santé, à des services de traduction ainsi qu'à une assistance pour ouvrir des comptes bancaires ou demander des licences commerciales. Bref, “si vous avez de l'argent à dépenser et si vous avez envie de changer de décor, il n'y a jamais eu autant de possibilités dans la région”, confirme **Bloomberg.com**.

— **Courrier Expat**

Repères

QUELLES SONT LES VILLES LES PLUS AGRÉABLES EN EUROPE ?

Vienne, Copenhague, Zürich, Genève et Francfort forment dans cet ordre le top 5 établi par **The Economist**. Sur cinq paramètres (culture et environnement, éducation, soins de santé, stabilité et infrastructures), le magazine britannique a comparé 172 villes. Les scores moyens retrouvent leurs équivalents d'avant la pandémie, précise le titre. Or, l'embellie ne concerne que l'ouest du continent. À l'est, **The Economist** met en avant la lenteur des campagnes de vaccination et la prééminence de la corruption. Les villes russes ont reculé au classement depuis le durcissement du régime de Poutine et l'invasion de l'Ukraine. Cette année, Istanbul arrive en dernière position.

✍ **Dessin de Ramsés, Cuba.**

À Bali, une ruée sur l'immobilier

●●● Depuis la pandémie, de plus en plus d'étrangers élisent domicile à Bali à plus ou moins long terme. Le faible coût de la vie sur place, le recours généralisé au télétravail et des visas spéciaux sont responsables de ce changement. “Au cours des dix-huit derniers mois, je n'ai jamais vu autant de monde à Bali”, a déclaré un agent immobilier à **Business Insider**. “En nombre de ventes, nous réalisons trois ou quatre fois notre moyenne habituelle.” Pour la première fois, il est difficile de louer une maison pour un mois ou plus, et aussi d'acheter une maison vraiment peu cher, sur ce marché devenu très concurrentiel.

La Thaïlande déroule le tapis rouge

●●● Depuis le 1^{er} septembre, le pays – qui proposait déjà un “visa doré” aux expatriés fortunés – délivre un visa de dix ans avec allègements fiscaux à la clé, nommé visa de long séjour (*long-term resident visa*, LTR), destiné aux nomades numériques, professionnels qualifiés et retraités fortunés. Il leur épargne de multiples rendez-vous avec les services de l'immigration, le recours éventuel à un avocat ainsi que l'obligation de bloquer une somme d'argent dans une banque thaïlandaise. L'objectif, ambitieux, est d'attirer 1 million d'expats supplémentaires lors des cinq prochaines années, explique le **South China Morning Post**.



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com/expat

“Enquête. Burn-out, stress, solitude : le malaise des expats en Asie”.

Selon une étude récente, les expatriés installés en Asie se sentent très isolés et surmenés et envisagent de partir. Une nouvelle génération pourrait bénéficier de ces départs.



**MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



CONCEPTION GRAPHIQUE : WWW.LILIKLIK.COM / CRÉDIT : © MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

LES COULISSES DE L'EXPATRIATION : LE MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES VOUS DIT TOUT !

Par où commencer ? Où trouver l'information ? Quelles démarches effectuer avant le départ et sur place ? Quelles précautions (sanitaires, sécuritaires...) prendre ? Une expatriation ne s'improvise pas ! France consulaire est le service public au quotidien du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Documents d'identité, état civil, scolarisation des enfants, permis de conduire, élections, documents à légaliser... France consulaire vous accompagne dans toutes les étapes de votre vie à l'étranger.



CONFÉRENCE

de Mme Laurence Haguenaer,
Directrice des Français à l'étranger
et de l'administration consulaire

► **POUR DES INFORMATIONS**
pratiques et l'actualité liée à
l'expatriation, n'attendez plus...
suivez-nous sur Twitter et
Facebook !

► **SITE DE FRANCE DIPLOMATIE :**
[www.diplomatie.gouv.fr/fr/
services-aux-francais](http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/services-aux-francais)

“J’ai tout plaqué pour partir vivre à Lisbonne”

S’installer dans un pays étranger, découvrir sa culture, sa langue et se faire des amis en pleine pandémie n’est pas évident. Une expatriée britannique qui vit depuis deux ans au Portugal raconte son arrivée et son quotidien.

Jessica Wood connaissait déjà le Portugal depuis 2015 et y était retournée en voyage chaque année depuis. Mais, en 2020, la vie de cette Britannique d’origine jamaïcaine a drastiquement changé lorsqu’elle a décidé de s’installer à Lisbonne. Elle s’est confiée au site de voyage et d’information américain **Travel Noire**, qui s’adresse à la diaspora afro-descendante.

Jessica Wood a saisi une opportunité professionnelle pour s’installer dans la capitale portugaise pendant l’été 2020. Elle est aujourd’hui consultante en stratégie au sein du think tank House of Beautiful Business et œuvre pour rendre l’art plus accessible.

“Le timing était parfait, car j’ai pu tout régler avant le Brexit, ce qui a facilité mon installation.” Elle a eu la chance de trouver un toit grâce à ses amis mais elle explique qu’avec le boom que connaît le Portugal, “le marché [de l’immobilier] est saturé”, notamment dans les quartiers qui attirent le plus les étrangers comme Santos ou

entrer en contact avec beaucoup d’artistes et ai trouvé une communauté d’autres femmes noires, portugaises et étrangères, ce qui a été un facteur important pour que je me sente plus chez moi ici”, précise-t-elle.

Au quotidien, l’expatriée considère que les gens ont une vie sociale plus active en semaine en comparaison avec son Royaume-Uni natal. Elle-même en profite pleinement à la sortie du travail, en se baladant dans les nombreux parcs de la ville ou en suivant la ligne de train longeant la côte de Lisbonne à Cascais avec des amis.

La ville, dans laquelle on peut toujours tomber sur un “événement gratuit” au détour du chemin, déborde d’“énergie créative”, selon Jessica Wood. Concernant le monde artistique, la ville a une particularité : “En l’absence d’un système de financement centralisé, il y a des petites structures autonomes et des activités de création collaborative”, un système que cette expatriée britannique découvre encore chaque jour.

— **Courrier Expat**

Jessica considère que les gens ont une vie sociale plus active en comparaison avec son Royaume-Uni natal.

Lapa. Ces nouvelles arrivées ont cependant stimulé l’activité économique puisque des commerces se sont installés en nombre croissant pour satisfaire la demande. “Les expats ont un pouvoir d’achat nettement supérieur à celui des Portugais, et c’est en train de changer le paysage de Lisbonne”, observe-t-elle. Son conseil pour trouver un logement : utiliser les groupes Facebook, que ce soit pour du court ou du long terme.

Jessica Wood a vécu ces deux années dans la capitale portugaise de façon très inégale, notamment à cause des restrictions sanitaires à son arrivée, en été 2020. “Pendant ma première année, j’étais très isolée et je me suis concentrée sur moi-même. [...] Il y avait beaucoup de défis à relever : apprendre le portugais, essayer de se faire des amis et de se rapprocher de la scène artistique et créative de Lisbonne”, confie-t-elle. C’est à partir de l’été 2021 que les choses ont changé pour elle, “Lisbonne s’est remise à vivre”, selon ses mots, et sa vie sociale a pris forme. “J’ai pu



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com/expat

Lisbonne vs Londres : les jeunes créatifs ont choisi

La capitale portugaise attire les talents du monde entier.

Une mauvaise nouvelle pour Londres, qui est en train de perdre du terrain en matière de créativité et d’innovation, met en garde une tribune publiée par “The Times”.

↓ Dessin de **Beppe Giacobbe**, paru dans **Corriere della Sera**, Milan.

Les six destinations qui montent depuis la pandémie

À la recherche d’une meilleure qualité de vie et de liberté après plus de deux ans de pandémie, les expatriés font des choix géographiques plus stratégiques qu’avant, selon le média américain Bloomberg.

KUALA LUMPUR “Il y a à la fois beaucoup de mélanges culturels et linguistiques et une véritable harmonie dans cette diversité”, témoigne Caroline Pujo, consultante dans l’événementiel d’origine française. Mais attention, la connexion Internet est assez lente dans la capitale malaisienne.

LISBONNE Le Portugal attire de plus en plus d’expatriés, notamment américains. “À New York [...] on n’aurait jamais eu les moyens d’acheter”, explique la rédactrice free-lance Allison Baxley, originaire de New York, qui s’y est installée avec sa famille, en août 2021.

DUBAÏ Cette ville des Émirats arabes unis est une destination très populaire depuis une dizaine d’années, mais cette tendance s’est accentuée avec la pandémie et la guerre en Ukraine. “La pandémie a très bien été gérée à Dubaï”, raconte Bernd Hanke, partenaire d’un fonds d’investissement établi à Londres.

BANGALORE Véritable pôle de la tech, cette ville du sud de l’Inde voit son nombre d’entreprises et d’expat grossir depuis plusieurs années. Cette croissance s’accompagne d’ouverture d’écoles internationales et de nombreux commerces.

MEXICO La ville attire de nombreux expatriés, notamment des nomades numériques. C’est aussi la première ville d’Amérique latine à avoir légalisé le mariage pour tous, en 2009. “Il y a un niveau incroyable de talent et d’ambition en Amérique latine”, s’enthousiasme Brian Requarth, originaire de Californie et PDG d’une plateforme numérique.

RIO DE JANEIRO Marie Allasseur, originaire de Paris et responsable des opérations commerciales pour une plateforme immobilière, a choisi Rio juste avant que la crise sanitaire ne touche le monde entier. “J’aime l’équilibre que j’ai. J’ai appris à ralentir le rythme et à profiter de ce que j’ai”, confie-t-elle.



Simplifions votre arrivée au Canada

À Banque Nationale du Canada, nous croyons en l'importance de chacun et que chaque geste posé a de la valeur. C'est pourquoi nous créons et entretenons une relation de confiance à long terme avec chaque client par des conseils et des services personnalisés soutenant la réalisation de ses objectifs de vie.

En ce titre, nous sommes heureux de proposer aux nouveaux arrivants au Canada une offre bancaire adaptée à leurs besoins.

Profitez d'une offre sans frais mensuels fixes jusqu'à 3 ans et d'un service d'accompagnement téléphonique gratuit pendant un an. Avec plus de 400 succursales, Banque Nationale du Canada est là pour vous guider et vous offrir tous les services bancaires indispensables. Vous êtes établi au Canada depuis moins de cinq ans et sur le point de vous installer? Découvrez les détails de l'offre aux nouveaux arrivants à bnc.ca/immigrer.

Êtes-vous prêt à profiter de l'offre pour les nouveaux arrivants? Ouvrez un compte en ligne en faisant la demande d'ouverture de compte en ligne depuis votre pays ou à votre succursale au Canada et recevez un courriel de confirmation pour planifier un rendez-vous à votre succursale à votre arrivée au Canada. Vous pourrez y activer votre compte, récupérer votre carte de débit et en profiter pour adhérer à nos autres produits et services pour les nouveaux arrivants.

Les conditions s'appliquent. Pour plus d'informations, visitez bnc.ca/immigrer. Banque Nationale du Canada n'est pas une banque agréée en France.

À propos de Banque Nationale du Canada

Forte d'un actif de 344 milliards de dollars au 31 janvier 2021, la Banque Nationale du Canada, avec ses filiales, est l'un des plus importants groupes financiers intégrés canadiens. Elle compte plus de 26 000 employés dans des fonctions à contenu élevé de savoir, et a été maintes fois primée pour ses qualités d'employeur et son engagement à l'égard de la diversité.

Ses titres sont cotés à la Bourse de Toronto (TSX : NA).

La Sardaigne

SOUS CONDITIONS

Pour faciliter leur installation sur l'île italienne, les travailleurs à distance se voient offrir un chèque de 15 000 euros, mais il y a un hic : ils doivent acheter une maison sur place. Un dispositif qui peine à convaincre, explique le site Sifted.

Des sites naturels exceptionnels associés à un climat de rêve : a priori, la Sardaigne a de bons arguments pour séduire les travailleurs à distance désireux de fuir le stress urbain. Et comment ne pas se laisser tenter quand les autorités locales proposent en outre un joli chèque aux nouveaux venus ? Sauf qu'en l'occurrence, pour bénéficier d'un coup de pouce, les candidats doivent remplir un certain nombre de conditions, rapporte le site **Sifted**, consacré à l'actualité de la tech : "À ceux qui veulent s'installer sur ses côtes ensoleillées, la région autonome de Sardaigne propose un chèque de 15 000 euros. Mais il y a un bémol : les intéressés doivent impérativement se servir de cette somme pour acheter ou pour rénover une maison située dans un village de moins de 3 000 habitants."

Et ce n'est pas la seule obligation imposée aux nouveaux arrivants : tous doivent également s'engager à vivre sur place à plein temps. Quant à ceux qui ne sont pas ressortissants européens, ils sont priés de déposer une demande de résidence permanente dans les dix-huit mois suivant leur arrivée dans l'île italienne.

"Le programme a pour objectif de redonner vie à des villages dont la population, vieillissante, est en déclin", explique Sifted, qui souligne que l'île

est bien connue pour compter parmi ses habitants un nombre record de centaines. Les responsables à la tête de la région n'ont pas lésiné : le projet mobilise au total un budget de 45 millions d'euros, soit l'équivalent de 3 000 subventions à la relocalisation. Reste que le dispositif paraît si contraignant qu'il pourrait bien manquer sa cible, affirment plusieurs professionnels. Il est surtout peu adapté aux besoins réels des nomades numériques, souligne le site d'information.

"Je ne vois personne s'installer pour de vrai dans un petit village sarde en échange de 15 000 euros... Pourquoi feriez-vous ça ?" insiste de son côté Gonçalo Hall, créateur du village numérique de Madère, qui propose un ensemble de services aux digital nomads. "Pour eux, il ne s'agit pas seulement de changer de lieu, mais d'intégrer une communauté. Vous devez vous assurer que les nouveaux arrivants vont profiter d'un réseau, par exemple en favorisant les déjeuners et les événements communautaires. La communauté, c'est ce qui fait qu'ils vont rester."

— **Courrier Expat**

Le Canada, destination favorite sur les moteurs de recherche

●●● Une analyse des données de Google révèle que le Canada est considéré comme la meilleure destination possible dans 50 pays. La France est cinquième, explique la chaîne canadienne **CTV News**.

"Le Canada est très accueillant pour les expatriés, ce qui en fait un pays très diversifié et multiculturel", écrit quant à lui le site australien **Compare the Market**. Selon lui, le Canada "se distingue aussi régulièrement

dans des domaines tels que la transparence du gouvernement, les libertés civiles, la qualité de vie, la liberté économique et l'éducation". CTV News observe qu'une analyse similaire des données de Google rendue publique en 2021 par la société américaine de services de paiement Remitly avait révélé que sur 36 pays le Canada était l'endroit le plus désirable pour étudier à l'étranger.

Et vous ?

APPEL À TÉMOIGNAGES

Vous êtes parti vivre à l'étranger et avez été témoin d'un afflux d'expatriés depuis la pandémie ?

Vous êtes, ou aimeriez devenir, un nomade numérique ?

Vous préparez actuellement votre départ ?

Vous venez de rentrer d'expatriation et vivez un "choc culturel inversé" ?

Quels conseils auriez-vous aimé recevoir avant de partir ?

Quelles ont été les choses qui vous ont le plus surpris sur place ?

Racontez-nous votre expérience en nous écrivant à expat@courrierinternational.com

Partir en douce

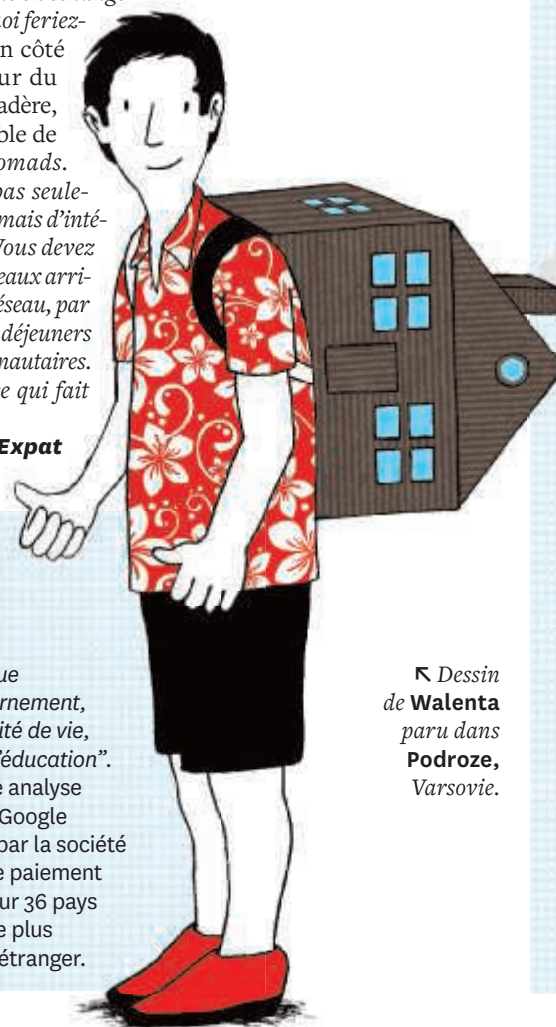
À l'heure où les entreprises tentent de convaincre leurs salariés de revenir au bureau, certains ont déménagé à l'étranger en toute discrétion et ne comptent pas rentrer de sitôt.

●●● Difficile de donner le change tous les jours quand on est à Chiang Mai, en Thaïlande, alors que votre patron et vos collègues vous croient du côté de Birmingham, en Angleterre. C'est pourtant ce que Daniel, un informaticien britannique dont **Vice** a recueilli le témoignage, tente de faire depuis plusieurs mois. Afin de ne pas risquer d'être pris au dépourvu quand il communique avec son patron, Daniel est contraint de s'isoler soigneusement, tout en surveillant de près la météo des Midlands pour être en mesure d'échanger à propos de la pluie et du ciel gris. À Ubud, la "capitale hippie" de Bali, Ursula a le même type de souci : ses collègues la croient installée à la campagne, quelque part en Allemagne. Mais ses supérieurs hiérarchiques, eux, sont parfaitement au courant : pour autoriser cette escapade de quelques semaines, ils ont simplement exigé qu'elle garde le secret sur sa destination réelle, rapporte

le magazine **Fortune**. "Ils m'ont demandé de ne rien dire. Pas question que mon séjour ici puisse être interprété comme un 'go' général pour que tout le monde parte travailler n'importe où." Une enquête

réalisée pour le compte de la plateforme britannique Topia a révélé qu'au Royaume-Uni et aux États-Unis 40 % des professionnels des ressources humaines ont découvert récemment que certains salariés de leur entreprise étaient partis travailler loin de chez eux. Et seuls 46 % de ces professionnels se déclarent "à peu près certains" de savoir où se trouvent leurs employés. Les risques auxquels s'exposent ces salariés sont sérieux, prévient **Fortune**. D'abord, il est peu probable que beaucoup d'entreprises, à l'instar d'Airbnb, autorisent un jour leurs salariés à travailler de n'importe où dans le monde, en raison des obligations qui existent en matière de fiscalité, d'assurances et de respect des lois sur l'immigration. Autre raison à leur réserve : les dangers que comporte ce type de pratique pour la cohésion des équipes. Cette pratique pose, enfin, un certain nombre de problèmes pour ce qui est de la confiance et de l'équité.

✎ Dessin de **Walenta** paru dans **Podroze**, Varsovie.



ILE MAURICE – RÉALISEZ VOTRE RÊVE



CONCEPTION GRAPHIQUE : WWW.LILIK.COM / CREDIT : © SHUTTERS TOCK

Vous souhaitez prendre le temps de vivre tout en développant vos activités professionnelles? Réalisez votre rêve en vous installant à l'île Maurice et profitez d'une vie épanouissante dans un lieu d'exception.

La richesse de son histoire et le brassage de ses diverses traditions culturelles font de l'île Maurice un pays privilégié.

C'est un endroit à la fois attrayant et propice pour l'investissement et le business, mais aussi une île magique et paradisiaque avec une hospitalité, une qualité de vie et un art de vivre inégalables.

Maurice a connu un développement économique et social remarquable pendant ces deux dernières décennies. L'île a réussi à attirer de nombreux investisseurs, entrepreneurs, retraités et expatriés, avec ses atouts uniques mais aussi avec son modèle social et le dynamisme de son économie. Reconnue pour sa bonne gestion du Covid19, Maurice a amorcé progressivement la relance de son économie depuis la réouverture de ses frontières en Octobre 2021. Avec une population largement vaccinée, toutes les contraintes sanitaires ont été levées pour les voyageurs.

S'expatrier à l'île Maurice

Diverses formules faciles d'accès, notamment Visa Premium, un permis de résidence, et Occupation Permit, un permis de travail, sont disponibles pour convenir à chaque catégorie d'expatrié qui souhaite visiter, travailler, entreprendre, investir, acquérir un bien immobilier, étudier, vivre ou prendre sa retraite à Maurice. Pour apporter plus de confort et de visibilité sur le long terme, la durée de validité du permis de résidence à Maurice est maintenant de dix ans. Les procédures pour déposer une demande de résident à Maurice sont simples et rapides et se font de manière électronique en ligne sur un portail Internet dédié.

Les investisseurs, les entrepreneurs, les professionnels, ou les personnes à la retraite, ont d'excellentes raisons de considérer Maurice comme une destination de choix pour y investir ou faire du business ou aussi y vivre pour profiter du cadre de vie exceptionnel et de ses proches.

L'EDB Maurice, votre partenaire privilégié

L'Economic Development Board (EDB) de Maurice, opérant sous la tutelle du Ministère des Finances, de la Planification et du Développement Économique, est l'agence nationale pour le développement et la promotion économique de Maurice.

L'EDB Maurice est représenté en France par son bureau situé à l'Ambassade de Maurice, à Paris. Le bureau de l'agence est le partenaire privilégié pour tous les Français souhaitant s'y installer pour des raisons professionnelles ou personnelles. Il offre un ensemble de services pour informer, conseiller, assister et accompagner les entrepreneurs, les investisseurs et les particuliers dans le cadre de leurs projets à l'île Maurice.

CONTACT

Heerun GHURBURUN

Conseiller (Affaires Commerciales et Investissements)

Responsable Bureau France
Economic Development Board (EDB) Maurice

AMBASSADE DE LA RÉPUBLIQUE DE MAURICE

127 rue de Tocqueville
75017 Paris.

Tel :

+33 (0)1.42.27.30.19

Mobile :

+33 (0)6.60.90.20.87

Email :

heerun@edbmauritius.org
france@edbmauritius.org

Site internet :

www.edbmauritius.org/fr
www.residency.mu/fr



360

MAGAZINE

Le monde disparu de Wolfgang Tillmans • Photo... 54
 En Inde, Tollywood éclipse Bollywood • Cinéma... 56
 “Cacator cave malum” • Histoire... 58

Annie Ernaux, à l'unanimité

Le 6 octobre, la décision de l'Académie des Nobel de récompenser l'écrivaine française a été applaudie dans la presse occidentale. Le critique littéraire américain David L. Ulin explique pourquoi il trouve ce choix “enthousiasmant”.
 —Los Angeles Times, Los Angeles

C'est d'abord et avant tout la reconnaissance, bien tardive, d'une autrice qui en près de cinquante ans de carrière n'a cessé de faire preuve d'un génie singulier, rare et vivifiant.

Comme je l'ai déjà écrit dans ces pages, Ernaux est une écrivaine impitoyable, et c'est le plus beau compliment que je puisse faire. En plus de 20 livres, dont 15 ont été traduits en anglais, elle a procédé à la déconstruction méthodique non seulement du récit autobiographique comme forme, mais aussi de toute la question de la mémoire et de l'identité. “Et le véritable but de ma vie, observe-t-elle dans *L'Événement*, est peut-être seulement celui-ci : que mon corps, mes sensations et mes pensées deviennent de l'écriture.”

Ce que révèle Annie Ernaux, c'est que chacun de nous, qu'il soit écrivain ou non, lecteur ou non, réalise sa propre re-création à travers le langage, à travers des récits par lesquels il entend façonner sa vie. Et le fait que ces récits soient conditionnels, subjectifs, est au cœur de son œuvre.

Il ne s'agit pas pour elle de prendre le récit à la lettre, de s'en servir pour brouiller ni atténuer : il n'y a pas une seule phrase sentimentale dans ses écrits. Bien au contraire, elle récuse l'idée d'une mémoire consolatrice, et celle d'une mémoire maîtrisée. “Ma mère est morte le lundi 7 avril à la maison de retraite de l'hôpital de Pontoise, où je l'avais placée il y a deux ans”, pose-t-elle comme incipit à *Une femme* (1987) dans ses réminiscences. Un écho à la première phrase de *L'Étranger* d'Albert Camus : “Aujourd'hui maman est morte. Ou peut-être hier, je ne sais pas.”

Si j'utilise le mot “réminiscence” et pas celui d'autobiographie, c'est à dessein : Ernaux récuse aussi la forme simplificatrice. Avec l'autobiographie viennent trop d'attentes galvaudées : celle d'un arc narratif, ou celle d'une montée vers un dénouement – l'autrice s'en soucie comme d'une guigne. Elle sait, aussi bien comme femme que comme écrivaine, que toute révélation est fiction, et que l'écriture, la meilleure en tout cas, est avant tout excavation, confrontation – et d'autant plus quand nous ne parvenons pas à prendre de la hauteur. Une intention que l'on voit déjà dans son premier ouvrage, *Les Armoires vides* (1974), présenté comme un “roman” alors même qu'il est une première approche du sujet qui sera la matière de *L'Événement*.

Tous ces souvenirs et toutes ces choses vécues tourbillonnent ensemble dans son imagination. “Tout reconstituer, écrit-elle dans *Les Armoires vides*, empiler, emboîter, une chaîne de montage, les trucs les uns avec les autres. Expliquer pourquoi je me cloître dans une piaule de la Cité avec la peur de crever, de ce qui va arriver. Voir clair, raconter tout entre deux contradictions. Voir où commence le cafouillage.” L'écriture d'une existence, l'autofiction, appelez ça comme vous voudrez.

Annie Ernaux n'est pas la première autrice d'autofiction à se voir attribuer le prix Nobel de littérature. Avant elle, il y a eu Patrick Modiano et son écriture ciselée, impressionniste, reliant les points de la mémoire à ceux → 50

SOURCE



LOS ANGELES TIMES

Los Angeles, États-Unis
 Quotidien, 142380 ex.
 latimes.com

Le géant de la côte Ouest. Créé en 1881, c'est le plus à gauche des quotidiens à fort tirage du pays et le grand spécialiste des sujets de société et de l'industrie du divertissement. En 140 ans d'existence, il a gagné 49 prix Pulitzer. Depuis 2018, il appartient à Patrick Soon-Shiong, un milliardaire des biotechnologies.

A certains égards, cela n'aurait pu mieux tomber. Annie Ernaux, écrivaine française de 82 ans, lauréate du prix Nobel de littérature, est avant tout connue, aux États-Unis en tout cas, pour son roman paru en 2000, *L'Événement*, qui raconte l'avortement clandestin qu'elle a subi à 23 ans, en 1963. Son adaptation cinématographique, réalisée par Audrey Diwan, est sortie sur nos écrans en mai dernier [six mois après avoir été à l'affiche en France], quelques semaines à peine avant que la Cour suprême des États-Unis n'annule l'arrêt Roe vs Wade, mettant fin à la protection des droits reproductifs en vigueur depuis près d'un demi-siècle.

L'Académie suédoise, qui décerne le Nobel, a déjà affiché par ses choix des prises de position politiques tranchées (souvenons-nous, en 2005, du discours de réception de Harold Pinter, critique décapante de cette politique étrangère des États-Unis qui avait conduit à l'invasion de l'Irak), et il n'est sans doute pas excessif de penser que c'est encore ce qu'elle fait aujourd'hui.

Si louable que soit cette intention à mes yeux, le choix d'Annie Ernaux est aussi une victoire de la littérature.





7 Annie Ernaux à Cergy-Pontoise,
en avril 2017. L'écrivaine habite
dans cette ville du Val-d'Oise
depuis les années 1970.

Photo Camille Millerand/Divergences

48← des lieux. Si l'œuvre d'Annie Ernaux rappelle celle de Modiano, elle s'en distingue toutefois par une perpétuelle impression de complicité. Dans un monde où la mémoire elle-même est conditionnelle, comment savoir quoi que ce soit? Comment savoir qui nous sommes? Ses livres se déploient dans l'espace ouvert par ces questions, donnant à ses récits la forme de questionnements plutôt que d'affirmations.

Tant *Une femme* que son complément *La Place* (1983) en sont des preuves éclatantes. D'un côté, chacun parle de la mort d'un parent. De l'autre, chacun propose une exploration singulière de l'idée de deuil. *La Place* est un récit rétrospectif, introspectif sans être nostalgique. "Il m'a fallu beaucoup de temps pour l'écrire", reconnaît Ernaux. (Son père est mort en 1967.) "En choisissant de reconstituer le fil de son existence à travers une série de faits et détails précis, j'ai l'impression de m'éloigner progressivement de la figure de mon père. Le squelette du livre prend le dessus et les idées semblent émerger naturellement."

On retrouve un mécanisme similaire dans *Une femme*, qui, contrairement à *La Place*, se déroule presque entièrement en temps réel. Ernaux écrit en cercle, traçant des boucles qui la ramènent plus d'une fois à sa phrase d'introduction, dont l'écho se répète et ponctue le récit. "Il y aura trois semaines demain que l'inhumation a eu lieu, écrit-elle. Avant-hier seulement, j'ai surmonté la terreur d'écrire dans le haut d'une feuille blanche, comme un début de livre, non de lettre à quelqu'un, 'ma mère est morte'."

Ce choix ne révèle pas seulement le caractère immédiat de l'acte d'écriture, mais aussi les émotions que l'autrice ne parvient pas à démêler. "Je n'entendrai plus sa voix, écrit-elle au dernier paragraphe d'*Une femme*. C'est elle, et ses paroles, ses mains, ses gestes, sa manière de rire et de marcher, qui unissaient la femme que je suis à l'enfant que j'ai été. J'ai perdu le dernier lien avec le monde dont je suis issue." Une phrase impitoyable pour un livre qui n'aurait, me semble-t-il, pas supporté d'autre conclusion.

Reste que si l'autrice a été coupée de ce monde, son histoire – sa mémoire – demeure. Qu'en faire alors? Dans *Les Années* (2008), Annie Ernaux se saisit de la question en recherchant "un langage inconnu". La solution qu'elle propose fait voler en éclats nos idées reçues sur les notions de voix et de personne, glissant du singulier au pluriel, utilisant les pronoms "nous" et "elle" pour éviter le "je" caractéristique de l'autobiographie.

Est-il besoin de dire combien cela est révolutionnaire? En renonçant au "je", Annie Ernaux renonce à sa propre perspective autocentrée pour évoluer vers un point de vue plus collaboratif – ou du moins, partagé. Un chœur dans lequel chaque expérience individuelle est rendue sous forme collective et à laquelle nous participons tous, pour le meilleur et pour le pire.

Voilà pourquoi l'attribution de ce Nobel est si enthousiasmante. Je ne sais pas bien comment dire, mais cela ressemble à une victoire existentielle. "Pas de réminiscences lyriques, pas d'ironie triomphante", écrit-elle dans *La Place*. La simplicité de l'expression, la clarté de la voix. Voilà la source de son génie, doublée de sa volonté implacable de ne rien prendre pour acquis et de n'épargner personne.

"Ce ne sera pas un travail de remémoration, tel qu'on l'entend généralement", nous rappelle-t-elle dans *Les Années*. Ce sera un récit glissant, dans un imparfait continu, absolu." On pourrait en dire tout autant de son œuvre.

—David L. Ulin
Publié le 6 octobre

Son œuvre révèle un génie singulier, rare et vivifiant.



Vu d'ailleurs

Allemagne. La voix des pauvres et des invisibles

● Nobélisé en 2020, l'écrivain autrichien Peter Handke avait déclaré : "Je suis écrivain. Je viens de Tolstoï, je viens d'Homère, je viens de Cervantès." Impossible d'imaginer de tels mots dans la bouche d'Annie Ernaux, cette écrivaine qui "vient de la pauvreté, de la réalité nue", écrit *Die Tageszeitung*. Pour le quotidien berlinois de la gauche alternative, c'est bel et bien "la honte" qui constitue "le fil rouge" de l'œuvre de cette fille de la classe ouvrière, qui écrit sans fard ni fioritures, "du point de vue des pauvres et des invisibles". Toujours prompt à "prendre position et à défendre les démunis", elle "est restée fidèle à elle-même malgré sa renommée mondiale", poursuit le journal, rappelant qu'elle a, en 2019 dans *Libération*, cosigné une lettre ouverte qui affirmait "Les 'gilets jaunes' c'est nous". L'académie des Nobel a déclaré avoir voulu honorer Annie Ernaux pour son "courage", rappelle *Die Tageszeitung* en conclusion de son article. "Dans le cas de la Française, ce n'est pas un vain mot."

Espagne. Elle se met à nu

● Dans le quotidien madrilène *El País*, la romancière Milena Busquets (traduite en français chez Gallimard) raconte avoir été saisie en lisant *Passion simple* (1992), ce récit "totalement révolutionnaire" d'une passion charnelle, adapté au cinéma en 2021 par Danielle Arbid. "Il n'était ni ordinaire ni grossier, il ne se complaisait pas dans les détails scabreux, il ne se justifiait pas, il ne parlait pas d'amour; c'était un récit d'une force, d'une honnêteté et d'une sobriété que je n'avais jamais lues ailleurs", écrit la Barcelonaise. "Ernaux baisait.

La femme la plus intelligente du siècle baisait. Personne mieux qu'Ernaux n'avait écrit sur le sexe, le désir et la passion, sauf peut-être Philip Roth. Il faut être très courageuse pour ne pas se cacher derrière son intelligence, son talent; Ernaux se met complètement à nu sans jamais afficher le moindre exhibitionnisme ou la moindre autosatisfaction. Ernaux a toujours un couteau à la main. Et elle s'en transperce. Ainsi se définit la grande littérature."

Royaume-Uni. Une poétesse du quotidien

● "Annie Ernaux est sans nul doute la seule lauréate du prix Nobel de littérature à avoir évoqué avec nostalgie, voire ravissement, la banlieue londonienne de North Finchley", relève *The Economist*, non sans une pointe d'ironie. L'hebdomadaire britannique fait ici référence à *Mémoire de fille*, publié en 2016, dans lequel l'autrice ausculte l'été 1958, qu'elle a passé comme jeune fille au pair au Royaume-Uni. La périphérie occupe décidément une place particulière dans son œuvre, souligne le magazine : "Nombre de ses livres retracent sa vie passée non pas dans les cafés et salons de Saint-Germain-des-Prés, mais à Cergy-Pontoise, ville nouvelle dénuée de charme au nord-ouest de Paris." Pour *The Economist*, Annie Ernaux est "une humble chroniqueuse des périls, des épreuves et des joies de tous les jours", "une poétesse qui écrit en prose les espoirs et craintes du quotidien", notamment celui des femmes des classes populaires. Elle sait "donner une profondeur à l'intime et à l'ordinaire", insiste *The Economist*. Il n'y a que sous sa plume, comme dans *Regarde les lumières, mon amour* (2014), le journal de ses virées à son hypermarché Auchan, que le chariot des courses peut devenir "un véhicule de l'histoire" pour explorer la réalité sociale de la France d'aujourd'hui.

"UNE GRANDE COMÉDIE ENGAGÉE,
DIGNE DE KEN LOACH!"



TÉLÉRAMA



PIERRE
DELADONCHAMPS

LAETITIA
DOSCH

GRÉGORY
MONTEL

FINNEGAN
OLDFIELD

VINCENT
DENIARD



PRIX DU PUBLIC
FESTIVAL DU FILM
DE MONTREUIL

REPRISE EN MAIN

UN FILM DE GILLES PERRET

TSFJAZZ

hlast
le souffle de l'info

AU CINÉMA LE 19 OCTOBRE

jour2fête
DISTRIBUTION

Télérama

La voix de toutes les femmes

Pour la journaliste et écrivaine italienne Annalena Benini, Annie Ernaux a réussi la prouesse de faire du “je” une voix collective.

—Il Foglio Milan

Fille du siècle dernier (elle est née en Normandie en 1940), Annie Ernaux vient de se voir décerner le prix Nobel pour avoir composé, avec ses livres, pris individuellement comme collectivement, l'œuvre littéraire de notre temps. L'histoire d'une femme – elle – qui devient toutes les femmes – nous.

Qu'y a-t-il de plus beau, de plus enthousiasmant, que de s'entendre raconter un secret? Annie Ernaux a su trouver la langue exacte, précise, profonde, pour nous donner l'impression d'être associés aux secrets de l'humanité, mais surtout à ceux des femmes du xx^e siècle.

Plus jeunes, plus vieilles, proches ou lointaines, mais toutes aux prises avec une époque, le temps qui passe, l'amour, l'ambition, la trahison de sa classe sociale, le sexe, la révolte, la dénégation de soi au nom d'une passion. La liberté. Les secrets et la honte qui va avec, et la décision impudente (littéraire) de les raconter. Annie Ernaux s'est servie du mot “je” comme on se sert d'une voix, comme on fait sienne une voix. Elle s'est emparée du pouvoir de la parole et s'est appuyée sur sa propre vie pour raconter la vie.

Elle a commencé en 1974 avec *Les Armoires vides* et ne s'est plus arrêtée depuis. Annie Ernaux est arrivée en Italie presque tout de suite. Ses romans ont été traduits ici dans les années 1980 et 1990, mais l'engouement pour cette écrivaine est le fait d'une petite maison d'édition, L'Orma, qui a choyé ses ouvrages, tous traduits par Lorenzo Flabbi, l'éditeur. À ce jour, il y en a au moins dix, et tout le monde attend avec impatience d'autres écrits d'Annie Ernaux, comme on attend de lire un autre chapitre de sa propre histoire.

C'est que l'autrice a su se servir de sa vie comme d'un moyen d'enquêter sur les vies de tout le monde. Elle a fait de son parcours un champ d'investigation, trouvant toujours le mot juste, subtil, limpide, posant continuellement des questions sur elle-même et sur le regard des autres, sur le temps qui passe et sur l'évolution des regards.

Elle partage à l'évidence cette obsession du temps avec Virginia Woolf : toutes deux ont signé un livre

intitulé *Les Années*, l'une en 1937, l'autre en 2008, des ouvrages qui tiennent à la fois du récit biographique et de l'enquête sociale. Pour Woolf, un dernier roman, pour Ernaux peut-être le plus important, le plus aimé aussi. Toutes deux s'y demandent ce que le temps fait aux gens, elles veulent savoir ce qui change, ce qu'on devient, si l'on peut se défaire du joug de l'histoire. Annie Ernaux se demande dans *Mémoire de fille* (2016) : “*Quelqu'un se souviendra-t-il de cette fille? Personne, peut-être.*”

Cette jeune fille, c'est elle, quarante-cinq ans plus tôt, c'est nous, qui lisons, et c'est aussi le temps qui traverse la vie et la recouvre de strates. Cette jeune fille, c'est Annie et ce n'est pas Annie. Ce n'est pas elle parce qu'elle n'avait pas encore lu Simone de Beauvoir ou Proust, n'avait pas encore dormi dans les bras d'un homme, trépidait d'impatience à l'idée de sa première “surpatte” [pour “surprise-partie”, comme on disait à l'époque], n'avait qu'une envie, fuir sa mère, et n'avait pas encore éprouvé l'immense honte qui va avec le désir, la découverte du sexe et la désillusion.

Cette jeune fille a un destin, Annie Ernaux le connaît et le donne à voir

de la manière crue, analytique, forte, de celle qui sait faire coïncider la vie avec la littérature. Si la jeune fille est timide, l'écrivaine, elle, ne l'est pas.

L'enthousiasme soulevé par la lecture d'Annie Ernaux procède du sentiment d'appartenir à ces pages, d'être mis à nu sans qu'il soit besoin de se confesser : c'est elle qui se charge de dire ce qu'est la honte et ce que l'on ressent quand on est épris d'un homme ou d'une femme. Dans *Passion simple*, sorti en France en 1992, une femme raconte ses sentiments dévorants pour un homme. Cette femme dit “je”, mais il serait réducteur de parler d'autobiographie ici : cette femme est enseignante, comme Annie Ernaux, mais ce que nous y lisons, c'est le secret inavouable d'une femme du xx^e siècle, libre, indépendante, divorcée, qui pendant un temps n'a eu d'autre vie que d'attendre le coup de fil lui annonçant le prochain rendez-vous. “*Quand il me laissait un intervalle plus long, trois ou quatre jours entre son appel et sa venue, je me représentais avec dégoût tout le travail que je devais faire, les repas d'amis où je devrais aller, avant de le revoir. J'aurais voulu n'avoir rien d'autre à faire que l'attendre.*”

L'attribution du prix Nobel de littérature à Annie Ernaux est aussi une forme de reconnaissance à l'égard des femmes du xx^e siècle, de tout ce qu'elles ont pensé, rêvé, trahi, tu et, surtout, osé réaliser.

—Annalena Benini
Publié le 7 octobre

→ Dessin de Belle Mellor, Royaume-Uni.



Vu d'ailleurs

Brésil. Une lecture urgente

● “*La voix d'Annie Ernaux, une invitation à réfléchir aux injustices de notre société.*” Sous ce titre, **O Estado de São Paulo** applaudit le prix Nobel décerné à l'écrivaine française, habile à aborder de grands thèmes sociaux et politiques à travers un prisme très personnel. Selon le quotidien brésilien, qui la range, aux côtés de Simone de Beauvoir, parmi les grands noms du féminisme français, sa lecture est d'autant plus urgente dans le Brésil divisé et éprouvé que se disputent Jair Bolsonaro et Lula da Silva à l'occasion de la présidentielle. Il souligne l'intérêt d'écouter une voix étrangère pour méditer sur “*les grands sujets qu'on croit aujourd'hui pouvoir résoudre sans rien d'autre que des discours.*” Pour autant, le journal souligne qu'au Brésil aussi l'articulation des expériences individuelles et collectives donne lieu à de grandes pages de littérature, notamment grâce à Conceição Evaristo (traduite en français chez Anacaona). Ne manque à la Brésilienne que “*la reconnaissance qu'elle mérite.*”

Belgique. Une vie de combats

● “*À l'heure où le monde a besoin de forces et de héros pour supporter ses fracas et ses incertitudes, le Nobel décerné à Annie Ernaux est un geste formidable.*” **Le Soir**, en Belgique, est l'un des rares quotidiens étrangers à avoir consacré un éditorial à la nobélisation d'Annie Ernaux. Pour Béatrice Delvaux, la rédactrice en chef du journal, ce prix “*sacre une femme de combat, nourrie par le passé mais totalement engagée dans le présent, et pas que la plume à la main.*” Elle évoque ainsi les prises de parole de l'écrivaine pour le droit à l'avortement ou, par exemple, contre la montée du Rassemblement national en France. “*C'est tout ce que nous disent ses livres : on ne vit pas sa vie et on n'agit pas dans le monde en brûlant des cierges.*”



神韻晚會 2023 SHEN YUN

LA CHINE AVANT LE COMMUNISME



« Une expérience extraordinaire... d'une beauté exquise ! »

—Cate Blanchett, actrice oscarisée

*Quand avez-vous vu,
pour la dernière fois,
une chose si belle qu'elle a
changé votre vie ?*

SHEN YUN EST UN SPECTACLE À LA FOIS RÉJOUISSANT, ÉMOUVANT ET INSPIRANT. Ses prouesses, à couper le souffle, sont uniques. *Son secret* ? Un art qui puise son inspiration dans une esthétique classique et des valeurs intemporelles, transcendant les tendances et les modes actuelles. Partez avec Shen Yun dans un monde méconnu, celui de la culture traditionnelle chinoise authentique. Vous y découvrirez la beauté de nouveaux royaumes et d'un art inspiré par le divin.

TOURNÉE EN FRANCE DU 4 FÉVRIER AU 6 MAI
Lyon • Tours • Paris • Nantes • Aix-en-Provence • Montpellier

ShenYun.com/FR

01 84 80 07 27

0892 050 050 (0,35 € TTC/min), palaisdescongresdeparis.com

Magasins Fnac - Carrefour - U - Géant - Intermarché
Autres points de vente : Cultura - E.Leclerc - Auchan

TOUT NOUVEAU SPECTACLE
AVEC ORCHESTRE LIVE



ticketmaster®

culture. 

Le monde disparu de Wolfgang Tillmans

Jusqu'au 1^{er} janvier 2023, le MoMA, à New York, consacre une vaste rétrospective au photographe allemand. Empreinte de mélancolie, elle révèle l'héritage ambigu de cette star de l'art contemporain, éclos dans les années 1990.

—The New York Times (extraits)
New York

A première vue, le cliché n'a rien d'affriolant : des Allemands dans une banale file d'attente, devant l'entrée d'un bâtiment industriel quelconque. La scène est sombre, éclairée seulement par un spot au-dessus de la porte. On dirait une version colorisée des photos typiques de la Grande Dépression : l'entrée d'une usine, une distribution alimentaire.

Mais les hommes, car ce sont tous des hommes, qui patientent devant cette usine ne sont pas là pour travailler. Ils sont venus s'amuser. Cet ancien hangar ferroviaire de Berlin-Est abrite désormais le Snax, une boîte gay à l'ambiance torride, et cette lumière dans la nuit n'est autre que la porte d'entrée vers le plaisir.

Nous sommes en 2001, le mur [de Berlin] n'est plus qu'un souvenir. Les frontières sont tombées, nous sommes jeunes, et fiers de notre identité. Certains sont venus en train, d'autres à bord d'un avion EasyJet, une jeune compagnie aux tarifs dérisoires. Nous sommes prêts à danser, et bien plus, dans le noir. La fête se prolongera bien après le lever du soleil. Il semble qu'elle pourrait même ne jamais s'arrêter.

Outside Snax Club (2001), n'est qu'une petite étoile dans la constellation d'œuvres de Wolfgang Tillmans exposées au Museum of Modern Art [MoMA, à New York], un simple échantillon au cœur d'un vaste

ensemble de portraits pleins de tendresse, de natures mortes sans fioritures, et d'abstractions parcourues de stries.

Le ciel vu d'une fenêtre, des pieds de garçon vêtus de chaussettes, un pommier dans la lumière du matin à Londres, un baiser volé dans la nuit... Depuis 1986, l'artiste allemand immortalise ces instants faussement spontanés, et les rassemble dans des expositions et des ouvrages où les différents genres de la photographie se mélangent de façon singulière. Ces associations ont permis à Tillmans

PHOTOGRAPHIE

de se forger un nom et de créer une certaine proximité avec son public (en particulier au sein de la communauté gay). Ses photos suffisent à partager son intimité.

“Wolfgang Tillmans. To Look Without Fear” [“Wolfgang Tillmans. Regarder sans peur”] est l'une des expositions les plus attendues de l'année. Le sixième étage du MoMA accueille 417 œuvres de l'artiste : des photos, surtout, et quelques vidéos. Comme toujours avec Tillmans, elles sont présentées en séries asymétriques de tirages aux formats variés. La plupart des clichés sont scotchés au mur ou fixés par des pinces, mais sous ses airs improvisés, l'accrochage est en réalité étudié au millimètre près, tout comme l'éclairage doux et l'encadrement minimaliste.

Cette exposition est aussi l'une des plus tristes que j'aie jamais visitées – et je ne m'y attendais pas. C'est un festival d'amis disparus, de technologies à l'abandon,

de villes coupées du monde extérieur, et de principes bafoués. Elle illustre, sur trente-cinq ans, l'ascension d'un photographe jusqu'au sommet de son art, puis la désintégration de tout ce qui comptait pour lui, ou presque, notamment la dimension artistique de la photographie.

À travers ces œuvres, on voit s'éteindre la paix fragile des années 1990, remplacée par un siècle de guerre, d'extrémisme et de privation, où les émotions ont pris le pas sur les faits. On suit l'artiste à travers les dernières heures de la chambre noire et l'avènement des appareils numériques, avec lesquels il n'a connu qu'un succès relatif.

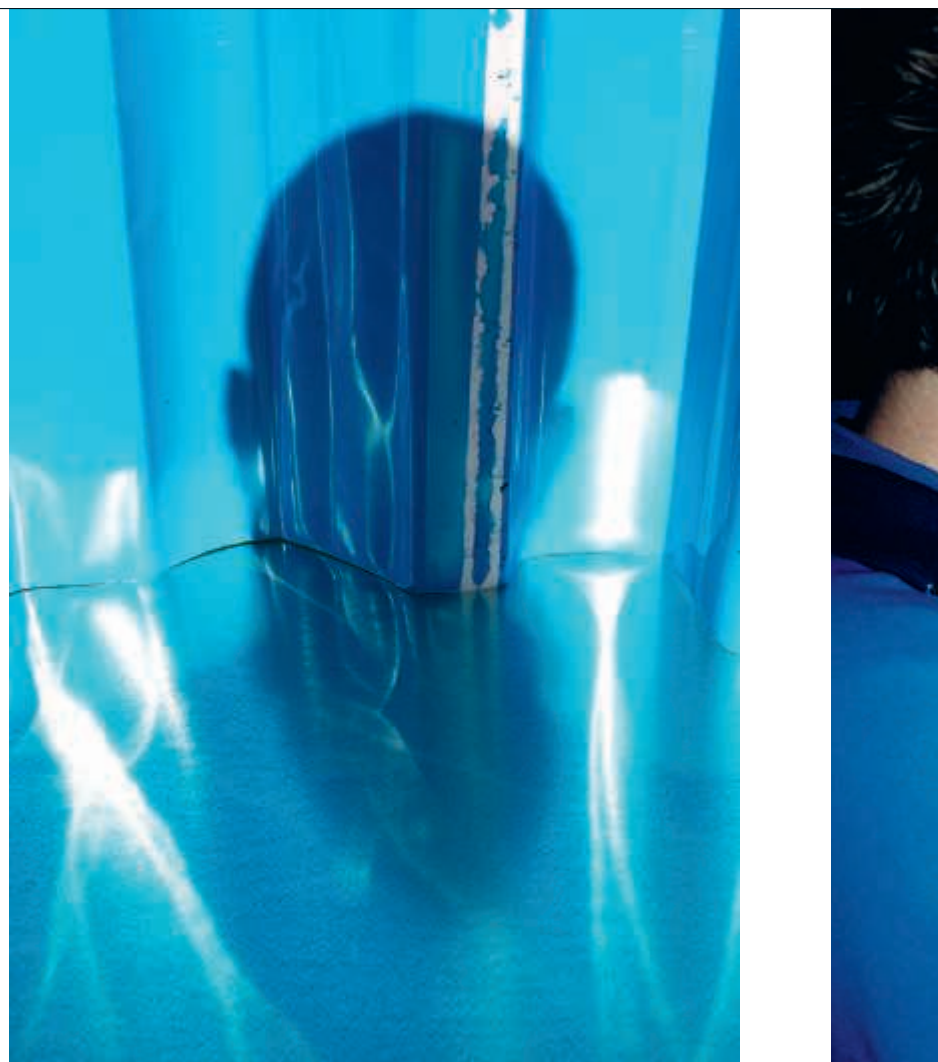
Un coucher de soleil à Porto Rico, une boîte de nuit dans le quartier de Hackney [dans le nord-est de Londres], la révolution de Vénus, une giclée de béton frais : cette exposition nous prouve que Wolfgang Tillmans a toujours été le photographe de l'éphémère, capable d'immortaliser ce qui ne sera plus là demain. Aujourd'hui, ses deux villes d'adoption, Berlin et Londres, s'apprentent à affronter un hiver glacial dont les conséquences pourraient s'avérer meurtrières sur fond de pénurie d'énergie, et c'est son univers tout entier qui semble sur le point de disparaître.

En trente-cinq ans de carrière, il a assisté à la désintégration de tout ce qui comptait pour lui.

Tillmans est né en 1968 dans le cœur industriel de l'Allemagne de l'Ouest. Enfant, il était passionné d'astronomie – il a acheté son premier télescope à l'âge de 12 ans – et de pop britannique, notamment des groupes New Order et Culture Club, à qui il doit son amour pour Londres, qui ne l'a jamais quitté depuis.

La photographie, elle, est arrivée presque par hasard. Un jour de l'été [1986], sur une plage française, Tillmans immortalise avec un appareil compact son genou fléchi et son short Adidas noir dans un premier autoportrait abstrait. C'est ce cliché qui accueille aujourd'hui les visiteurs au sixième étage du MoMA, et les trois bandes du logo Adidas constituent l'un des leitmotifs les plus drôles de l'exposition, élément queer inaltérable face à la métamorphose des villes et des corps.

Corps androgynes. Wolfgang Tillmans s'est ensuite installé au Royaume-Uni pour étudier l'art, mais c'est dans les magazines qu'il a percé, grâce à ses clichés de raves, de festivals et de mode. La revue indépendante londonienne *i-D* fut la première à publier les portraits de ses amis Lutz et Alex empoignant leurs corps androgynes – des clichés qui ont fait le tour du monde et que l'on peut aujourd'hui contempler au MoMA. Tillmans a également collaboré avec de toutes jeunes revues gays, comme *Attitude*, pour qui il a photographié [l'ancien Premier ministre britannique] Tony Blair, et *Butt*, qui imprimait ses clichés de





créateurs de mode à moitié nus sur du papier rose, comme une sorte de version osée du *Financial Times*.

Wolfgang Tillmans privilégiait le 35 mm aux grands formats, méprisait le trépied et rejetait les éclairages trop visibles. Devant certaines photos des années 1990 – les grandes heures de l'artiste –, on ne peut s'empêcher de penser à Nan Goldin [photographe américaine née en 1953]. Celle-ci apparaît d'ailleurs sur une idylle de Tillmans datant de 1996, sorte de remake moderne du *Déjeuner sur l'herbe* de Manet. Mais l'œuvre de l'Allemand est bien moins autobiographique que celle de Goldin, et sans doute davantage influencée par la nouvelle objectivité berlinoise des années 1920, mouvement porté par des artistes comme Christian Schad et Otto Dix.

Ses noctambules sont souvent immobiles, ses nus presque toujours mis en scène. Son œil effleure avec la même objectivité les fenêtres des gratte-ciel londoniens, les étendues d'eau, et son grand amour de jeunesse, le peintre Jochen Klein. Klein est présent sur deux des plus imposants tirages de l'exposition : *Deer Hirsch* (1995), l'une des rares œuvres en noir et blanc, montrant Klein et un jeune cerf en train d'échanger un regard émerveillé sur une plage vide; et *Jochen Taking a Bath* (1997), pris quelques mois avant le décès du peintre, séropositif, des suites d'une pneumonie.

Plus que le sujet, c'est le regard du photographe qui importe. Il se pose avec la même discrétion sur tous les genres

Avec l'omniprésence des smartphones, son style volontairement amateur prend des airs de déjà-vu.

– portrait, paysage, nu, nature morte –, qu'il réunit dans ses installations de tirages scotchés aux murs, un format d'exposition testé pour la première fois en 1993. Rassemblés sur les murs des galeries, ses clichés sans prétention illustrent une nouvelle façon d'exister, empreinte de politique et de sensualité. Ils s'entremêlent sans retenue, prêts à s'essayer à de nouvelles associations. C'est aux côtés des autres qu'ils expriment le mieux leur véritable nature.

Ses photos sont également ancrées dans la ville, et sont devenues l'incarnation d'un Londres international, agité d'une effervescence nouvelle, le Londres où s'est ouvert en 2000 l'immense Tate Modern [musée d'art moderne et contemporain].

En 2005, dans l'exposition "Truth Study Center" ["Centre d'étude de la vérité", à la galerie Maureen Paley, à Londres], Tillmans inaugure un nouveau type d'affichage. Sur de petites tables en bois, il dispose côte à côte des photographies et des coupures de presse (sur la guerre, l'intégrisme et plusieurs découvertes scientifiques majeures). Avec ces modules didactiques, l'artiste cherche à résister à la rhétorique impérieuse du tandem Bush-Blair [qui, deux ans plus tôt, a lancé la guerre d'Irak] mais

ne parvient qu'à créer un affichage très scolaire et moralisateur, premier signe de l'asservissement de sa liberté d'autrefois.

Au moment de l'ouverture de "Truth Study Center", de nouvelles formes de présentation des photos, plus novatrices, apparaissent déjà sur nos écrans. Les clichés suspendus aux murs et savamment disposés sur des tables allaient laisser place aux flux des réseaux sociaux. Les tirages non encadrés de Tillmans tombaient en désuétude et les magazines indépendants qui lui permettaient de s'exprimer étaient au bord du dépôt de bilan.

Sa riposte la plus magistrale à l'avalanche d'images du XXI^e siècle sont les tirages abstraits de la série *Freischwimmer* ["Nageurs libres"], lancée en 2003. Ces imposantes étendues colorées, striées, sont réalisées sans appareil photo, par exposition d'un papier photosensible à différentes sources lumineuses, notamment des faisceaux laser. Le résultat, superbe, évoque des corps ou des fluides.

Mais les choses commencent à se gâter lorsque Tillmans décide de se tourner vers les appareils numériques, en 2008. Ses grands tirages colorés d'une rue de Shanghai ou d'un bidonville argentin sont trop nets, ils manquent de naturel. Dans ses portraits les plus récents, comme celui de Frank Ocean [rappeur américain], il renonce au léger flou, vecteur d'intimité, qui caractérisait son œuvre dans les années 1990, au profit de couleurs criardes. Ses dernières photos de

fête sont particulièrement atroces : les teintes sombres ont perdu tout leur mystère, le désir s'est envolé, et avec l'omniprésence des smartphones, son style volontairement amateur prend des airs de déjà-vu.

La plus célèbre œuvre numérique de Wolfgang Tillmans, une série d'affiches de campagne contre le Brexit datant de 2016 et diffusée sur Internet, n'est pas exposée au MoMA. Ces compositions aux teintes douces montrent le ciel ou les falaises de Douvres, recouverts de slogans pour inciter une jeunesse apathique à voter contre la sortie de l'Union européenne (UE). "*Ce qui est perdu, est perdu pour toujours*", alerte l'affiche au style le plus éthéré.

Moins libres. L'artiste espérait que l'absence d'artifice de ses affiches et le choix d'images évocatrices inciteraient les Britanniques au vivre-ensemble. Mais il n'a pas réussi à faire passer son message. Sa photo, datée de 2021, de passeports marron usés jusqu'à la corde (tous les ressortissants de l'UE possèdent des passeports marron; le gouvernement de Boris Johnson a décidé que ceux des Britanniques seraient désormais bleus) pourrait faire office de pierre tombale au Londres que chérissait tant le photographe. Certains individus sont effectivement moins libres aujourd'hui que dans leur jeunesse.

Nous vieillissons tous, nous avons tous connu le deuil. Pourtant, je ne jette pas la pierre à Wolfgang Tillmans, qui envisage de prendre ses distances avec l'art pour se lancer en politique. L'élan démocratique qui transparait dans son œuvre, porté par un matériel simple et des tirages sans prétention, a laissé place à une forme d'autosatisfaction. Quant à son assemblage d'autoportraits, de portraits de célébrités, de superbes couchers de soleil et de slogans politiques, comment pourrait-il conserver sa puissance quand des centaines de millions d'internautes en font désormais autant sur les réseaux sociaux?

Tillmans a atteint la fin d'une époque de sa vie, résumée avec panache et mélancolie dans cette grande exposition. Durant ces folles nuits de la fin des années 1990, nous étions persuadés d'avoir trouvé en lui le chroniqueur des libertés nouvelles qu'offrirait ce millénaire. Et si l'œuvre de Tillmans n'était en réalité qu'un présage, annonçant que l'artiste ne serait bientôt plus qu'un architecte du moi? Le signe que nous finirions tous par publier des photos sur Internet pendant que nos malheurs s'accumulent derrière l'écran.

—Jason Farago

Publié le 29 septembre

↳ De gauche à droite :
Blue Self-Portrait Shadow (2020),
The Cock (Kiss) (2002),
Faltenwurf (Skylight) (2009).

plein écran.



—The Wall Street Journal
(extraits) New York

Manoj Valluri, directeur général d'une société de marketing d'Hyderabad [la capitale de l'État du Telangana, dans le sud de l'Inde], reconnaît qu'il a renoncé à compter sur la disponibilité de son personnel certains jours essentiels. Il ne parle pas des jours fériés, mais des dates de sortie des blockbusters d'action locaux.

Une bonne partie de cette région cesse toute activité pour le lancement de ces films. Certaines entreprises accordent une journée de congé à leurs salariés, car elles savent que beaucoup d'entre eux sécheront pour aller regarder des acteurs survitaminés rosser les méchants.

Valluri offre à ses 23 employés un jour de congé, plus des places de cinéma gratuites. Ce patron de 32 ans reconnaît que lui-même ne manque jamais un nouveau film. Il lui arrive même de jeter des fleurs aux stars sur l'écran et de participer aux feux d'artifice après le générique de fin. "Je sais ce qu'ils ressentent, dit-il à propos de ses salariés. Pour rien au monde je ne manquerais la première séance."

Croissance exponentielle. L'Inde est connue pour le cinéma de Bollywood, dont les studios mettent en scène des acteurs hindis qui chantent et qui dansent dans des comédies musicales d'un romantisme effréné. Bollywood est la contraction de "Bombay", ville phare du cinéma indien, et de "Hollywood".

Mais près de 60 % des Indiens n'ont pas l'hindi pour langue maternelle, et cette immense population explique la croissance exponentielle de "Tollywood", le concurrent de Bollywood en Inde du Sud. Tollywood doit son nom à l'utilisation du telugu, l'une des langues principales de la région.

Tollywood, l'autre capitale du cinéma indien

Les films tournés à Hyderabad, dans des langues du sud de l'Inde, suscitent un engouement démentiel. Ils ont supplanté au box-office les productions en hindi de Bollywood.

Les adeptes de Tollywood sont enchantés de se voir proposer des blockbusters étourdissants dans leur propre langue. Par ailleurs, ce cinéma inspire un culte des stars que certains observateurs qualifient de démentiel.

Souvent, les jours de première, les fans recrutent des fanfares pour jouer devant les salles et fabriquent des structures en bois de plusieurs étages à l'effigie de leurs stars préférées, puis les recouvrent de guirlandes de fleurs et de confettis.

Ils observent aussi un rituel habituellement réservé aux idoles des dieux hindous : verser des litres de lait sur des photos de leurs acteurs adorés, notamment le comédien Rajinikanth, 71 ans, qui se fait appeler par un nom unique, comme il est courant dans sa culture. Plus de 700 hectolitres de lait sont répandus dans le Tamil Nadu à la sortie d'un film de Rajinikanth, au dire de l'association des vendeurs de lait de l'État.

Rajini Santosh, un architecte de 40 ans de Bangalore, reconnaît qu'il ne peut pas s'en empêcher, alors même que l'acteur a supplié ses fans d'arrêter de gâcher du lait.

"Les jours de sortie d'un film, nous sommes surexcités."

Avinash Varma, un auteur de 30 ans d'Hyderabad, dit que tant de gens poussent des exclamations et jettent des confettis sur l'écran le jour du lancement qu'il est impossible de suivre l'intrigue ou d'entendre une bonne partie des dialogues. "Personne ne comprend un mot de ce qui se dit dans le film", commente Varma.

Les studios de Tollywood sont installés dans la ville méridionale d'Hyderabad. Les films qui y sont réalisés, certains en telugu, d'autres en tamoul, ont récemment supplanté les films hindis au box-office : en 2020 et 2021, ils ont engrangé 46 % des ventes de billets, contre 27 % pour les films en hindi, selon la société de conseil Ormax Media. Les grandes plateformes de streaming comme Amazon et Netflix jouent des coudes pour être présentes sur ce marché et investissent dans des émissions de télévision dans les langues de l'Inde du Sud.

L'Inde est un pays de mordu du cinéma, et d'après les spécialistes du secteur cet amour des films est particulièrement fort

← Le 4 novembre 2021, à Madras, lors de la projection d'un film de la star tamoule Rajinikanth.

Photo Idrees Mohammed/EPA/MaxPPP

en Inde du Sud, où même les petites villes comptent de nombreuses salles qui proposent des entrées bon marché.

Ces deux dernières années, des films de Tollywood ont franchi les frontières [des États de l'Inde] en misant sur ce qui plaît à de nombreux spectateurs indiens : des histoires de gens modestes qui se hissent au plus haut niveau dans leur domaine. Parmi les récents personnages à succès, un résistant, un caïd ou encore un chef de village. "Le cinéma tamoul et telugu continue à s'adresser aux gens les plus simples", note Akshaye Rathi [qui exploite 14 cinémas dans les États du Maharashtra et de Chhattisgarh].

Vénération. De nombreux acteurs de Bollywood appartiennent à la jet-set et ne s'habillent qu'en vêtements de grands couturiers, ce qui a le don d'irriter les spectateurs, ajoute Rathi, tandis qu'en général les mégastars d'Inde du Sud n'ont pas ces comportements ostentatoires.

Yash, qui tient la vedette dans *K.G.F. Chapter 1* et *Chapter 2*, grands succès en Inde du Sud, tient à accueillir et à remercier les milliers de fans qui se rassemblent devant chez lui à Bangalore [la capitale de l'État du Karnataka] pour son anniversaire. L'un de ses admirateurs a loué un hélicoptère pour semer des fleurs sur les salles de cinéma où avait lieu la première d'un film récent. "Partout, les gens m'aiment, assure Yash, qui a changé légalement son nom pour le réduire à un seul mot. *Ils m'adorent.*"

En octobre 2021, dans toute la ville de Bangalore, grand pôle technologique, les commerces non essentiels ont eu l'obligation de fermer pendant une journée après la mort d'un acteur de 46 ans, victime d'une crise cardiaque. Il s'agissait d'éviter les débordements qu'auraient pu provoquer les fans endeuillés.

Les admirateurs des stars comprennent cette vénération. Anitha, une avocate de 28 ans, qui elle aussi a un seul nom, est une très grande fan de l'acteur de Tollywood Ram Charan. Elle l'a particulièrement aimé dans son rôle de policier beau gosse, en lutte contre des administrateurs coloniaux britanniques sadiques, dans le blockbuster *RRR*.

Résultat : elle l'a tout naturellement enrôlé dans son mariage, en mai. Dans les quelque 3000 invitations qu'elle a envoyées, elle a inclus des photos de Charan et de sa famille. Sur les cartons, entourés d'un liseré de fleurs jaunes et blanches, l'acteur barbu et sa femme rayonnante apparaissaient au-dessus des vœux de bonheur pour le grand jour. Anitha raconte que la plupart de ses invités ont été agréablement surpris de voir ces visages célèbres surgir des enveloppes. Anitha était enchantée.

—Shan Li et Rajesh Roy
Publié le 14 septembre

histoire. 

“Cacator cave malum”

Antiquité — Empire romain.

Bien plus qu’un simple lieu d’hygiène, les *foricae*, ces lieux d’aisance collectifs et publics, étaient aussi des espaces de socialisation. Aujourd’hui, ils passionnent les historiens.

— El País (extraits) Madrid

J'adore cet endroit !” s'exclame Mary Beard dans la troisième partie de l'un de ses documentaires historiques pour la BBC, *Comment vivaient les Romains*. L'édifice qu'elle est sur le point de montrer révèle beaucoup de choses inattendues sur la Rome antique : il s'agit des latrines publiques. Pour les Romains, déféquer n'était pas toujours une affaire privée. Dans les latrines, on bavardait, on plaisantait, on échangeait des potins. Pour s'essuyer, on disposait d'une éponge fixée au bout d'un bâton [le *tersorium*] – éponge que les gens se passaient les uns aux autres, ce qui aujourd'hui serait jugé bien peu hygiénique.

“Si vous voulez comprendre une culture, regardez ses toilettes”, lance Mary Beard, assise sur des latrines presque intactes d'Ostia Antica, ruines parmi les mieux conservées d'Italie. “Dans le centre de Rome, d'après un guide qu'on a retrouvé, il y avait 144 latrines, même si nous ne savons pas combien de sièges comportait chacune d'entre elles”, poursuit cette historienne de Cambridge.

Dans la suite du documentaire, l'universitaire s'interroge sur l'utilisation des latrines publiques. Étaient-elles mixtes ? À quoi étaient destinées les petites canalisations aménagées au pied des cuvettes ? Le deuxième trou servait-il seulement à introduire le bâton à éponge ? “Peu importe”, poursuit-elle. *Voilà comment nous devons imaginer l'ancienne cité : tout le monde en train de chier en même temps. La toge relevée, la culotte [subligaculum] baissée, à bavarder au cours de l'opération*”, souligne-t-elle.

Mary Beard est loin d'être la seule historienne du monde antique à s'être intéressée aux habitudes des Romains en la matière, et d'une façon générale à leur rapport aux toilettes. On dispose en effet de quantité de documents sur ces questions. L'historien Andrew Wallace-Hadrill, l'un des grands spécialistes des villes détruites par l'éruption du Vésuve, en 79 après J.-C., a mené une enquête approfondie sur les restes



d'excréments conservés à Herculanium. Il a découvert quelques objets perdus dans des excréments quasi fossilisés, et a aussi obtenu beaucoup d'informations sur le régime alimentaire des habitants : poulet, agneau, poisson, champignons, fenouil, olives, oursins et mollusques.

Barry Hobson est le spécialiste par excellence des latrines romaines. Il a passé quatorze ans sur un chantier de fouilles à Pompéi. Dans son livre *Latrinae et foricae. Toilets in the Roman World* [“Latrinae et foricae. Les toilettes dans le monde romain”, 2009, non traduit], il distingue les WC individuels (*latrinae*) et les WC collectifs (*foricae*). En analysant ces deux espaces, Hobson apporte énormément d'informations sur le monde romain, et en particulier sur son

“Vacerra est à toute heure aux latrines, il y est assis toute la journée. Vacerra ne veut pas chier, il veut qu'on l'invite à dîner.”

Martial, POÈTE (I^{er} SIÈCLE)

sens de l'intime. Avec les bains collectifs romains, on est très loin du monde occidental actuel, où le bain relève presque toujours de la vie privée – on a toutefois trouvé de nombreux bains individuels dans les ruines romaines.

Ainsi, rapporte Hobson, Sénèque raconte qu'un gladiateur s'est suicidé à l'aide d'un bâton à éponge après être allé aux toilettes sans être accompagné, ce qui laisse à penser qu'il avait réclamé un peu d'intimité. “Pendant un combat de gladiateurs avec des fauves, l'un des Germains qui allaient participer au spectacle du matin s'est retiré aux latrines pour déféquer. On ne l'aurait laissé se rendre à aucun autre endroit sans escorte, écrivait le philosophe stoïcien et conseiller de Néron. Là, il s'est enfoncé tout entier dans le gosier le bâton terminé d'une éponge qu'on utilise pour nettoyer l'impureté du corps, jusqu'à s'étouffer.”

Toutefois, tant les découvertes archéologiques que les fresques, ou encore les épigrammes de

Martial, témoignent d'une camaraderie des *foricae*. “Vacerra est à toute heure aux latrines, il y est assis toute la journée. Vacerra ne veut pas chier, il veut qu'on l'invite à dîner”, écrivait le poète latin.

Le chapitre consacré aux fresques est particulièrement amusant. On y trouve une inscription mystérieuse, qui se répète à plusieurs endroits de Pompéi : *Cacator cave malum*, “Chieur, prends garde”, qui avertissait du mal occulte qui guettait celui qui utilisait les latrines. D'autres fresques indiquent qui s'est soulagé à tel ou tel endroit – par exemple, Apollinaris, médecin de l'empereur Titus à Herculanium. Par ailleurs, sur nombre de murs de Pompéi, on trouve des inscriptions invitant à ne pas déféquer à leur emplacement, ce qui nous permet de déduire que les Romains n'utilisaient pas toujours les espaces prévus à cet effet.

En tant que médecin, Hobson a également étudié le rapport à l'hygiène dans la Rome antique, et surtout il s'est demandé si les habitants étaient conscients du danger que représentait l'accumulation d'excréments, indépendamment des odeurs. Certes, les Romains faisaient un usage généreux de l'eau, à travers les aqueducs ou les thermes, mais ils avaient une notion de l'hygiène très différente de la nôtre. Dans les thermes, par exemple, l'eau stagnait, et y aller avec une blessure au pied était une très mauvaise idée.

L'une des œuvres qui analysent le mieux le monde romain du point de vue des thermes et de l'eau, mais aussi des latrines, est un manga de Mari Yamazaki, *Thermae Romae* [Casterman, 2012]. C'est l'histoire d'un ingénieur des thermes romains qui voyage dans le temps jusqu'au Japon actuel, où il découvre toutes sortes d'astuces pour améliorer ses constructions. Dans ce livre nourri de recherches historiques, Yamazaki montre avec beaucoup d'humour ce qui rassemble ces deux cultures. Mais aussi ce qui les sépare : les *foricae* étaient à des années-lumière de la propreté obsessionnelle des WC japonais.

— Guillermo Altares
Publié le 5 août

➤ Latrines du I^{er} siècle dans une maison de l'ancien port d'Ostie, près de Rome.
Photo Album/Prisma
AKG-Images

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE



**Courrier
international**

Hors-série Octobre-novembre 2022
8,50 €

LA BOMBE DÉMOGRAPHIQUE

**En 2100, il y aura 10 milliards d'humains sur Terre.
Comment gérer le vieillissement de la population et les déséquilibres
géographiques et économiques? Faut-il encore faire des enfants?
Les réponses de la presse étrangère.**



Japon : le laboratoire du monde

Robotisation, recul de l'âge de la retraite... : l'archipel cherche
des solutions à la crise de la natalité.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



**Courrier
international**

**Finalem^{ent},
la voiture du futur ne sera
pas volante.
Elle aura les pieds sur terre.**



Il faut renoncer à certains rêves pour que d'autres voient le jour. Citroën **oli** [all-ë], notre concept car, est construit avec des pièces facilement remplaçables, pour prolonger sa durée de vie. Découvrez comment sur citroen.fr



CITROËN

Au quotidien, prenez les transports en commun. #SeDéplacerMoinsPolluer